

CONSEIL COMMUNAL DU 22 JANVIER 2024
GEMEENTERAAD VAN 22 JANUARI 2024

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Julie Van Goidsenhoven-Bolle, *Président/Voorzitter* ;
Olivier Maingain, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Isabelle Molenberg, Michèle Nahum, Eric Bott, Jacqueline Destrée-Laurent, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jacquemyns, Delphine De Valkeneer,
Echevin(e)s/Schepenen ;
Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette,
Françoise Charue, Sonia Begyn, Quentin Deville, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Charles Six,
Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi , Laïla Anbari, Jean Ullens de
Schooten, Ingrid Goossens, Steve Detry, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa
Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen, Yves Van de Castele,
Conseillers/Gemeenteraadsleden ;
Patrick Lambert, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Ariane Calmeyn, Adelaïde de Patoul, Anne Drion du Chapois, *Conseillers/Gemeenteraadsleden*.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

SECRETARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

22.01.2024/A/0001 **Communications.**

La présidente signale que :

- Mmes CALMEYN, DE PATOUL et DRION du CHAPOIS sont excusées ;
- M. DEVILLE arrivera en cours de séance.

Elle annonce qu'une question d'actualité sera traitée après les interpellations.

Mededelingen.

De voorzitter deelt mee dat:

- mevrouwen CALMEYN, DE PATOUL en DRION du CHAPOIS verontschuldigd zijn;
- dhr. DEVILLE later tijdens de zitting zal aankomen.

Ze kondigt aan dat een vraag van dringende actualiteit na de interpellaties zal behandeld worden.

22.01.2024/A/0002 **Procès-verbal de la séance du 18/12/2023 - Approbation.**

Le procès-verbal de la séance du 18/12/2023 est approuvé.

30 votants : 30 votes positifs.

Proces-verbaal van de vergadering van 18/12/2023 - Goedkeuring.

Het proces-verbaal van de vergadering van 18/12/2023 wordt goedgekeurd.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.01.2024/A/0003 **ASBL communale Centre Albert Marinus - Représentation politique - Membre - Démission de M. Jean-Marc ARTOIS (MR+) - Remplacement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée ;

Vu les statuts de l'ASBL Centre Albert Marinus ;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 8 membres effectifs désignés par le Conseil communal le 14/12/2020, répartis comme suit :

- 6 membres pour la liste LB,
- 1 membre pour la liste Ecolo,
- 1 membre pour la liste MR+ ;

Vu le courrier du 18/12/2023 introduit par M. Jean-Marc ARTOIS, présentant la démission de son mandat d'administrateur, représentant du groupe MR+, à l'Assemblée générale de l'ASBL Centre Albert Marinus ;

Considérant qu'un courrier du 21/12/2023 a été adressé à Mme Amélie PANS, cheffe de groupe, l'invitant à proposer un(e) candidat(e), afin de respecter l'équilibre politique et le nombre de représentants désignés par le Conseil communal ;

Considérant que par courriel du 08/01/2024, la candidature de M. Fabrice DURY, domicilié avenue Général Lartigue 68/b1 en c/c, a été proposée ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/01/2024 ;

PROCEDE à la désignation de M. Fabrice DURY, domicilié avenue Général Lartigue 68/1 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale de l'ASBL Centre Albert Marinus, en remplacement de M. Jean-Marc ARTOIS (MR+), membre démissionnaire, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que

ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Gemeentelijke vzw "Centre Albert Marinus" - Politieke vertegenwoordiging - Lid - Ontslag van dhr. Jean-Marc ARTOIS (MR+) - Vervanging - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.01.2024/A/0004 **ASBL Centre culturel Wolubilis - Représentation politique - Membre - Démission de M. Jean-Marc ARTOIS (MR+) - Remplacement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 05/07/2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, telle que modifiée ;

Vu les statuts de l'ASBL Centre culturel Wolubilis;

Considérant que l'Assemblée générale de l'ASBL se compose de 8 membres effectifs désignés par le Conseil communal le 23/05/2022, répartis comme suit :

- 6 membres pour la liste LB,
- 1 membre pour la liste Ecolo,
- 1 membre pour la liste MR+ ;

Vu le courrier du 18/12/2023 introduit par M. Jean-Marc ARTOIS, présentant la démission de son mandat d'administrateur, représentant du groupe MR+, à l'Assemblée générale de l'ASBL Centre culturel Wolubilis ;

Considérant qu'un courrier du 21/12/2023 a été adressé à Mme Amélie PANS, cheffe de groupe, l'invitant à proposer un(e) candidat(e), afin de respecter l'équilibre politique et le nombre de représentants désignés par le Conseil communal ;

Considérant que par courriel du 08/01/2024, la candidature de Mlle Fiona BASTIEN, domiciliée avenue Heydenberg 7 en c/c, a été proposée ;

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/01/2024 ;

PROCEDE à la désignation de Mlle Fiona BASTIEN, domiciliée avenue Heydenberg 7 en c/c, comme membre effectif à l'Assemblée générale de l'ASBL Centre culturel Wolubilis, en remplacement de M. Jean-Marc ARTOIS (MR+), membre démissionnaire, pour un terme expirant au renouvellement du Conseil communal suite aux élections de 2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Vzw "Centre culturel Wolubilis" - Politieke vertegenwoordiging - Lid - Ontslag van dhr. Jean-Marc ARTOIS (MR+) - Vervanging - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Delphine De Valkeneer entre en séance / treedt in zitting.

Georges De Smul entre en séance / treedt in zitting.

Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke entre en séance / treedt in zitting.

Quentin Deville entre en séance / treedt in zitting.

22.01.2024/A/0005 **Rapport annuel d'activités 2022-2023 - Communication.**

LE CONSEIL,

En application de l'article 96 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/01/2024 ;

PREND CONNAISSANCE du rapport annuel d'activités de l'administration et de la situation des affaires de la commune pour la période du 01/10/2022 au 30/09/2023.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Jaarlijks activiteitenverslag 2022-2023 - Mededeling.

DE RAAD,

In toepassing van artikel 96 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/01/2024;

NEEMT KENNIS van het jaarlijks activiteitenverslag betreffende het bestuur en de stand van zaken van de gemeente gedurende de periode van 01/10/2022 tot 30/09/2023.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-Président van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Amendement 1 du groupe Ecolo sur le point intitulé « Budget communal - Exercice 2024 - Approbation » : Introduction d'une prime Be Home communale de 100 EUR.

M. VAN der AUWERA propose l'amendement suivant au nom du groupe Ecolo :

Introduction d'une prime Be Home communale de 100 EUR

En 2016, le revenu pour la commune des additionnels au précompte immobilier était d'environ 28 millions d'euros. En 2017, 1^{re} augmentation, le PRI a rapporté près de 35 millions d'euros. En 2022, nouvelle augmentation : les additionnels rapportent alors plus de 46 millions. En 2024, votre estimation budgétaire culmine à plus de 48 millions d'euros ! Si entretemps la population a augmenté dans notre commune et l'indexation est passée par là, une augmentation de 42 % ne passe pas inaperçue ! En comparant avec l'évolution de l'IPP, celui-ci affiche une augmentation de 26 % de 2016 à 2024, malgré une réduction homéopathique en 2022, pour atteindre un prélèvement de 17,6 millions en 2024, venant d'environ 13 millions il y a 8 ans.

Vous avez souhaité toucher les étrangers occupés dans des institutions internationales ne contribuant pas à l'impôt sur les personnes physiques. A présent, vous ne pourrez pas nier que de nombreux petits propriétaires, dont de jeunes ménages, des travailleurs aux revenus modestes et des retraités restés domiciliés dans notre commune, ont été durement impactés. Or, tous ne sont pas de riches rentiers !

Le groupe Ecolo propose une prime BE Home communale destinée à encourager l'accès à la propriété à Woluwe-Saint-Lambert. Elle est octroyée pour l'année 2024 aux bénéficiaires qui ont établi leur résidence principale dans l'habitation sise à Woluwe-Saint-Lambert. Une telle prime est déjà en place dans au moins 5 communes dont Watermael-Boitsfort et Schaerbeek, certaines depuis plusieurs années.

Montant à budgéter :

- Sur base d'une estimation de 11.000 propriétaires-occupants = 1.100.000 EUR
- Réduction de ce montant du 371-01 – Taxe additionnelle au précompte immobilier

La gestion de cette prime est confiée au Service public régional de Bruxelles Fiscalité comme c'est déjà le cas pour les primes BE Home communales introduites par d'autres communes.

Règlement relatif à l'octroi d'une prime BE Home communale - Exercice 2024

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale et modifiée par l'ordonnance du 23 novembre 2017 effectuant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 15 à 17 inclus ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2018 exécutant l'ordonnance du 23 novembre 2017 effectuant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 5 à 16 inclus ;

Vu sa délibération du 19 décembre 2022 fixant à 3.200 pour l'exercice d'imposition 2022 les centimes additionnels communaux au précompte immobilier à charge des

propriétaires de biens immobiliers imposables dans la commune au 1er janvier ;
Considérant l'impact des augmentations successives des centimes additionnels au précompte immobilier sur les propriétaires occupants de Woluwe-Saint-Lambert, il y a lieu qu'ils puissent bénéficier d'une prime en compensation ;

Sur proposition du groupe ECOLO ;

ARRETE :

le Règlement relatif à l'octroi d'une prime destinée à encourager l'accès à la propriété à Woluwe-Saint-Lambert.

Article 1

Une prime BE-Home communale destinée à encourager l'accès à la propriété à Woluwe-Saint-Lambert est octroyée pour l'année 2024 au(x) bénéficiaire(s) qui établi(ssent) sa (leur) résidence principale dans l'habitation sise à Woluwe-Saint-Lambert, conformément aux prescriptions définies ci-après.

Article 2

Dans le cadre de l'application du présent règlement, les notions reprises ci-après doivent être comprises comme suit :

1. Ménage :
 - soit l'ensemble des personnes qui, conformément à l'article 3, 9°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, composent un ménage ;
 - soit la personne inscrite comme personne isolée au registre de population ou au registre des étrangers ;
2. Habitation : un bien immobilier qui est destiné au logement, y compris les dépendances qui sont l'accessoire habituel et souvent indispensables du logement ;
3. Être domicilié dans une habitation au titre de résidence principale : être inscrit au registre de population ou au registre des étrangers à l'adresse de cette habitation ;
4. Titulaire d'un droit réel sur l'habitation : le plein propriétaire, possesseur, emphytéote, superficiaire ou usufruitier du bien immobilier concerné ;
5. Prime : la prime destinée à encourager l'accès à la propriété de l'habitation propre dans la commune de Woluwe-Saint-Lambert ;
6. Ordonnance du 23 novembre 2017 : ordonnance effectuant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale;
7. Arrêté du 22 février 2018 : arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale exécutant l'ordonnance du 23 novembre 2017 effectuant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 3

Pour avoir droit à la prime, les conditions cumulatives suivantes doivent être remplies par le bénéficiaire au 1er janvier de l'année pour laquelle la prime est octroyée :

- Être titulaire d'un droit réel sur l'habitation ;
- Être domicilié à l'adresse de cette habitation ;
- Être redevable d'un précompte immobilier pour le bien concerné ;
- Il n'y a pas d'autre membre du ménage qui peut bénéficier de la prime.

Article 4

Le montant de la prime est fixé à 100€. La prime ne peut être accordée qu'une fois par ménage. La prime est due au contribuable qui reçoit l'avertissement-extrait de rôle du précompte immobilier pour l'habitation visée à l'article 3.

Article 5

Les modalités relatives à l'octroi de la prime, à son paiement, à son éventuel retrait, à une amende en cas de fraude et à la procédure de recours sont réglées conformément à l'ordonnance du 23 novembre 2017 et conformément à l'arrêté du 22 février 2018.

Article 6

La totalité de la gestion de cette prime est confiée au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 7

Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 8 :

Le présent règlement entre en vigueur le 1er mars 2024 pour une durée de 3 ans.

L'amendement est rejeté.

34 votants : 10 votes positifs, 24 votes négatifs.

Non : Olivier Maingain, Isabelle Molenberg, Michèle Nahum, Eric Bott, Jacqueline Destrée-Laurent, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jaquemyns, Delphine De Valkeneer, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette, Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Françoise Charue, Sonia Begyn, Quentin Deville, Charles Six, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi, Laïla Anbari, Jean Ullens de Schooten, Yves Van de Castele.

22.01.2024/A/0007

Amendement 2 du groupe Ecolo sur le point intitulé « Budget communal - Exercice 2024 - Approbation » : Mise en place d'un « Guichet Renolution WSL » en faveur des habitants de Woluwe-Saint-Lambert.

M. VAN der AUWERA propose l'amendement suivant au nom du groupe Ecolo :

Mise en place d'un « Guichet Renolution WSL » en faveur des habitants de Woluwe-Saint-Lambert

Avec la mise en place du « Plan Climat Communal », la réduction des émissions de GES et l'amélioration du bilan carbone du territoire nécessitera un accompagnement des habitants. Cet amendement anticipe le besoin en proposant la mise en place d'un nouveau « Guichet de l'énergie » établi avec une participation décentralisée de l'ASBL homegrade.brussels. Il s'agit d'aider les habitants en fonction de leur situation spécifique :

1. Analyse de la consommation énergétique et aide à la mise en place d'un plan de sobriété énergétique ;
2. Réalisation d'un diagnostic individualisé visant une isolation accrue de qualité, l'utilisation de matériaux biosourcés, notamment par le recours à un service de thermographie, et pouvant inclure des modifications architecturales ;
3. Conseils sur la faisabilité de la conversion du chauffage et étude des solutions rendant possibles l'abandon des énergies fossiles, la production individuelle

- d'énergie renouvelable et la participation à une communauté d'énergie ;
4. Conseils et calculs de rendement sur les modes de financement et les primes disponibles ;
 5. Assistance et aide à l'obtention des primes régionales et communales ;
 6. Mise en relation de voisins pour stimuler les initiatives collectives de quartier.

Ce guichet aura des heures d'ouverture très larges et pourra également envisager la collaboration avec des entreprises situées sur le territoire communal ou les communes limitrophes et capables de conduire les travaux de rénovation recommandés et souhaités, y compris dans un contexte de travaux groupés au sein d'un même quartier.

Le budget couvrira la mise en place, les outils informatiques, la formation du personnel communal et le financement de l'accord de coopération avec l'ASBL homegrade.brussels.

Budget : 60.000 EUR

L'amendement est rejeté.

34 votants : 6 votes positifs, 28 votes négatifs.

Non : Olivier Maingain, Isabelle Molenberg, Michèle Nahum, Eric Bott, Jacqueline Destrée-Laurent, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jacquemyns, Delphine De Valkeneer, Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette, Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Françoise Charue, Sonia Begyn, Quentin Deville, Amélie Pans, Charles Six, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi, Laila Anbari, Jean Ullens de Schooten, Steve Detry, Kurt Deswert, Yves Van de Castele.

RECETTE - GEMEENTEKAS

Recette - Gemeentekas

22.01.2024/A/0008 **Budget communal - Exercice 2024 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le projet du budget pour l'exercice 2024 élaboré par le Collège des bourgmestre et échevins ;

Vu l'avis de la commission instaurée par l'article 12 de l'arrêté royal du 02/08/1990 ;

Vu les articles 117, 242, 255 et 259 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 11/01/2024 ;

DECIDE d'approuver comme suit le budget 2024 :

1. BUDGET ORDINAIRE

	RECETTES	DEPENSES	
Exercice proprement dit	138.371.069,23	141.187.202,40	
Exercices antérieurs	13.658.481,44		
Totaux des prélèvements	3.000.000,00		
Totaux exercices cumulés	155.029.550,67	141.187.202,40	
Résultat général - Excédent			13.842.348,27

2. BUDGET EXTRAORDINAIRE

	RECETTES	DEPENSES	
Exercice proprement dit	20.159.598,00	15.399.168,00	
Exercices antérieurs	185.387,28		
Totaux des prélèvements	2.341.055,00	7.101.485,00	
Totaux exercices cumulés	22.686.040,28	22.500.653,00	
Résultat général - Excédent			185.387,28

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

34 votants : 24 votes positifs, 10 votes négatifs.

Non : Georges De Smul, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Ingrid Goossens, Steve Detry, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

Gemeentebegroting - Dienstjaar 2024 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het ontwerp van begroting voor het dienstjaar 2024 opgemaakt door het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op het advies van de commissie ingesteld door artikel 12 van het koninklijk besluit van 02/08/1990;

Gelet op artikelen 117, 242, 255 en 259 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/01/2024;

BESLIST de begroting 2024 als volgt goed te keuren:

1. GEWONE BEGROTING

	ONTVANGSTEN	UITGAVEN	
Eigen dienstjaar	138.371.069,23	141.187.202,40	
Vorige dienstjaren	13.658.481,44		
Totalen overboekingen	3.000.000,00		
Totalen eigen en vorige dienstjaren	155.029.550,67	141.187.202,40	
Algemeen resultaat - Batig saldo			13.842.348,27

2. BUITENGEWONE BEGROTING

	ONTVANGSTEN	UITGAVEN	
Eigen dienstjaar	20.159.598,00	15.399.168,00	
Vorige dienstjaren	185.387,28		
Totalen overboekingen	2.341.055,00	7.101.485,00	
Totalen eigen en vorige dienstjaren	22.686.040,28	22.500.653,00	
Algemeen resultaat - Batig saldo			185.387,28

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

34 stemmers : 24 positieve stemmen, 10 negatieve stemmen.

Nee : Georges De Smul, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Ingrid Goossens, Steve Detry, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen.

FINANCES - FINANCIEN

Taxes - Taksen

22.01.2024/A/0009 **Justification de vote du groupe Ecolo sur le point intitulé « Budget communal - Exercice 2024 - Approbation ».**

Voici le dernier budget de la législature, on remarque que des projets importants aboutissent après des années d'attente et de demandes, que d'autres se mettent enfin en route ou s'accélèrent. On pourrait dire que c'est lent ou un peu tard, mais on peut aussi saluer les points positifs au bénéfice des habitants de la commune.

Parmi les points positifs de ce budget, nous souhaitons souligner :

- La rénovation énergétique du Poséidon qui touche à sa fin. C'était un grand changement nécessaire et attendu et c'est une bonne chose. Lors de réunions au Poséidon, notre groupe a déjà pu se rendre compte des changements en termes d'isolation et de chaleur.
- L'engagement d'un équivalent temps plein pour renforcer la cellule climat. Nous saluons le fait que vous ayez été chercher le subside régional car cela est nécessaire pour atteindre les objectifs. Nous avons d'ailleurs proposé un amendement l'an passé pour renforcer la cellule climat.
- En 2024, contrairement à 2023, vous avez prévu le placement de panneaux solaires sur les toits de bâtiments communaux : maison communale, Rotonde, Wolubilis et crèche Prince Baudouin. Nous observons que certaines de nos demandes formulées depuis des années aboutissent enfin, même s'il reste de quoi faire.
- Vous allez également chercher les subsides pour pouvoir augmenter le nombre de places en crèches communales. On connaît la situation difficile pour les familles et les équipes et l'on ne peut que se réjouir que vous poursuiviez les efforts.

- La végétalisation et déminéralisation des cours des écoles : un projet à Princesse Paola est prévu cette année. On attend évidemment les projets pour toutes les écoles qui en ont bien besoin. Et les écoles ont également besoin que les rénovations des toilettes se poursuivent, or on n'en voit aucune prévue pour 2024.

Il y a donc des belles réalisations et de l'espoir de voir les améliorations se poursuivre rapidement mais aussi ce que l'on regrette ou aurait aimé trouver dans votre budget 2024.

Les points négatifs :

- Cette année, il n'y a pas de hausse de la fiscalité puisque cela avait eu lieu l'an dernier lorsque vous aviez décidé d'augmenter le PRI et que la faible baisse sur l'IPP ne venait pas compenser cette hausse. Pour l'année 2024, vous auriez pu, comme l'opposition vous l'a proposé et comme d'autres communes l'ont mise en œuvre, prévoir une prime BE-Home pour les propriétaires occupant leur logement.
- Un subside pour le stationnement de 216.000 EUR via une prime de 5 ou 70 EUR pour les ménages qui demandent une ou deux cartes riverains. Cette dépense est certes une goutte d'eau dans le budget total mais elle est totalement inutile et pourrait être utilisée pour des projets qui bénéficient à toutes et tous. Pour le groupe Ecolo, il est incompréhensible de souscrire à une telle dépense alors que l'urgence climatique n'est plus à démontrer. Cela montre votre manque de cohérence. La commune fait cavalier seul et refuse de s'aligner sur la politique régionale et la tarification en vigueur dans d'autres communes qui ne nous semblent pas exagérées pour le stationnement de véhicules sur la voie publique. C'est un choix qui n'est pas le nôtre. C'est un choix au détriment de la qualité de vie et de la sécurité dans nos quartiers.
- On remarque que la commune a encore une fois prévu d'investir dans sa flotte et prévoit d'acheter de nouveaux véhicules. Si la flotte devient tout doucement plus propre, nous ne voyons toujours pas de volonté de réduire sa taille et d'encourager le partage de véhicule entre les différents services pour arriver à cet objectif. Peut-être que le gestionnaire de flotte qui pourra être désigné via un subside régional permettra enfin d'atteindre cet objectif alors que par le passé vous nous disiez gérer la flotte vous-mêmes ?

En conclusion, nous aurions fait d'autres choix, nous aurions réduit certaines dépenses : moins de véhicules et mise en commun entre les services, suppression des primes « cadeaux électoralistes », focus sur les économies d'énergie par des investissements accélérés.

Le groupe Ecolo ne vote donc pas pour ce budget.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES - HUMAN RESOURCES MANAGEMENT

GRH - HRM

22.01.2024/A/0010 **Statut du personnel communal - Modification - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 26/06/2023 portant modification du statut du personnel communal ;

Considérant que les dispositions qui régissent les cadres, la carrière et les prestations du personnel sont en constante évolution et qu'il y a lieu de les adapter à de nouvelles législations et aux responsabilités toujours croissantes de l'administration ;

Considérant qu'il s'indique de modifier les conditions de recrutement et de promotion de certains postes des cadres administratif, technique et ouvrier, afin de mieux répondre aux besoins de l'administration ;

Vu la négociation menée avec les organisations syndicales représentatives au sein du comité de négociation le 20/12/2023 ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/01/2024 ;

DECIDE de modifier le statut du personnel communal statutaire et contractuel, comme repris en annexe, avec effet au 01/02/2024.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

34 votants : 34 votes positifs.

Statuut van het gemeentepersoneel - Wijziging - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 26/06/2023 tot wijziging van het gemeentelijk personeelsstatuut;

Overwegende dat de bepalingen die de kaders, de loopbaan en de prestaties van het personeel regelen voortdurend evolueren en dat het nodig is ze aan te passen aan nieuwe wetten en steeds toenemende verantwoordelijkheden van het bestuur;

Overwegende dat het raadzaam is de aanwervings- en bevorderingsvoorwaarden van sommige betrekkingen van de administratieve, technische en werkliedenkaders te wijzigen om beter tegemoet te komen aan de noden van het bestuur;

Gelet op de onderhandelingen gevoerd met de representatieve vakbondsorganisaties in het onderhandelingscomité op 20/12/2023;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/01/2024;

BESLIST het statuut van het statutair en contractueel gemeentepersoneel met ingang van 01/02/2024 te wijzigen, zoals opgenomen in de bijlage.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN

Administration et marchés - Administratie en opdrachten

22.01.2024/A/0011 **Divers bâtiments communaux, écoles et stade - Acquisition de luminaires (ID 3223) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : LEDEALIGHT - Dépense : 34.500 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder au remplacement de luminaires dans divers bâtiments administratifs et écoles et au stade Fallon par des luminaires économiques et durables ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder au remplacement de luminaires dans divers bâtiments administratifs et écoles et au stade Fallon par des luminaires économiques et durables ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les trois opérateurs économiques consultés ont remis offre :

- LEDEALIGHT, avenue de Schiphol 3 à 1140 Evere : 33.924,89 EUR TVAC,
- REXEL, Zuiderlaan 91 bus 3 à 1731 Zellik : 35.890,50 EUR TVAC,
- EUROKA, rue Bollinckx 15C à 1070 Anderlecht : 35.718,47 EUR TVAC ;

Considérant que les offres sont conformes aux besoins ;

Considérant que l'offre de la firme LEDEALIGHT est économiquement la plus avantageuse ;

Vu la note du responsable énergie ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus aux articles 10400/, 72200/ et 76410/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approver la passation d'un marché de faible montant avec la firme LEDEALIGHT, avenue de Schiphol 3 à 1140 Evere, pour l'acquisition de luminaires pour divers bâtiments communaux et écoles et pour le stade, aux conditions de son offre du 13/12/2023, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approver la dépense estimée à 34.500 EUR TVAC, inscrite à concurrence de 17.000 EUR à l'article 10400/724-60/16441, de 10.500 EUR à l'article 72200/724-60/16442 et de 7.000 EUR à l'article 76410/724-60/16443 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire (articles 10400/724-60 et 76410/724-60) et au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (article 72200/724-60).

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Verschillende gemeentebouwen, scholen en stadion - Aankoop van verlichtingsarmaturen (ID 3223) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: LEDEALIGHT - Uitgave: 34.500 EUR incl. btw - Informatie

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0012 **Hôtel communal et Wolu-Techni-Cité - Bornes de recharges - Acquisition (ID 3222) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : REXEL - Dépense : 11.500 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Gemeentehuis en Wolu-Techni-Cité - Opladstations - Aankoop (ID 3222) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier : REXEL - Uitgave : 11.500 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat, op verzoek van de dienst Beheer van het patrimonium, het noodzakelijk is twee dubbele oplaadpunten voor elektrische voertuigen aan te schaffen voor het gemeentehuis en Wolu-Techni-Cité;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 28/12/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat, op verzoek van de dienst Beheer van het patrimonium, het noodzakelijk is twee dubbele oplaadpunten voor elektrische voertuigen aan te schaffen voor het gemeentehuis en Wolu-Techni-Cité;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het bedrag van de opdracht wordt geraamd op 11.500 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Gelet op de offerte van de firma CEBEO, Louis Schmidtdaan 3 bus 1 te 1040 Etterbeek, ten bedrage van 12.147,62 EUR incl. btw;

Gelet op de offerte van de firma REXEL, Zuiderlaan 91 bus 3 te 1731 Zellik, ten bedrage van 11.139,41 EUR incl. btw;

Gelet op de nota van de energiebeheerder;

Overwegende dat de offertes conform en regelmatig zijn;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikelen 10400/724-60 (6.200 EUR incl. btw) en 13700/724-60 (5.300 EUR incl. btw) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de opdracht van beperkte waarde voor de aankoop van twee dubbele oplaadpunten voor elektrische voertuigen te gunnen aan de firma REXEL, Zuiderlaan 91 bus 3 te 1731 Zellik;
- de betaling uit te voeren met het krediet ingeschreven op artikelen 10400/724-60/16438 (6.200 EUR incl. btw) en 13700/724-60/16439 (5.300 EUR incl. btw) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

22.01.2024/A/0013 **Ecoles communales - Acquisition de matériel de gymnastique (ID 3217) - Marché de faible montant - Désignation des fournisseurs : IDEMA SPORT et HAGELAND - Dépense : 7.966,32 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du matériel de gymnastique pour les écoles communales;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du matériel de gymnastique pour les écoles communales ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que les 3 firmes suivantes ont été consultées dans le cadre de ce marché :

- CAMMAERT, J.B. Vinkstraat 12 à 3070 Kortenberg,
- IDEMA SPORT, rue de l'Avenir 8 à 4890 Thimister,
- HAGELAND, Eilandstraat 4 à 3294 Molenstede ;

Considérant que les 2 firmes suivantes ont remis offres :

- IDEMA SPORT, rue de l'Avenir 8 à 4890 Thimister,
- HAGELAND, Eilandstraat 4 à 3294 Molenstede ;

Considérant que les 2 offres sont régulières ;

Considérant qu'il s'indique d'attribuer chaque poste en fonction de l'offre économiquement la plus avantageuse par poste ;

Considérant que la dépense est estimée à 7.966,32 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 72200/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approver la passation d'un marché de faible montant avec les firmes IDEMA SPORT, rue de l'Avenir 8 à 4890 Thimister (6.757,32 EUR TVAC) et HAGELAND, Eilandstraat 4 à 3294 Molenstede (1.209 EUR TVAC), pour la fourniture de matériel de gymnastique pour les écoles communales, en fonction de l'offre économiquement la plus avantageuse par poste, aux conditions de leurs offres respectives, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approver l'engagement d'un montant total de 7.966,32 EUR à l'article 72200/744-98/16219 (6.757,32 EUR) et 16220 (1.209 EUR) du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Les fonds nécessaires au paiement de cette dépense seront prélevés sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Aankoop van turnmateriaal (ID 3217) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leveranciers: IDEMA SPORT en HAGELAND - Uitgave: 7.966,32 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is om turnmateriaal aan te kopen voor de gemeentescholen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 21/12/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het noodzakelijk is om turnmateriaal aan te kopen voor de gemeentescholen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de volgende 3 firma's voor deze opdracht werden geraadpleegd:

- CAMMAERT, J.B. Vinkstraat 12 te 3070 Kortenberg,
- IDEMA SPORT, rue de l'Avenir 8 te 4890 Thimister,
- HAGELAND, Eilandstraat 4 te 3294 Molenstede;

Overwegende dat de volgende 2 firma's een offerte hebben ingediend:

- IDEMA SPORT, rue de l'Avenir 8 te 4890 Thimister,
- HAGELAND, Eilandstraat 4 te 3294 Molenstede;

Overwegende dat de 2 offertes regelmatig zijn;

Overwegende dat het aangewezen is elke post te gunnen volgens de economisch gunstigste offerte per post;

Overwegende dat de uitgave wordt geraamd op 7.966,32 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 72200/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST :

- de gunning van een opdracht van beperkte waarde voor de levering van turnmateriaal voor de gemeentescholen aan de firma's IDEMA SPORT, rue de l'Avenir 8 te 4890 Thimister (6.757,32 EUR incl. btw) en HAGELAND, Eilandstraat 4 te 3294 Molenstede (1.209 EUR incl. btw) goed te keuren, volgens de economisch voordeligste offerte per post, in toepassing van artikelen 92 van de wet van 17/06/2016 en 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017, van het koninklijk besluit van 14/01/2013 en van artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
- een totaalbedrag van 7.966,32 EUR vast te leggen op artikel 72200/744-98/16219 (6.757,32 EUR) et 16220 (1.209 EUR) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Georges De Smul quitte la séance / verlaat de zitting.

Sonia Begyn quitte la séance / verlaat de zitting.

Amélie Pans quitte la séance / verlaat de zitting.

Charles Six quitte la séance / verlaat de zitting.

Michaël Loriaux quitte la séance / verlaat de zitting.

22.01.2024/A/0014 **Ecole Princesse Paola - Création de 4 fosses d'arbres (ID 3202) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : STEENACKER - Dépense : 36.300 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de créer quatre fosses d'arbres dans la cour de l'école Princesse Paola ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de créer quatre fosses d'arbres dans la cour de l'école Princesse Paola ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 36.300 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer la procédure par un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- ELEMEN'TERRE, rue Théophile Vander Elst 160 à 1170 Watermael-Boitsfort,
- STEENACKER NV, L. Marcellisstraat 49 à 1970 Wezembeek-Oppem,
- QUINTELIER SA, rue des Trois Fontaines 24 à 1370 Jodoigne,
- EECOCUR SA, rue du Tronquoy, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont ;

Considérant que 2 offres sont parvenues :

- STEENACKER NV, L. Marcellisstraat 49 à 1970 Wezembeek-Oppem (34.866,15 EUR TVAC),
- ELEMEN'TERRE, rue Théophile Vander Elst 160 à 1170 Watermael-Boitsfort (42.908,48 EUR TVAC) ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit STEENACKER NV, n° BCE BE 0449.364.970, L. Marcellisstraat 49 à 1970 Wezembeek-Oppem, pour le montant d'offre contrôlé de 34.866,15 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 72200/725-60 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 36.300 EUR TVAC ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 36.300 EUR TVAC du marché « Ecole Princesse Paola - Création de quatre fosses d'arbres (ID 3202) » ;
- de passer la procédure par un marché de faible montant ;
- de considérer les offres de STEENACKER NV et ELEMEN'TERRE comme complètes et régulières ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit STEENACKER NV, BE 0449.364.970, L. Marcellisstraat 49 à 1970 Wezembeek-Oppem, pour le montant d'offre contrôlé de 34.866,15 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 72200/725-60 sur lequel un montant de 36.300 EUR TVAC est engagé.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

School "Princesse Paola" - Aanmaak van 4 putten voor bomen (ID 3202) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de ondernemer: STEENACKER - Uitgave: 36.300 EUR incl. btw - Informatie

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0015 **Académie Paul-Baudouin Michel - Remplacement de l'éclairage de la salle de spectacle (ID 3219) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : REXEL BELGIUM SA - Dépense : 3.600 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Vervanging van de theaterverlichting (ID 3219) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: REXEL BELGIUM nv - Uitgave: 3.600 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van materieel om de theaterverlichting van de “Academie Paul-Baudouin Michel” te vervangen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 21/12/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van materieel om de theaterverlichting van de “Academie Paul-Baudouin Michel” te vervangen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de volgende firma's werden geraadpleegd:

- CECEO: 3.725,47 EUR incl. btw,
- REXEL BELGIUM nv: 3.527,73 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 73410/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de opdracht betreffende de levering van materieel om de theaterverlichting van de “Academie Paul-Baudouin Michel” te vervangen;
- deze opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de economisch meest voordelige bieder (op basis van de prijs), zijnde REXEL BELGIUM (BE 0437.237.396), Zuiderlaan 91 bus 3 te 1731 Zellik, tegen het nagerekende offertebedrag van 3.527,73 EUR incl. btw;
- de uitgave van 3.600 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 73410/744-98/16271 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

22.01.2024/A/0016 **Académie Paul-Baudouin Michel - Acquisition de matériel (ID 3207) - Marché de faible montant - Désignation des fournisseurs : MUSIC PLUS, KOESIO Belgique SA, MUSIC COMPANY, THOMANN GmbH et Muziekinstrumenten D.E.P. - Dépense : 9.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du matériel pour l'Académie Paul-Baudouin Michel ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du matériel pour l'Académie Paul-Baudouin Michel ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- MUSIC PLUS : 970,20 EUR TVAC,
- KOESIO Belgique SA : 4.457,64 EUR TVAC,
- MUSIC COMPANY : 1.498 EUR TVAC,
- THOMANN GmbH : 597 EUR TVAC,
- Muziekinstrumenten D.E.P. : 1.460,54 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 73410/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché relatif à la fourniture de matériel pour l'Académie Paul-Baudouin Michel ;
- de retenir le marché de faible montant comme procédure de passation du marché ;
- d'attribuer ce marché, sur base des choix de l'académie, aux soumissionnaires suivants :
 - MUSIC PLUS (BE 0756.407.978), Wooz 21 à 4831 Bilstain, pour le montant d'offre contrôlé de 970,20 EUR TVAC,
 - KOESIO Belgique (BE 0437.838.895), rue des Aises 5 à 6060 Gilly, pour le montant d'offre contrôlé de 4.457,64 EUR TVAC,
 - MUSIC COMPANY (BE 0466.321.362), Rink 30 à 1600 Sint-Pieters-Leeuw, pour le montant d'offre contrôlé de 1.498 EUR TVAC,
 - THOMANN GmbH, Treppendorf, Hans-Thomann-St. 1 à D-96138 Burgebrach, pour le montant d'offre contrôlé de 597 EUR TVAC,
 - Muziekinstrumenten D.E.P. (BE 0405.803.755), Generaal Lemanstraat 48 à 2800 Berchem, pour le montant d'offre contrôlé de 1.460,54 EUR TVAC ;
- d'inscrire les montants suivants : MUSIC PLUS : 975 EUR TVAC, KOESIO Belgique : 4.460 EUR TVAC, MUSIC COMPANY : 1.500 EUR TVAC, THOMANN GmbH : 600 EUR TVAC et Muziekinstrumenten D.E.P. : 1.465 EUR TVAC à l'article 73410/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Académie Paul-Baudouin Michel" - Aankoop van materieel (ID 3207) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leveranciers: MUSIC PLUS, KOESIO Belgique sa, MUSIC COMPANY, THOMANN GmbH en Muziekinstrumenten D.E.P. - Uitgave: 9.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van materieel voor de "Academie Paul-Baudouin Michel";

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 14/12/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van materieel voor de “Academie Paul-Baudouin Michel”;

Gelet op de wet van 17/06/2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de volgende firma's werden geraadpleegd:

- MUSIC PLUS: 970,20 EUR incl. btw,
- KOESIO Belgique sa : 4.457,64 EUR incl. btw,
- MUSIC COMPANY: 1.498 EUR incl. btw,
- THOMANN GmbH: 597 EUR incl. btw,
- Muziekinstrumenten D.E.P.: 1.460,54 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 73410/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de opdracht betreffende de levering van materieel voor de “Académie Paul-Baudouin Michel”;
- de opdracht van beperkte waarde te kiezen als plaatsingsprocedure;
- deze opdracht te gunnen, op basis van de keuze van de academie, aan de volgende firma's:
 - MUSIC PLUS (BE 0756.407.978), Wooz 21 te 4831 Bilstain, tegen het nagerekende offertebedrag van 970,20 EUR incl. btw,
 - KOESIO Belgique (BE 0437.838.895), rue des Aises 5 te 6060 Gilly, tegen het nagerekende offertebedrag van 4.457,64 EUR incl. btw,
 - MUSIC COMPANY (BE 0466.321.362), Rink 30 te 1600 Sint-Pieters-Leeuw, tegen het nagerekende offertebedrag van 1.498 EUR incl. btw,
 - THOMANN GmbH, Treppendorf, Hans-Thomann-St. 1 te D-96138 Burgebrach, tegen het nagerekende offertebedrag van 597 EUR incl. btw,
 - Muziekinstrumenten D.E.P. (BE 0405.803.755), Generaal Lemanstraat 48 te 2800 Berchem, tegen het nagerekende offertebedrag van 1.460,54 EUR incl. btw;
- de volgende bedragen in te schrijven: MUSIC PLUS: 975 EUR incl. btw, KOESIO Belgique: 4.460 EUR incl. btw, MUSIC COMPANY: 1.500 EUR incl. btw, THOMANN GmbH: 600 EUR incl. btw en Muziekinstrumenten D.E.P.: 1.465 EUR incl. btw op artikel 73410/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023.

Deze uitgave zal van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal, ter informatie, op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

22.01.2024/A/0017 **Crèche Les Coquelicots - Achat d'un module de jeux - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : ROBINIA INT - Dépense : 10.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir un module de jeux pour la crèche Les Coquelicots ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir un module de jeux pour la crèche Les Coquelicots ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 10.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer la procédure par un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- LIBRAPLAY NV, Steenweg Op Deinze 191 à 9810 Nazareth,
- KOMPAN SA, rue du Têris 2 à 4100 Seraing,

- PLAY OUTDOOR SPRL, Hauts des Sarts 18 à 4800 Verviers,
- ROBINIA INT BV, Noordlaan 82-84 à 9200 Dendermonde ;

Considérant que 2 offres sont parvenues :

- PLAY OUTDOOR SPRL, Hauts des Sarts 18 à 4800 Verviers (10.871,85 EUR TVAC),
- ROBINIA INT BV, Noordlaan 82-84 à 9200 Dendermonde (9.436,19 EUR TVAC) ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit ROBINIA INT BV, n° BCE BE 0473.971.197, Noordlaan 82-84 à 9200 Dendermonde, pour le montant d'offre contrôlé de 9.436,19 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 84400/725-60 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 10.000 EUR TVAC ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 10.000 EUR TVAC du marché « Crèche les coquelicots - Achat d'un module de jeux » ;
- de passer la procédure par un marché de faible montant ;
- d'informer le Conseil communal de la présente décision ;
- de considérer les offres de PLAY OUTDOOR SPRL et ROBINIA INT BV comme complètes et régulières ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit ROBINIA INT BV, BE 0473.971.197, Noordlaan 82-84 à 9200 Dendermonde, pour le montant d'offre contrôlé de 9.436,19 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 84400/725-60/15234 sur lequel un montant de 10.000 EUR TVAC est engagé.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Kinderdagverblijf "Les Coquelicots" - Aankoop van een speelmodule - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: ROBINIA INT - Uitgave: 10.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0018 **Crèche Saint-Lambert - Acquisition d'un lave-vaisselle professionnel - (ID 3225) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : CORE CONCEPT - Dépense : 3.750 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Kinderdagverblijf "Saint-Lambert" - Aankoop van een professionele vaatwasser (ID 3225) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: CORE CONCEPT - Uitgave: 3.750 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop van een professionele vaatwasser voor de keuken van het kinderdagverblijf "Saint-Lambert";

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 28/12/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop van een professionele vaatwasser voor de keuken van het kinderdagverblijf "Saint-Lambert";

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het bedrag van de opdracht geraamd wordt op 3.750 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de volgende twee firma's werden geraadpleegd:

- BERT MULLER, Bevrijdingslaan 8 te 1932 Sint-Stevens-Woluwe,
- CORE CONCEPT, Albert Van Cotthemstraat 64 te 1600 Sint-Pieters-Leeuw;

Overwegende dat alleen de firma CORE CONCEPT een offerte heeft ingediend;

Overwegende dat de offerte conform en volledig is;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 84400/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de opdracht van beperkte waarde voor de aankoop van een professionele vaatwasser voor de keuken van het kinderdagverblijf "Saint-Lambert" te gunnen aan de firma CORE CONCEPT, Albert Van Cotthemstraat 64 te 1600 Sint-Pieters-Leeuw, tegen het offertebedrag van 3.745,29 EUR incl. btw;
- de betaling uit te voeren met het krediet ingeschreven op artikel 84400/744-98/16448 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;
- een bedrag van 3.750 EUR incl. btw vast te leggen.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

22.01.2024/A/0019 **Crèches communales - Acquisition de matériel didactique (ID 3220) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : WESCO - Dépense : 6.150 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du matériel didactique pour les crèches communales ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir du matériel didactique pour les crèches communales ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que les deux soumissionnaires suivants ont été consultés à cette occasion :

- WESCO, B.P. 10 à 1040 Etterbeek,
- HAGELAND-EDUCATIEF, Eilandstraat 4 à 3294 Molenstede ;

Considérant que seule la firme WESCO a remis offre ;

Considérant que l'offre est conforme et régulière ;

Considérant que la dépense est estimée à 6.150 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 84400/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme WESCO, B.P. 10 à 1040 Etterbeek, pour la fourniture de matériel didactique pour les crèches communales, aux conditions de son offre, pour un montant de 6.150 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à 6.150 EUR TVAC, inscrite à l'article 84400/744-98/16279 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijke kinderdagverblijven - Aankoop van didactisch materiaal (ID3220) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: WESCO - Uitgave: 6.150 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0020

Crèches communales - Livraison de légumes et fruits frais, œufs, produits laitiers, légumineuses et farines ainsi que du jus de pommes issus de la filière biologique et du circuit court (ID 3212) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 5 - Dépense : 140.000 EUR TVAC - Information.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de relancer un marché ayant pour objet la livraison de légumes et fruits frais, œufs, produits laitiers, légumineuses et farines ainsi que du jus de pommes issus de la filière biologique et du circuit court pour les crèches

communales durant 12 mois ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service des crèches, il s'indique de relancer un marché ayant pour objet la livraison de légumes et fruits frais, œufs, produits laitiers, légumineuses et farines ainsi que du jus de pommes issus de la filière biologique et du circuit court, pour les crèches communales durant 12 mois ;

Considérant que la dépense est estimée à 140.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires seront à prévoir et à inscrire à l'article 84400/124-23 du budget ordinaire des exercices 2024 et 2025 ;

Vu les articles 42 § 1-1° a) de la loi du 17/06/2016, 90-1° de l'arrêté royal du 18/04/2017 ainsi que l'arrêté royal du 14/01/2013 sur les marchés publics ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le lancement d'un marché ayant pour objet la livraison de légumes et fruits frais, œufs, produits laitiers, légumineuses et farines ainsi que du jus de pommes issus de la filière biologique et du circuit court, pour les crèches communales durant 12 mois ainsi que le cahier des charges y afférant ;
- d'approuver le choix de la procédure négociée sans publication préalable en application des articles 42 § 1-1° a) de la loi du 17/06/2016, 90-1° de l'arrêté royal du 18/04/2017 ainsi que l'arrêté royal du 14/01/2013 et ses modifications ultérieures sur les marchés publics et 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la consultation des firmes suivantes :
 - JÉRÔME LAMBERT, avenue Roi Chevalier 13 en c/c,
 - LA FERME DE FROIDMONT INSERTION ASBL, Chemin du Meunier 38 à 1330 Rixensart,
 - MADE IN BW, chaussée de Bruxelles 434 à 1300 Wavre,
 - AGRICOVERT, chaussée de Wavre 37 à 5030 Gembloux,
 - FERME PUSSEMIER, rue du Bois Planté 1 à 1421 Ophain-Bois-Seigneur-Isaac ;
- de prévoir à cet effet une dépense de 140.000 EUR TVAC à imputer à l'article 84400/124-23 des budgets ordinaires des exercices 2024 et 2025.

La présente décision sera soumise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijke kinderdagverblijven - Levering van verse groenten en fruit, eieren, zuivelproducten, peulvruchten en meel evenals appelsap uit de biologische sector en de kortsluiting (ID 3212) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 5 - Uitgave: 140.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0021 **Crèches communales - Livraison de denrées alimentaires et ustensiles de cuisine durant 12 mois (ID 3173) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 139.999 EUR HTVA - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de lancer un marché relatif à la livraison de denrées alimentaires et petits ustensiles de cuisine pour les crèches communales durant 12 mois;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service des crèches, il s'indique de lancer un marché relatif à la livraison de denrées alimentaires et petits ustensiles de cuisine pour les crèches communales durant 12 mois ;

Considérant que la dépense est estimée à 139.999 EUR HTVA ;

Considérant que les crédits nécessaires seront à prévoir et à inscrire aux articles 84400/124-02 et 84400/124-23 du budget ordinaire des exercices 2024 et 2025 ;

Vu les articles 42 § 1-1° a) de la loi du 17/06/2016, 90-1° de l'arrêté royal du 18/04/2017 ainsi que l'arrêté royal du 14/01/2013 sur les marchés publics ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE sous réserve de l'approbation des budgets 2024 et 2025 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle :

- d'approuver le lancement d'un marché pour la livraison de denrées alimentaires et petits ustensiles de cuisine pour les crèches communales durant 12 mois ainsi que le cahier des charges s'y rapportant ;
- de retenir la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché à commandes, en application des articles 42 § 1-1° a) de la loi du 17/06/2016, 90-1° de l'arrêté royal du 18/04/2017 ainsi que l'arrêté royal du 14/01/2013 sur les marchés publics ;
- de prévoir à cet effet une dépense maximale de 139.999 EUR HTVA à imputer aux articles 84400/124-02 et 84400/124-23 du budget ordinaire des exercices 2024 et 2025 ;

- de consulter les firmes reprises ci-après :
 - ECODAL, Slagvijver 25 à 1750 Lennik,
 - SOLUCIOUS NV, Edingensesteenweg 196 à 1500 Halle,
 - ISPC INTERNATIONAL SA, Route De Liers 125 à 4042 Liers,
 - I.S.P.C. GENT NV, Ottergemsesteenweg Zuid 720 à 9000 Gand.

La présente décision sera soumise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijke kinderdagverblijven - Levering van voedingswaren en keukengerei tijdens 12 maanden (ID 3173) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 139.999 EUR excl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt een opdracht te plaatsen voor de levering van voedingswaren en keukengerei voor de gemeentelijke kinderdagverblijven over een periode van 12 maanden;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 14/12/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt een opdracht te plaatsen voor de levering van voedingswaren en keukengerei voor de gemeentelijke kinderdagverblijven over een periode van 12 maanden;

Overwegende dat de maximale uitgave op 139.999 EUR BTWE geraamd wordt;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven en voorzien zijn op artikelen 84400/124-02 en 84400/124-23 van de gewone begroting van de dienstjaren 2024 en 2025;

Gelet op artikelen 42 § 1-1° a) van de wet van 17/06/2016, 90-1° van het koninklijk besluit van 18/04/2017 en het koninklijk besluit van 14/01/2013 op de overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de plaatsing van een opdracht voor de levering van voedingswaren en keukengerei voor de gemeentelijke kinderdagverblijven over een periode van 12 maanden goed te keuren is, evenals het bestek dienaangaande;
- de onderhandelingsprocedure als gunningswijze van de opdracht te kiezen, met toepassing van artikelen 42 § 1-1° a) van de wet van 17/06/2016, 90-1° van het

koninklijk besluit van 18/04/2017 en het koninklijk besluit van 14/01/2013 het op de overheidsopdrachten;

- hiertoe een uitgave van 139.999 EUR BTWE in te schrijven onder de artikelen 84400/124-02 en 84400/124-23 van de gewone begroting van de dienstjaren 2024 en 2025;
- de hierna vermelde firma's te raadplegen:
 - ECODAL, Slagvijver 25 te 1750 Lennik,
 - SOLUCIOUS NV, Edingensesteenweg 196 te 1500 Halle,
 - ISPC INTERNATIONAL SA, Route De Liers 125 te 4042 Liers,
 - I.S.P.C. GENT NV, Ottergemsesteenweg Zuid 720 te 9000 Gent.

Deze beslissing zal, ter informatie, aan de Gemeenteraad op de eerstvolgende vergadering voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Amélie Pans entre en séance / treedt in zitting.

22.01.2024/A/0022 **Mesurage des voiries en 2023 (ID 3206) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : LAND-EXPERT - Dépense : max. 30.000 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Opmeten van wegen in 2023 (ID 3206) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: LAND-EXPERT - Uitgave: max. 30.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot het opmeten van gemeentelijke wegen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 21/12/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot het opmeten van gemeentelijke wegen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken,

leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2023-3206 betreffende de opdracht “Opmeten van wegen 2023 - ID 3206”;

Overwegende dat volgende ondernemers uitgenodigd werden om deel te nemen aan deze opdracht:

- QUADRANT bvba, Dorpsstraat 202 te 3078 Meerbeek,
- LAND-EXPERT, Dr. V. De Walsplein 35 bus 5 te 3070 Kortenberg,
- LEVÊQUE DEWI, rue Saint-Pierre 19 te 7860 Lessines,
- DENIS PIERLOT, avenue Victor Gilsoul 28 t/g;

Overwegende dat de offertes het bestuur ten laatste op 07/12/2023 dienden te bereiken;

Overwegende dat 2 offertes werden ontvangen:

- LAND-EXPERT, Dr. V. De Walsplein 35 bus 5 te 3070 Kortenberg: 19.299,50 EUR,
- DENIS PIERLOT, avenue Victor Gilsoul 28 t/g: 61.053,58 EUR;

Overwegende dat de inschrijver DENIS PIERLOT niet wordt geselecteerd (geen uittreksel strafregister);

Overwegende dat voorgesteld wordt, rekening houdende met het voorgaande, deze opdracht te gunnen aan de firma LAND-EXPERT (KBO nr.: BE 0737.650.257), Dr. V. De Walsplein 35 bus 5 te 3070 Kortenberg, tegen de voorwaarden vermeld in de offerte van deze inschrijver en het bestelbedrag te beperken tot 30.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 42100/747-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;

Overwegende dat de financiering van deze uitgave zal gebeuren door afhoudingen van het buitengewone reservefonds;

Overwegende dat voorgesteld wordt om 30.000 EUR vast te leggen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de inschrijver DENIS PIERLOT wordt niet geselecteerd (geen uittreksel strafregister);
- de inschrijver LAND-EXPERT voldoet aan de criteria van de kwalitatieve selectie en wordt geselecteerd;
- de offerte van LAND-EXPERT wordt als volledig en regelmatig beschouwd;
- deze opdracht wordt gegund aan de firma LAND-EXPERT, geregistreerd bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder nummer BE 0737.650.257, Dr. V. De Walsplein 35 bus 5 te 3070 Kortenberg, tegen de voorwaarden vermeld in de offerte van deze inschrijver en met een bestelbedrag dat wordt beperkt tot 30.000 EUR incl. btw;

- de uitvoering moet gebeuren overeenkomstig de lastvoorwaarden vastgelegd in het bestek met nr. 2023-3206;
- de betaling zal gebeuren met het krediet ingeschreven op artikel 42100/747-60/16170 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, waarop een bedrag van 30.000 EUR wordt vastgelegd.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

22.01.2024/A/0023 **Gestion Espace Public - Système automatique de reconnaissance de plaques minéralogiques (ID 3199) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : PROXIMUS - Dépense : 35.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir et d'installer un système permettant d'accueillir une caméra ANPR, à planter avenue Georges Henri ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique d'acquérir et d'installer un système permettant d'accueillir une caméra ANPR, à planter avenue Georges Henri ;

Considérant que la dépense est estimée à 35.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 42300/741-52//420 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Considérant que les trois opérateurs économiques consultés ont remis offre :

- PROXIMUS, boulevard du Roi Albert II 27 à 1030 Schaerbeek (34.862,89 EYR TVAC),
- POLIS-SERVICE, Kempelaan 59 à 2300 Turnhout (36.863,98 EUR TVAC),
- EQUANS, Adolf Greinerstraat 4 à 2660 Hoboken (42.962 EUR TVAC) ;

Considérant que les trois offres sont conformes et complètes ;

Considérant que PROXIMUS a remis l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant qu'il s'indique d'attribuer le marché à la firme PROXIMUS, boulevard du Roi Albert II 27 à 1030 Schaerbeek ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 ;

Vu l'article 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013, et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme PROXIMUS, boulevard du Roi Albert II 27 à 1030 Schaerbeek, pour l'installation d'un système permettant d'accueillir une caméra ANPR, à implanter avenue Georges Henri, aux conditions de son offre du 21/11/2023 et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013, 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à 35.000 EUR TVAC à imputer à l'article 42300/741-52/15042/420 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur fond de réserve extraordinaire.

Cette décision sera soumise, pour information au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Beheer Openbare Ruimte - Automatisch nummerplaatherkenningsysteem (ID 3199) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: PROXIMUS - Uitgave: 35.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0024 **Gestion Espace Public - Acquisition d'un vélo pliable à assistance électrique - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : BESTBIKE - Dépense : 1.950 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir un vélo pliable à assistance électrique ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir un vélo pliable à assistance électrique ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- BESTBIKE : 1.899 EUR TVAC,
- SEASPEED : 1.914 EUR TVAC,
- AU GUIDON VERT : n'a pas remis d'offre ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 13600/743-51/15197 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché relatif à la fourniture d'un vélo pliable à assistance électrique ;
- de retenir le marché de faible montant comme procédure de passation du marché ;
- d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit BESTBIKE (BE 0821.721.642), avenue Charles Thielemans 27 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, pour le montant d'offre contrôlé de 1.899 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 1.950 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 13600/743-51/15197 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Beheer Openbare Ruimte - Aankoop van een opvouwbare elektrische fiets -
Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: BESTBIKE -
Uitgave: 1.950 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0025 **Destruction d'immondices en 2024 (ID 3215) - Procédure négociée sans
publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense :
75.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'évacuer les immondices en 2024 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'évacuer les immondices en 2024 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-3215 relatif au marché « Destruction d'immondices en 2024 » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 75.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à prévoir à l'article 87600/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires au budget 2024 par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-3215 et le montant estimé du marché

« Destruction d'immondices en 2024 », les conditions étant fixées au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 75.000 EUR TVAC ;

- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - BRUXELLES-PROPRETE, Agence Régionale pour la Propreté, avenue de Broqueville 12 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre,
 - RENEWI BELGIUM NV, Gerard Mercatorstraat 8 à 3920 Lommel,
 - VEOLIA ENVIRONMENTAL SERVICES BE, avenue Charles-Quint 584/7 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe ;
- de financer cette dépense par le crédit à prévoir à l'article 87600/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2024.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Vernietigen van vuilnis in 2024 (ID 3215) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 75.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is om het vuilnis te verwijderen in 2024;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 21/12/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het noodzakelijk is om het vuilnis te verwijderen in 2024;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 140.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2023-3215 betreffende de opdracht “Vernietigen van

vuilnis in 2024”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 75.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien moet worden op artikel 87600/124-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST, onder voorbehoud van inschrijving van de nodige kredieten in de begroting 2024 door de Gemeenteraad en de goedkeuring ervan door de toezichthoudende overheid:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2023-3215 en de raming voor de opdracht “Vernietigen van vuilnis in 2024”: de lastvoorwaarden worden vastgesteld in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 75.000 EUR incl. btw;
- bovengenoemde opdracht te plaatsen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers te raadplegen in het kader van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - NET BRUSSEL, Gewestelijk Agentschap voor Netheid, de Broquevillelaan 12 te 1150 Sint-Pieters-Woluwe,
 - RENEWI BELGIUM nv, Gerard Mercatorstraat 8 te 3920 Lommel,
 - VEOLIA ENVIRONMENTAL SERVICES BE, Keizer Karellaan 584/7 te 1082 Sint-Agatha-Berchem;
- de uitgave voor deze opdracht te voorzien op artikel 87600/124-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

22.01.2024/A/0026 **Vidéosurveillance - Entretien des caméras (ID 3228) - Procédure négociée sans publication préalable - Désignation du fournisseur : TEIN TECHNOLOGY - Dépense : 56.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu’il s’avère nécessaire d’entretenir les caméras pour la vidéosurveillance dans la voirie ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'entretenir les caméras pour la vidéosurveillance dans la voirie ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° d) ii) (le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique : absence de concurrence pour des raisons techniques) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que TEIN TECHNOLOGY, place des Bienfaiteurs 7 à 1030 Schaerbeek, a été désigné par la zone de police le 04/09/2020 ;

Considérant que la dépense est estimée à 55.804,95 EUR TVAC par la zone de police ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché à TEIN TECHNOLOGY (n° BCE : BE 0401.902.177), place des Bienfaiteurs 7 à 1030 Schaerbeek, pour le montant de 55.804,95 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget ordinaire de l'exercice 2023, à l'article 42100/124-06 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 56.000 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 55.804,95 EUR TVAC du marché « Vidéosurveillance - Entretien des caméras (ID 3228) » ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- d'attribuer ce marché à TEIN TECHNOLOGY (n° BCE : BE 0401.902.177), place des Bienfaiteurs 7 à 1030 Schaerbeek, pour le montant de 55.804,95 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, à l'article 42100/124-06/16478 sur lequel un montant de 56.000 EUR est engagé.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance.»

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Videobewaking - Onderhoud van de camera's (ID 3228) -
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanduiding
van de leverancier: TEIN TECHNOLOGY - Uitgave: 56.000 EUR incl. btw -
Informatie**

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0027 **Etude phytosanitaire au sein des espaces verts de la commune (ID 3221) -
Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : NICOLAS HENRYOT
- Dépense : 8.800 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion Espace Public, il s'avère nécessaire de réaliser une étude phytosanitaire au sein des espaces verts de la commune ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion Espace Public, il s'avère nécessaire de réaliser une étude phytosanitaire au sein des espaces verts de la commune ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à maximum 8.800 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2023, à l'article 76600/725-60 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme

NICOLAS HENRYOT, rue de Bockaissant 2 à 6680 Sainte-Ode (Lavacherie), pour la réalisation d'une étude phytosanitaire au sein des espaces verts, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'approuver la dépense limitée à 8.800 EUR TVAC, inscrite à l'article 76600/725-60/16444 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Fytosanitaire studie binnen het groen van de gemeente (ID 3221) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: NICOLAS HENRYOT - Uitgave: 8.800 EUR incl. btw - Informatie

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0028 **Espace public - Parc René Pechère - Acquisition d'une armoire festivités - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : SIBELGA SC - Dépense : 8.794,58 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une armoire festivités au parc René Pechère ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une armoire festivités au parc René Pechère ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les

secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76300/744-51/15139/420 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le marché relatif à la fourniture d'une armoire festivités au parc René Pechère ;
- d'attribuer ce marché de faible montant à la SC SIBELGA (BE 222.869.673), BP 1340 à 1000 Bruxelles Brouckère pour un montant total de 8.794,58 EUR TVAC ;
- d'approuver le paiement par le crédit inscrit à l'article 76300/744-51/15139/420 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Openbare ruimte - René Pechèrepark - Aankoop van een kast voor festiviteiten - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: SIBELGA SC - Uitgave: 8.794,58 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0029 **Achat de petit matériel horticole en 2023 (ID 3157) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : HORTICOLE BERNARD BODART - Dépense : 10.800 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du petit matériel horticole en 2023 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du petit matériel horticole en 2023 ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 10.800 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées :

- DURANT : n'a pas remis prix,
- VANHIE : n'a pas remis prix,
- HORTICOLE BERNARD BODART : 10.574,90 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit aux articles 87800/744-98 (6.500 EUR) et 76600/744-98 (4.300 EUR) du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme HORTICOLE B. BODART, chaussée de Nivelles 37 à 1461 Haut-Ittre, pour l'acquisition du petit matériel horticole en 2023 selon son offre du 13/10/2023, d'un montant de 10.574,90 EUR TVAC et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013, 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement d'une dépense de 10.800 EUR TVAC à imputer aux articles 87800/744-98/15123 (6.500 EUR) et 76600/744-98/15122 (4.300 EUR) du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;
- de financer ces dépenses par prélèvement sur le fond de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Aankoop van klein tuinbouw materiaal in 2023 (ID 3157) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier : HORTICOLE BERNARD BODART - Uitgave: 10.800 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0030 **Gestion du patrimoine - Divers bâtiments - Maintenance des ascenseurs pendant 48 mois (ID 3218) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : max. 169.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de désigner un nouveau prestataire de service pour la maintenance des ascenseurs de l'ensemble de l'administration, des écoles et crèches communales ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de désigner un nouveau prestataire de service pour la maintenance des ascenseurs de l'ensemble de l'administration, des écoles et crèches communales ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 169.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont à inscrire aux divers articles/125-06 du budget ordinaire des exercices 2024 à 2027 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation des budgets 2024 à 2027 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle :

- d'approuver le lancement d'un marché de services pour la maintenance des ascenseurs de l'ensemble de l'administration, des écoles et crèches communales pendant 48 mois ;
- de choisir la procédure négociée sans publication préalable comme procédure

de passation de ce marché, en application des articles 42 § 1-1° a) de la loi du 17/06/2016 et 90 alinéa 1-1° de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'approuver le cahier des charges s'y rapportant ;
- d'approuver la dépense globale y afférente estimée à maximum 169.000 EUR TVAC qui sera à prévoir et à inscrire aux divers articles/125-06 du budget ordinaire des exercices 2024 à 2027 ;
- d'approuver les trois firmes à consulter à cette occasion telle que reprise ci-dessous :
 - FAIN BELGIQUE, Au Fonds Râce 33 à 4300 Waremmes,
 - LIFTINC, place Thomas Balis 3 à 1160 Saint-Gilles,
 - LIFT-UP, rue Sander Pierron à 1030 Schaerbeek.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance.»

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Beheer van het patrimonium - Diverse gebouwen - Liftonderhoud gedurende 48 maanden (ID 3218) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: max. 169.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0031 **Bâtiments communaux et salles mises en location - Nettoyage (ID 3213) - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 120.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de relancer le marché pour le nettoyage des bâtiments communaux et des salles mises en location ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de relancer le marché pour le nettoyage des bâtiments communaux et des salles mises en location ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de

recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-3213 relatif au marché « ID 3213 - Bâtiments communaux et salles mises en location - Nettoyage » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 120.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ATALIAN GLOBAL SERVICES, boulevard International 55 bte F à 1070 Anderlecht,
- CEMRE, avenue Champ de Repos 60 à 1140 Evere,
- EURAGROUP, chaussée de Malines 455 bte 1 à 1950 Kraainem,
- BSC CLEANING, rue Herrewege 24-26 à 1090 Jette ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à prévoir aux divers articles/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires au budget de l'exercice 2024 par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-3213 et le montant estimé du marché « ID 3213 - Bâtiments communaux et salles mises en location - Nettoyage », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 120.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - ATALIAN GLOBAL SERVICES, boulevard International 55 bte F à 1070 Anderlecht,
 - CEMRE, avenue Champ de Repos 60 à 1140 Evere,
 - EURAGROUP, chaussée de Malines 455 bte 1 à 1950 Kraainem,
 - BSC CLEANING, rue Herrewege 24-26 à 1090 Jette ;
- de financer cette dépense par le crédit à prévoir aux divers articles/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2024.

La présente décision sera soumise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Gemeentelijke gebouwen en verhuurde zalen - Schoonmaken (ID 3213) -
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te
raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 120.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0032 **Bâtiments communaux - Nettoyage des vitres (ID 3200) - Procédure négociée
sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense
: 60.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au nettoyage des vitres dans les différents bâtiments communaux en 2024 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au nettoyage des vitres dans les différents bâtiments communaux en 2024 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 140.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2023-3200 relatif au marché « ID 3200 - Bâtiments communaux - Nettoyage des vitres » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 60.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- CLEAN-UP SA, Parc Industriel 26 à 1440 Wauthier-Braine,
- EURAGROUP, chaussée de Malines 455 bte 1 à 1950 Kraainem,
- IRIS FACILITY SOLUTIONS SA, avenue de Bâle 5 à 1140 Evere ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est à prévoir aux divers articles/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires au budget de l'exercice 2024 par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2023-3200 et le montant estimé du marché « ID 3200 - Bâtiments communaux - Nettoyage des vitres », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 60.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - CLEAN-UP SA, Parc Industriel 26 à 1440 Wauthier-Braine,
 - EURAGROUP, chaussée de Malines 455 bte 1 à 1950 Kraainem,
 - IRIS FACILITY SOLUTIONS SA, avenue de Bâle 5 à 1140 Evere ;
- de financer cette dépense par le crédit à prévoir aux divers articles/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2024.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijke gebouwen - Schoonmaak van ruiten (ID 3200) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 60.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0033 **Théâtre Wolubilis - Tapis de scène - Acquisition (ID 3224) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : HARLEQUIN EUROPE - Dépense : 7.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder au remplacement du tapis de scène destiné aux spectacles de danse pour la salle du théâtre de Wolubilis ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de

procéder au remplacement du tapis de scène destiné aux spectacles de danse pour la salle du théâtre de Wolubilis ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les trois opérateurs économiques consultés ont remis offre :

- SHOWTEX, Oude Gentweg 100 à 2070 Burcht : 7.593,50 EUR TVAC,
- HARLEQUIN EUROPE, rue Notre-Dame 29 à 2240 Luxembourg : 6.982,91 EUR TVAC,
- EPIGONE, rue Anatole France 125 à 1030 Schaerbeek : 7.971,48 EUR TVAC ;

Considérant que les offres sont conformes aux besoins ;

Considérant que l'offre de la firme HARLEQUIN EUROPE est économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 76200/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme HARLEQUIN EUROPE, rue Notre-Dame 29 à 2240 Luxembourg, pour l'acquisition d'un tapis de scène destiné à la salle du théâtre de Wolubilis, aux conditions de son offre du 07/12/2023, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense estimée à 7.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 76200/724-60/16440 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier l'intitulé du programme des investissements en ce sens.

Cette dépense sera financée sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET

DECIDE de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du

14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Theater Wolubilis - Podiumtapijt - Aankoop (ID 3224) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier : HARLEQUIN EUROPE - Uitgave : 7.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.01.2024/A/0034 **Appartements sis avenue Jean Monnet 4/8 et 4/9 - Remplacement du revêtement de sol - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : ENTREPRISES GENERALES BALCAEN - Dépense : 20.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder au remplacement du revêtement de sol des appartements sis avenue Jean Monnet 4/8 et 4/9 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder au remplacement du revêtement de sol des appartements sis avenue Jean Monnet 4/8 et 4/9 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à maximum 20.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek,

- TIRTIAUX, rue des Briqueteries 10 à 5590 Ciney,
- ENTREPRISES GENERALES BALCAEN, boulevard Général Wahis 16 G à 1030 Schaerbeek ;

Considérant que les firmes suivantes ont remis offre :

- FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek : 31.270 EUR TVAC,
- ENTREPRISES GENERALES BALCAEN, boulevard Général Wahis 16 G à 1030 Schaerbeek : 18.560,25 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, de désigner la firme ENTREPRISES GENERALES BALCAEN, boulevard Général Wahis 16 G à 1030 Schaerbeek, pour le remplacement du revêtement de sol des appartements sis avenue Jean Monnet 48/ et 4/9, au montant de son offre contrôlé de 18.560,25 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est disponible à l'article 92240/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023, moyennant modification du programme des investissements ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la désignation de la firme ENTREPRISES GENERALES BALCAEN, boulevard Général Wahis 16 G à 1030 Schaerbeek, pour le remplacement du revêtement de sol des appartements sis avenue Jean Monnet 4/8 et 4/9, au montant de son offre contrôlé de 18.560,25 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'engager un montant de 20.000 EUR à l'article 92240/724-60/16283 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements avec pour intitulé « Appartements sis avenue Jean Monnet 4/8 et 4/9 - Remplacement du revêtement de sol ».

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET

DECIDE de modifier l'intitulé du programme des investissements mentionné à l'article 92240/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 comme suit : « Appartements sis avenue Jean Monnet 4/8 et 4/9 - Remplacement du revêtement de sol ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Appartements gelegen Jean Monnetlaan 4/8 en 4/9 - Vervanging van de vloerbekleding - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: ENTREPRISES GENERALES BALCAEN - Uitgave: 20.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

22.01.2024/A/0035 **Cimetière - Morgue - Chariot mortuaire (ID 3192) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : UFSK INTERNATIONAL - Dépense : 3.757,05 EUR TVAC - Information - Modification du programme d'investissement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir un chariot mortuaire pour la morgue du cimetière ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2023 ;

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir un chariot mortuaire pour la morgue du cimetière ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'offre de la firme UFSK INTERNATIONAL, Kirchhoffstraße 2 à 93055 Regensburg (Allemagne) ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 3.757,05 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 87800/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2023, moyennant modification du programme des investissements ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme UFSK INTERNATIONAL, Kirchhoffstraße 2 à 93055 Regensburg (Allemagne), pour l'achat d'un chariot mortuaire pour la morgue du cimetière, conformément à son offre, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement de 3.757,05 EUR à l'article 87800/744-98/16249 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET

DECIDE de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

30 votants : 30 votes positifs.

Begraafplaats - Mortuarium - Mortuariumwagen (ID 3192) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: UFSK INTERNATIONAL - Uitgave: 3.757,05 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

PRÉVENTION - PREVENTIE

Stationnement règlementé - Gereguleerd parkeren

22.01.2024/A/0036 **Règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique - Modifications - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 19/10/2023 approuvant la modification du règlement-redevance relatif au stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique ;

Vu la loi du 16/03/1968 relative à la police de la circulation routière, telle que modifiée ;

Vu l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la

circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route), tel que modifié ;

Vu le règlement complémentaire de police et ses dispositions relatives à la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 07/05/1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées, tel que modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 09/01/2007 concernant la carte communale de stationnement, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 21/03/2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement par les opérateurs de véhicules à moteur partagés, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 18/07/2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 18/07/2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 13/07/2018 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu la décision du 30/08/2013 de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise portant agrément des opérateurs de « carsharing » ;

Vu l'ordonnance du 03/04/2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, telle que modifiée ;

Vu l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise, telle que modifiée ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant qu'une adaptation dudit règlement aux divers changements législatifs et techniques intervenus s'avère nécessaire ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/01/2024 ;

DECIDE de modifier et de renouveler le règlement-redevance relatif au stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique comme suit :

Règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT

Article 1

Il est établi au profit de la commune de Woluwe-Saint-Lambert une redevance sur le stationnement sur la voie publique d'un véhicule à moteur aux endroits et aux

moments où ce stationnement est autorisé, moyennant l'usage régulier des appareils dits horodateurs ou par l'usage du disque de stationnement « zone bleue », comme prévu au règlement général sur la police de la circulation routière (arrêté royal du 01/12/1975).

CHAPITRE II : DEFINITIONS

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il est entendu par :

1. *Agence du stationnement* : l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise, telle que définie dans le chapitre 7 de l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise ;
2. *Arrêté* : l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 18/07/2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation tel que modifié par l'arrêté du 20/10/2022 ;
3. *Cartes de dérogations* : les cartes de dérogations visées par l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise, et ses arrêtés d'exécution, étant entendu que les cartes de dérogation peuvent être « physiques » ou « virtuelles » ;
4. *Disque de stationnement* : le disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et défini à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 01/12/1975 déterminant les caractéristiques de certains disques, signalisations et plaques prescrits par le règlement général sur la police de la circulation routière ;
5. *Ménage* : le ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, partagent la même résidence principale. La composition du ménage est attestée par une composition de ménage ;
6. *Ordonnance* : l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise ;
7. *Redevable* : personne physique ou morale au nom de laquelle le véhicule faisant l'objet d'une redevance est immatriculé ;
8. *Redevance* : la contrepartie financière pour la mise à disposition d'un emplacement de stationnement établie en vertu de l'ordonnance du 06/07/2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région bruxelloise ;
9. *Ticket de stationnement* : document délivré par l'horodateur conformément au présent règlement. Le ticket de stationnement peut être soit gratuit, pour une durée de 15 minutes, soit payant pour une durée déterminée par l'utilisateur et/ou le type de zone réglementée. Le ticket « physique » de stationnement peut être remplacé par toute forme virtuelle (enregistrement de la plaque d'immatriculation du véhicule via le clavier de l'horodateur, paiement mobile par sms ou applications reconnues par le Collège des bourgmestre et échevins) ;
10. *Véhicule à moteur* : tout véhicule pourvu d'un moteur destiné à circuler par ses propres moyens, en ce compris les deux-roues ;
11. *Zone réglementée* : les zones telles que définies à l'article 2 de l'ordonnance et à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 18/07/2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation.

TITRE II : ZONES REGLEMENTEES

CHAPITRE I : TYPES DE ZONE

Section 1 : Zones pourvues d'appareils dits horodateurs

Article 3

Le temps de stationnement est limité conformément aux modalités d'utilisation figurant sur lesdits appareils, à savoir en :

Zone rouge

A deux heures maximum, du lundi au samedi, de 09h à 18h, à l'exception des jours fériés légaux.

Nonobstant les dispositions de l'article 4 ci-après, la redevance pour le conducteur qui opte pour une durée de stationnement de maximum 2 heures en zone rouge est fixée à 0,90 EUR pour la première demi-heure, à 2,60 EUR pour la deuxième demi-heure et à 5,30 EUR pour la seconde heure.

Zone orange

A deux heures maximum, du lundi au samedi, de 09h à 18h, à l'exception des jours fériés légaux.

Nonobstant les dispositions de l'article 4 ci-après, la redevance pour le conducteur qui stationne en zone orange est fixée à 0,90 EUR par demi-heure, pour la première heure, à 3,50 EUR pour la deuxième heure.

Zone grise

A 4 heures 30 maximum, du lundi au samedi, de 09h à 18h, à l'exception des jours fériés légaux.

Nonobstant les dispositions de l'article 4 ci-après, la redevance pour le conducteur qui stationne en zone grise est fixée à 0,90 EUR pour la première demi-heure, à 2,60 EUR pour la seconde demi-heure, à 5,30 EUR pour la deuxième, troisième et quatrième heure et à 2,60 EUR pour la dernière demi-heure.

Zone verte

A une durée illimitée, du lundi au vendredi ou au samedi selon la signalisation, de 09h à 18h, à l'exception des jours fériés légaux.

Nonobstant les dispositions de l'article 4 ci-après, la redevance pour le conducteur qui stationne en zone verte est fixée à 0,90 EUR par demi-heure, pour la première heure, à 3,50 EUR pour la deuxième heure et à 2,60 EUR par heure supplémentaire.

Article 4

§1. En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 20 §1 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de :

- 40 EUR pour 2 heures de stationnement en zone rouge ;

- 40 EUR pour 2 heures de stationnement en zone orange ;
- 45 EUR par période de stationnement en zone grise ;
- 35 EUR par période de stationnement en zone verte.

A cet effet, les périodes de stationnement, pour les zones grises et vertes, sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.

§2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les plages de stationnement sont fixées de 09h à 12h et de 14h à 18h pour la place Saint-Lambert, l'avenue Georges Henri entre le square de Meudon et la rue de Linthout et la rue Lola Bobesco (selon les plans repris en annexe).

Les dispositions reprises aux sections 3, 4, 5 et 7 du présent chapitre restent d'application dans les voiries reprises ci-dessus entre 12h et 14h.

§3. A partir du 01/05/2025 et ensuite tous les trois ans, les montants des redevances horaire et forfaitaire sont automatiquement et de plein droit indexés sur la base de l'indice des prix à la consommation. Les nouveaux montants résultent de la formule suivante : montants multipliés par le nouvel indice et divisés par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur pour les redevances forfaitaires et au 10^e d'euro inférieur pour les redevances fixées sur la base horaire de chaque zone réglementée. Les montants indexés ne peuvent pas dépasser les montants maximums fixés par l'article 14 de l'ordonnance.

Article 5

Le conducteur qui souhaite stationner son véhicule pour une durée inférieure ou égale à 15 minutes peut se rendre à l'horodateur et y retirer gratuitement un ticket de stationnement par période de stationnement (de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h), en se conformant aux modalités indiquées sur l'appareil et en encodant la plaque d'immatriculation du véhicule.

Ce ticket de stationnement, valable pour une très courte durée, ne confère le droit de laisser son véhicule en place que durant 15 minutes ou moins. Tout conducteur dont la durée mentionnée sur ce ticket de stationnement est dépassée est présumé avoir opté pour le système forfaitaire de paiement tel que repris à l'article 4 ci-dessus, à défaut pour lui d'avoir apposé un ticket de stationnement conformément à l'article 2 ci-dessus avant l'échéance du quart d'heure de stationnement gratuit, avec un délai supplémentaire de 5 minutes pour prendre un ticket payant à l'horodateur.

Il est interdit d'utiliser successivement plusieurs tickets de stationnement de très courte durée sans déplacement de son véhicule.

Article 6

Utilisation de l'horodateur.

La redevance prévue à l'article 3 peut être payée en alimentant directement l'horodateur par une carte bancaire ou par une technologie par sms ou applications reconnues par le Collège des bourgmestre et échevins conformément aux instructions mentionnées sur les appareils.

L'encodage de la plaque d'immatriculation et le paiement selon les instructions

reprises sur les appareils donnent droit à une durée de stationnement ininterrompue maximum de 2 heures en zone rouge et en zone orange, de 4 heures 30 en zone grise et de 9 heures en zone verte, comme indiqué sur les appareils.

Article 7

L'utilisateur supporte les conséquences qui pourraient résulter d'un usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

Article 8

Le cas échéant, le ticket de stationnement « physique » doit être apposé de façon visible en son intégralité, sur la face interne du pare-brise avant du véhicule, à l'exclusion des vitres latérales, de telle manière que les mentions y indiquées soient lisibles par un observateur se trouvant devant le véhicule ou par le contrôle électronique.

Article 9

Lorsque l'horodateur est inutilisable, le disque de stationnement suivant le modèle annexé à l'arrêté ministériel du 14/05/2002 doit être visiblement apposé sur la face interne du pare-brise (article 27.1.1 du règlement général sur la police de la circulation routière) de telle manière que les mentions soient lisibles pour un observateur se trouvant devant le véhicule.

Section 2 : Zones contrôlées par disque de stationnement - Zone bleue

Article 10

Le temps de stationnement en zone bleue est limité à 2 heures maximum, excepté dans les voiries équipées d'une signalisation spécifique limitant la durée maximale autorisée à 30 ou 60 minutes, moyennant l'utilisation du disque de stationnement, suivant le modèle annexé à l'arrêté ministériel du 14/05/2002, comme prévu au règlement général sur la police de la circulation routière (arrêté royal du 01/12/1975) et notamment à l'article 27.1.2 prévoyant des modalités particulières pour l'utilisation du disque au-delà des jours ouvrables et de la plage horaire usuelle (de 09h à 18h).

Le conducteur qui opte pour cette durée maximum de stationnement bénéficie de la gratuité.

Article 11

En cas de défaut d'utilisation du disque de stationnement réglementaire ou de dépassement de la durée maximale autorisée ou de mauvaise utilisation du disque de stationnement réglementaire, la personne visée à l'article 20 §1 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de 35 EUR par période de stationnement.

A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h.

Article 12

La durée de stationnement souhaitée par l'utilisateur sera constatée par les indications qu'il aura fait figurer sur son disque de stationnement, placé de façon visible derrière le pare-brise de son véhicule et utilisé conformément aux modalités figurant à l'article 27.1.1 du règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (arrêté royal du 01/12/1975) et à l'arrêté ministériel du 14/05/2002.

Section 3 : Zones « dépose-minute » (« Kiss & Ride »)

La zone « dépose-minute » est une zone de stationnement destinée à l'embarquement et au débarquement de personnes.

Article 13

Le temps de stationnement en zone « dépose-minute » est gratuit durant le temps repris sur la signalisation routière prévue à cet effet.

En cas de dépassement du temps de stationnement autorisé, une redevance forfaitaire de 100 EUR par période de stationnement est due.

A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.

Les cartes de dérogation (cartes de riverain, cartes « riverains » au sens du Code de la route, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », cartes de stationnement pour personnes handicapées et cartes pour les « prestataires de soins médicaux à domicile »), tickets de stationnement ou disques de stationnement ne sont pas valables dans ces zones.

Section 4 : Emplacements « arrêt-minute »

Article 14

Le temps de stationnement pour les emplacements « arrêt-minute » est limité à maximum 30 minutes mais cette durée peut être inférieure sur la base d'une décision du Collège des bourgmestre et échevins, conformément aux indications reprises sur le panneau de signalisation et sur la borne installée à hauteur de l'emplacement ou des emplacements concerné(s).

Le conducteur qui opte pour cette durée maximum de stationnement bénéficie de la gratuité.

En cas de dépassement du temps de stationnement autorisé, une redevance forfaitaire de 100 EUR par période de stationnement est due.

A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.

Les cartes de dérogation (cartes de riverain, cartes « riverains » au sens du Code de la route, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », cartes de stationnement pour personnes handicapées et cartes pour les « prestataires de soins médicaux à domicile »), tickets de stationnement ou disques de stationnement ne sont pas valables dans ces zones.

Toutefois, lorsque la borne est inutilisable, les dispositions reprises aux sections 1 (Zones pourvues d'appareils dits horodateurs) ou 2 (Zones contrôlées par disque de stationnement - Zone bleue) du présent chapitre sont d'application selon la zone réglementée dans laquelle se situe l'emplacement « arrêt-minute ».

Section 5 : Zones « chargement électrique »

Article 15

Il est autorisé et gratuit de stationner un véhicule électrique sur les emplacements « chargement électrique » pour autant que l'utilisateur dudit véhicule soit connecté et qu'il procède au raccordement physique de son véhicule à la borne électrique.

Article 16

Une redevance de 50 EUR par période de stationnement est due par l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique.

A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.

Les cartes de dérogation (cartes de riverain, cartes « riverains » au sens du Code de la route, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », cartes de stationnement pour personnes handicapées et cartes pour les « prestataires de soins médicaux à domicile »), tickets de stationnement ou disques de stationnement ne sont pas valables sur ces emplacements.

Toutefois, lorsque la borne est inutilisable, les dispositions reprises aux sections 1 (Zones pourvues d'appareils dits horodateurs) ou 2 (Zones contrôlées par disque de stationnement - Zone bleue) du présent chapitre sont d'application selon la zone réglementée dans laquelle se situe l'emplacement « chargement électrique ».

Section 6 : Zones riverains, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24

Article 17

Le stationnement dans les zones « riverains » n'est autorisé, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, samedis, dimanches et jours fériés inclus, qu'aux seuls détenteurs de la carte « riverains » spécifique délivrée par l'administration communale.

Le montant de la redevance relative au stationnement sur la voie publique est fixé à 50 EUR par demi-journée, à savoir de 00h à 12h ou de 12h à 24h.

Les cartes de dérogation telles que les cartes de riverain, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », les tickets de stationnement ou les disques de stationnement ne sont pas valables dans ces zones.

Section 7 : Zones de livraison

Article 18

Une redevance forfaitaire de 100 EUR par période de stationnement est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9a, tel que défini à l'article 70.2.1 de l'arrêté royal du 01/12/1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par un panneau additionnel « payant sauf livraisons » précisant la durée du stationnement réglementé.

A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 09h à 13h30 et de 13h30 à 18h pendant une durée maximale de 4 heures 30.

Le montant forfaitaire de 100 EUR est indiqué à l'aide d'un panneau d'information.

Les cartes de dérogation (cartes de riverain, cartes « riverains » au sens du Code de la route, cartes « de service », cartes pour professions « d'enseignement et d'éducation », cartes pour « activités professionnelles », cartes « du visiteur », cartes de stationnement pour personnes handicapées et cartes pour les « prestataires de soins médicaux à domicile »), tickets de stationnement ou disques de stationnement ne sont pas valables en zone de livraison.

La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée en zone de livraison.

CHAPITRE II : CONTRÔLE DU STATIONNEMENT ET PROCEDURE DE RECOUVREMENT

Article 19

Le véhicule doit avoir quitté l'emplacement de stationnement au plus tard à l'expiration du temps de stationnement autorisé.

Le contrôle du stationnement peut être effectué, au choix de l'administration communale, soit de manière physique par des agents assermentés, soit de manière électronique. Ces deux moyens de contrôle peuvent être cumulés.

Article 20

§1. Conformément à l'article 13, § 2 de l'ordonnance, lorsqu'un emplacement de stationnement est occupé par un véhicule immatriculé, la redevance est mise à charge exclusive de la personne physique ou morale au nom de laquelle ce véhicule est immatriculé.

§2. En cas de non-respect d'une des dispositions énumérées dans le présent règlement, une invitation à acquitter la redevance forfaitaire est apposée sur le pare-brise du véhicule par un agent contrôleur de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ou adressée par courrier postal suite à un contrôle électronique.

§3. Le redevable dispose, pour s'acquitter de sa dette, d'un délai de 12 jours à compter de l'apposition lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est apposée sur le pare-brise. Ce délai est porté à 15 jours à compter de la date de l'envoi lorsque l'invitation à acquitter la redevance forfaitaire est envoyée, par courrier, au redevable.

§4. Toute réclamation éventuelle doit être introduite dans un délai de 15 jours à compter de la date d'apposition de l'invitation sur le pare-brise ou de l'envoi par courrier de l'invitation à acquitter la redevance. La contestation doit être adressée, soit par courriel (controle-parking@woluwe1200.be), soit par courrier postal à l'attention du service du stationnement règlementé (avenue Paul Hymans 2 - 1200 Woluwe-Saint-Lambert).

§5. En cas de non-paiement de la redevance forfaitaire dans le délai de paiement indiqué dans l'invitation visée au §2, un premier rappel gratuit est envoyé.

§6. En cas de non-paiement de la redevance dans le délai de 15 jours à compter de la date d'envoi du premier rappel, un deuxième rappel est envoyé majorant la redevance de tous les frais d'envoi et d'une indemnité forfaitaire de 15 EUR, sous réserve de l'indexation visée à l'article 16, § 8 de l'ordonnance. Un délai de 15 jours calendrier à dater de l'envoi de ce deuxième rappel est laissé au redevable pour s'acquitter de la

redevance.

§7. Lorsque les montants dus restent impayés après l'expiration du délai visé au §6, la commune procède soit au recouvrement amiable suivi, si nécessaire, du recouvrement judiciaire, soit au recouvrement par voie de contrainte, conformément aux dispositions figurant à l'article 16 de l'ordonnance.

§8. Lorsque la commune procède au recouvrement amiable, le montant de la redevance majorée du montant visé au §6 sera majoré d'une indemnité forfaitaire additionnelle de 15 EUR, sous réserve de l'indexation visée à l'article 16, § 8 de l'ordonnance, destinée à couvrir toutes les dépenses liées au recouvrement y compris les frais de rappel. Ce montant reste dû en cas de recouvrement judiciaire.

§9. Lorsqu'une commune procède au recouvrement par voie de contrainte, elle fait usage de la procédure visée à l'article 137bis de la nouvelle loi communale. Dans ce cas, les frais administratifs liés à la mise en demeure s'élèvent aux frais d'envoi y afférents et à une indemnité forfaitaire additionnelle de 15 EUR, sous réserve de l'indexation visée à l'article 16, § 8 de l'ordonnance. Les montants dus en application des paragraphes précédents du présent article s'ajoutent aux frais administratifs.

La contrainte est signifiée par exploit d'huissier de justice avec commandement de payer.

Un recours contre l'exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.

Sans préjudice des frais dus en application du présent article, les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement seront portés à la charge du redevable.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS COMMUNES

Article 21

Le stationnement d'un véhicule à moteur sur un emplacement pourvu d'horodateurs ou contrôlé par disque de stationnement se fait aux risques de l'utilisateur ou de celui au nom de qui le véhicule est immatriculé.

Le paiement de la redevance donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradations ou de vol du véhicule.

TITRE III : CARTES DE DEROGATIONS

CHAPITRE I : CARTES DE DEROGATIONS DELIVREES PAR LA COMMUNE

Section 1 : Dispositions générales

Article 22

La validité des cartes de dérogations est annuelle, à l'exception des cartes de dérogations pour professions « d'enseignement et d'éducation ».

Article 23

Il ne sera pas octroyé de carte de dérogation pour les véhicules dont la masse maximale autorisée excède 3,5 tonnes (code F1 du certificat d'immatriculation).

Article 24

La carte de dérogation ne sera vendue qu'à la condition expresse que tous les montants réclamés antérieurement, dans le cadre du contrôle du stationnement, aient été acquittés par le demandeur de la carte.

Article 25

Lorsque la carte de dérogation arrive à expiration, le bénéficiaire effectue les démarches, de sa propre initiative, pour le renouvellement de celle-ci.

En cas de retard de renouvellement d'une carte de dérogation, le véhicule n'est plus couvert par celle-ci et s'expose donc à une redevance telle que prévue aux articles 4 et 11.

Section 2 : Carte de dérogation riverain

Sous-section 1 : Bénéficiaires

Article 26

Tout habitant de la commune de Woluwe-Saint-Lambert inscrit ou résidant sur le territoire communal peut bénéficier d'une carte de riverain.

Le demandeur peut obtenir une carte par véhicule immatriculé à son nom, pour un véhicule appartenant à une tierce personne ou pour un véhicule immatriculé au nom d'une personne morale.

Sous-section 2 : Documents à fournir pour l'obtention de la carte

Article 27

Le demandeur doit produire les documents suivants :

- la carte d'identité du demandeur ou tout document prouvant son inscription au registre de la population ou une procuration avec la carte d'identité du demandeur dans l'hypothèse où celui-ci ne se présente pas en personne ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule (partie « véhicule ») ;
- la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente ;
- pour un véhicule appartenant à une tierce personne : une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné que le demandeur est le conducteur principal du véhicule ;
- pour un véhicule en leasing/location : une copie du contrat de leasing/location mentionnant explicitement le nom du conducteur ;
- pour les véhicules de société : l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le conducteur principal ;
- pour la personne en résidence non principale : la preuve de paiement de la taxe sur l'occupation d'une résidence par un occupant qui n'est pas inscrit dans les registres de la population ;
- pour une voiture partagée entre particuliers : le certificat d'immatriculation du véhicule ainsi que la preuve de paiement de l'affiliation à une plateforme spécialisée dans le partage de voitures entre particuliers et la convention liant les parties prenantes au partage du véhicule.

Sous-section 3 : Nombre de cartes par ménage

Article 28

Le nombre de cartes de riverain est limité à 2 cartes maximum par ménage. On entend par ménage la ou les personnes vivant communément sous le même toit.

Sous-section 4 : Prix et durée de validité de la carte

Article 29

La validité de la carte de riverain prend cours dès sa date de délivrance. Si elle est délivrée avant le 1^{er} janvier de l'année qui suit, sa validité couvrira la fin de l'année en cours.

La carte de riverain est obtenue moyennant le paiement de 15 EUR pour la première carte et 120 EUR pour la deuxième carte. Les montants ainsi visés sont diminués, au moment du paiement de la carte par l'habitant visé à l'article 26, respectivement de 5 EUR et de 70 EUR, correspondant à l'octroi d'une prime du même montant.

Pour les habitants qui se domicilient à Woluwe-Saint-Lambert en cours d'année ou pour les habitants domiciliés dans une voirie soumise au champ d'application du présent règlement en cours d'année, le montant de la carte est le suivant :

15 EUR	Janvier	15 EUR	120 EUR	Janvier	120 EUR
	Février	15 EUR		Février	120 EUR
	Mars	15 EUR		Mars	120 EUR
	Avril	10 EUR		Avril	100 EUR
	Mai	9 EUR		Mai	90 EUR
	Juin	8 EUR		Juin	80 EUR
	Juillet	7 EUR		Juillet	70 EUR
	Août	6 EUR		Août	60 EUR
	Septembre	5 EUR		Septembre	50 EUR
	Octobre	4 EUR		Octobre	40 EUR
	Novembre	3 EUR		Novembre	30 EUR
	Décembre	2 EUR		Décembre	20 EUR

Les montants visés dans le tableau repris ci-avant sont diminués, au moment du paiement de la carte par l'habitant visé à l'article 26, à due concurrence du montant de la prime visée à l'alinéa 2 du présent article, proportionnellement à la période concernée.

En cas de perte ou de destruction de la carte, le demandeur doit demander un duplicata. Pour chaque duplicata, le paiement de 10 EUR sera réclamé.

Toute modification soit d'adresse, soit de véhicule ou d'immatriculation doit être déclarée auprès de l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert. Dès le changement de domicile ou de résidence, de véhicule ou d'immatriculation, le détenteur de la carte doit faire parvenir celle-ci à l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert.

Toute personne résidant à la commune et possédant un véhicule immatriculé à l'étranger doit le faire immatriculer en Belgique à l'exception des 5 cas énumérés par l'article 3 de l'arrêté royal du 20/07/2001. En cas d'immatriculation étrangère devant être échangée contre une immatriculation belge, le demandeur peut bénéficier d'une

carte de riverain pour une durée limitée de 2 mois.

A partir du 01/05/2025 et ensuite tous les trois ans, le prix des cartes de dérogation est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation. Le nouveau prix résulte de la formule suivante : prix multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur.

Sous-section 5 : Carte pour un véhicule de remplacement ou un véhicule de location

Article 30

Tout habitant de la commune, possédant déjà une carte de riverain pour un véhicule, peut demander une carte temporaire gratuite en cas d'utilisation d'un véhicule de remplacement.

La durée octroyée sera déterminée au cas par cas, en fonction de la durée de remplacement (prouvée par un document) du véhicule de base et ne pourra dépasser la durée de validité de la carte initiale.

Aussi longtemps que la carte de remplacement n'a pas été accordée, aucun usager ne pourra se prévaloir de quelque droit que ce soit, lié à celle-ci.

Les utilisateurs de voitures de location (hors voitures partagées telles que reprises à l'article 43), domiciliés ou résidant sur le territoire communal, peuvent obtenir une carte de stationnement temporaire. Cette carte coûte 5 EUR et est valable pour la durée de location qui ne peut être supérieure à 1 mois.

Sous-section 6 : Types de zone dans lesquels la carte est valable

Article 31

La carte de riverain permet de stationner dans toutes les zones bleues installées sur le territoire de Woluwe-Saint-Lambert sans limitation de durée. La carte de riverain doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles par un observateur se trouvant devant le véhicule.

En outre, lorsque l'habitant ou le résident demeure dans un quartier visé par la délibération du Conseil communal définissant la liste des quartiers pour lesquels les habitants peuvent obtenir la carte de riverain d'un quartier, celui-ci peut stationner sans limitation de durée dans les zones vertes et grises du quartier dans lequel il demeure, à l'exception des zones rouges et oranges. Le quartier du demeurant sera indiqué sur la carte de riverain.

Section 3 : Carte « riverains » 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24

Article 32

Seuls les habitants d'une zone « riverains » peuvent obtenir une carte « riverains » qui permet de stationner gratuitement dans la zone « riverains » concernée. La carte « riverains » doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles pour un observateur se trouvant devant le véhicule.

La carte « riverains » peut être obtenue selon la même procédure et le même tarif que

la carte de riverain, stipulés dans la section 2 et donne les mêmes droits que celle-ci. Le quartier du demeurant sera indiqué sur la carte « riverains ».

Section 4 : Carte de dérogation « de service »

Article 33

Une carte spécifique gratuite « toutes zones » est délivrée pour les véhicules de service identifiables de la commune.

Une carte spécifique gratuite « zones bleues et vertes » est délivrée pour les véhicules de service identifiables du CPAS, de l'Agence Immobilière Sociale (AIS) de la commune et des sociétés immobilières de service public (SISP) dont le siège social est établi à Woluwe-Saint-Lambert. Cette carte permet de bénéficier du stationnement gratuit en zone verte et du stationnement sans limitation de temps en zone bleue. Elle n'est en aucun cas utilisable en zone rouge, orange, grise et en zone « riverains » (au sens du Code de la route). La carte doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles pour un observateur se trouvant devant le véhicule.

Les véhicules prioritaires en service bénéficient également de la gratuité du stationnement.

Section 5 : Carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation »

Sous-section 1 : Bénéficiaires

Article 34

L'enseignant ou le membre du personnel des écoles et des crèches qui souhaite bénéficier du stationnement gratuit en zone verte ou grise du siège de l'établissement et du stationnement sans limitation de temps en zone bleue peut bénéficier d'une carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation ».

Cette carte de stationnement peut être délivrée à toute personne physique travaillant dans les écoles et crèches situées dans une zone de la commune où le stationnement est réglementé.

Le demandeur peut obtenir une carte pour un véhicule immatriculé à son nom, pour un véhicule appartenant à un tiers ou pour un véhicule immatriculé au nom d'une personne morale.

La carte de dérogation ne concerne qu'une seule plaque d'immatriculation.

Sous-section 2 : Documents à fournir pour l'obtention de la carte

Article 35

Le demandeur doit produire les documents suivants :

- la carte d'identité du demandeur ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule (partie « véhicule ») ;
- l'attestation de l'employeur confirmant que le demandeur exerce une fonction dans l'établissement scolaire / la crèche pour l'année concernée ;
- la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente ;
- pour un véhicule appartenant à une tierce personne : une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné que le demandeur est le conducteur

- principal du véhicule ;
- pour un véhicule en leasing/location : une copie du contrat de leasing/location mentionnant explicitement le nom du conducteur ;
 - pour les véhicules de société : l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le conducteur principal.

Sous-section 3 : Prix et durée de validité de la carte

Article 36

La carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation » peut être obtenue moyennant le paiement de la somme indivisible de 120 EUR. La carte est valable du 15 août au 15 juillet de l'année qui suit.

Une carte mensuelle peut néanmoins être obtenue au tarif de 15 EUR/mois.

En cas de perte ou de destruction de la carte, le demandeur doit demander un duplicata. Pour chaque duplicata, le paiement de 10 EUR sera réclamé.

Sous-section 4 : Types de zone dans lesquels la carte est valable

Article 37

La carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation » permet de stationner sans limitation de durée dans les zones bleues et, le cas échéant, dans la zone verte ou grise du siège de l'établissement. La carte doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles pour un observateur se trouvant devant le véhicule.

La carte de dérogation pour professions « d'enseignement et d'éducation » n'est en aucun cas utilisable en zone rouge, orange, « dépose-minute », « arrêt-minute », « chargement électrique », « riverains » (au sens du Code de la route) et de livraison.

Section 6 : Carte de dérogation pour « activités professionnelles »

Sous-section 1 : Bénéficiaires

Article 38

L'indépendant, le titulaire de profession libérale ou l'entreprise qui souhaite bénéficier du stationnement gratuit en zone verte et en zone grise du siège social ou d'exploitation de la société et du stationnement sans limitation de temps en zone bleue peut s'acquitter de la redevance au moyen d'une carte de dérogation pour « activités professionnelles ».

Par entreprise, il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut (les institutions publiques, privées, ASBL, SA, SRL, établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes, hôpitaux, cliniques, polycliniques, dispensaires et œuvres de bienfaisance).

Cette carte de dérogation peut être délivrée à tout indépendant, titulaire de profession libérale ou entreprise dont le siège social ou d'exploitation se situe dans une zone de la commune où le stationnement est réglementé.

Le demandeur peut obtenir une carte pour un véhicule immatriculé à son nom, pour un véhicule appartenant à un tiers ou pour un véhicule immatriculé au nom d'une personne morale.

La carte de dérogation ne concerne qu'une seule plaque d'immatriculation.

Sous-section 2 : Documents à fournir pour l'obtention de la carte

Article 39

Le demandeur doit produire les documents suivants :

- la carte d'identité du demandeur ;
- le certificat d'immatriculation du véhicule (partie « véhicule ») ;
- une attestation de l'employeur confirmant que le demandeur exerce une fonction au sein de l'entreprise ;
- les statuts de la société pour justifier de son activité sur le territoire communal ;
- la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente ;
- pour un véhicule appartenant à une tierce personne : une copie de la police d'assurance sur laquelle il sera mentionné que le demandeur est le conducteur principal du véhicule ;
- pour un véhicule en leasing/location : une copie du contrat de leasing/location mentionnant explicitement le nom du conducteur ;
- pour les véhicules de société : l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le conducteur principal.

Sous-section 3 : Prix et durée de validité de la carte

Article 40

La carte de dérogation pour « activités professionnelles » peut être obtenue moyennant le paiement de la somme de :

- 200 EUR/an pour chacune des cinq premières cartes ;
- 300 EUR/an de la sixième à la vingtième carte ;
- 600 EUR/an de la vingt-et-unième à la trentième carte ;
- 800 EUR/an pour chaque carte supplémentaire.

L'abonnement ne sera renouvelé au même tarif pour l'année suivante qu'à la condition, pour les sociétés de plus de 50 employés, d'avoir établi et/ou mis à jour un plan de déplacement d'entreprise (PDE) sur le modèle élaboré par Bruxelles Environnement. Ce plan devra avoir été agréé par la commune (pour les entreprises de 50 à 199 employés) ou par Bruxelles Environnement (pour les entreprises de plus de 200 employés). A défaut de ces documents, les tarifs seront doublés.

L'entreprise organise, suivant ses propres règles internes, les modalités de distribution de ces abonnements à son personnel.

En cas de perte ou de destruction de la carte, le demandeur doit demander un duplicata. Pour chaque duplicata, le paiement de 10 EUR sera réclamé.

Sous-section 4 : Types de zone dans lesquels la carte est valable

Article 41

La carte de dérogation pour « activités professionnelles » permet de stationner sans limitation de durée dans les zones bleues et, le cas échéant, dans la zone verte ou grise du siège social ou d'exploitation de la société. La carte doit être apposée de telle manière que les mentions soient lisibles par un observateur se trouvant devant le véhicule.

La carte de dérogation pour « activités professionnelles » n'est en aucun cas utilisable en zone rouge, orange, « dépose-minute », « arrêt-minute », « chargement électrique », « riverains » (au sens du Code de la route) et de livraison.

Section 7 : Carte de dérogation « du visiteur »

Article 42

La carte « du visiteur » est virtuelle et peut être activée par sms en encodant un code unique tel que généré par le service du stationnement réglementé.

Elle peut être utilisée en zone bleue, verte et grise.

Elle sera délivrée à l'attention de visiteurs au tarif de 2,50 EUR.

Il ne peut être délivré plus de 100 cartes par ménage par année civile, chaque carte ayant une durée de validité de 4 heures 30.

La carte « du visiteur » sera délivrée à tout habitant de la zone pouvant prouver soit son inscription au registre de la population, soit le paiement de la taxe sur l'occupation d'une résidence par un occupant qui n'est pas inscrit dans les registres de la population.

Elles ne seront ni remboursées, ni échangées contre des cartes ayant une autre durée de validité.

En cas de perte ou de destruction de la carte, il ne sera pas délivré de duplicata.

La carte de dérogation « du visiteur » n'est en aucun cas utilisable en zone rouge, orange, « dépose-minute », « arrêt-minute », « chargement électrique », « riverains » (au sens du Code de la route) et de livraison.

CHAPITRE II : CARTES DE DEROGATION DELIVREES EXCLUSIVEMENT PAR L'AGENCE DU STATIONNEMENT

Article 43

Les cartes de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents », « prestataire de soins médicaux à domicile » et « voiture partagée » sont délivrées par l'Agence du stationnement selon les modalités et aux conditions déterminées par l'autorité administrative compétente.

CHAPITRE III : CARTE EUROPEENNE DE STATIONNEMENT POUR LES PERSONNES HANDICAPEES

Article 44

Les personnes à mobilité réduite porteuses de la carte spéciale délivrée par un organisme officiel conformément à l'arrêté ministériel du 29/07/1991 sont autorisées à faire stationner leur véhicule, gratuitement et sans limite de durée, sur les emplacements desservis par les horodateurs, en zone bleue et en zone « riverains » (au sens du Code de la route). Ils sont cependant tenus d'apposer la carte officielle précitée sur la face interne du pare-brise ou sur la partie avant de leur véhicule de telle manière que les mentions y indiquées (à savoir la date de validité, le numéro de la carte et le pictogramme) soient lisibles par un observateur se trouvant devant le véhicule ou par le contrôle électronique et de faire préenregistrer l'immatriculation de leur véhicule.

Article 45

Les personnes à mobilité réduite porteuses de la carte spéciale délivrée par un organisme officiel conformément à l'arrêté ministériel du 29/07/1991 peuvent faire préenregistrer l'immatriculation de leur véhicule auprès du service clientèle de l'Agence régionale pour le stationnement, [parking.brussels](mailto:handicap@parking.brussels) (handicap@parking.brussels).

Les plaques d'immatriculation disposant d'un droit de stationnement sur la base d'une carte de stationnement pour personne handicapée font l'objet d'une transmission de données avec l'Agence du stationnement et les autres communes de la Région bruxelloise.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

30 votants : 30 votes positifs.

Retributiereglement betreffende het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg - Wijzigingen - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 19/10/2023 waarbij het retributiereglement betreffende het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg wordt gewijzigd;

Gelet op de wet van 16/03/1968 betreffende de politie over het wegverkeer, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode), zoals gewijzigd;

Gelet op het aanvullend politiereglement, inzonderheid de bepalingen betreffende het wegverkeer;

Gelet op het ministerieel besluit van 07/05/1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap, zoals gewijzigd;

Gelet op het ministerieel besluit van 09/01/2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 21/03/2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van parkeerplaatsen door operatoren van gedeelde motorvoertuigen, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 18/07/2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 18/07/2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 13/07/2018 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;

Gelet op de beslissing van 30/08/2013 van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest houdende erkenning van de carsharingoperatoren;

Gelet op de ordonnantie van 03/04/2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, zoals gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest, zoals gewijzigd;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat een aanpassing van voormeld reglement aan de verschillende wettelijke en technische wijzigingen aangewezen is;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/01/2024;

BESLIST het retributiereglement betreffende het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg zoals volgt te wijzigen en te hernieuwen:

Retributiereglement betreffende het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg

TITEL I: ALGEMENE BEPALINGEN

HOOFDSTUK I: TOEPASSINGSVELD VAN HET REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt, ten gunste van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, een retributie ingevoerd voor het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg en dit op de plaatsen en ogenblikken waar het parkeren geregeld wordt door middel van het regelmatig gebruik van parkeerautomaten, of door het gebruik van een parkeerschijf voor “blauwe zone” zoals vastgesteld door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer (koninklijk besluit van 01/12/1975).

HOOFDSTUK II: DEFINITIES

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement, wordt begrepen onder:

1. *Parkeeragentschap*: Parkeeragentschap van het Brussels Gewest, zoals bepaald in hoofdstuk 7 van de ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest;
2. *Besluit*: besluit van de Brusselse Regering van 18/07/2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd door het besluit van 20/10/2022;
3. *Vrijstellingskaarten*: vrijstellingskaarten zoals bedoeld in de ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest, en haar uitvoeringsbesluiten, met dien verstande dat de vrijstellingskaarten “fysiek” of “virtueel” kunnen zijn;
4. *Parkeerschijf*: de parkeerschijf bedoeld in artikel 27.1.1 van het koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en bepaald in artikel 1 van het ministerieel besluit van 01/12/1975 tot vaststelling van de kenmerken van bepaalde schijven, bebakeningen en platen die voorgeschreven zijn door het algemeen reglement op de politie van

- het wegverkeer;
5. *Huishouden*: het huishouden wordt gevormd door hetzij een persoon die gewoonlijk alleen woont, hetzij twee of meer personen die, al dan niet verwant, hetzelfde hoofdverblijf delen. De samenstelling van het huishouden blijkt uit een gezinssamenstelling;
 6. *Ordonnantie*: ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest;
 7. *Schuldenaar*: natuurlijke persoon of rechtspersoon op wiens naam het aan de retributie onderworpen motorvoertuig is ingeschreven;
 8. *Retributie*: de financiële tegenprestatie voor de terbeschikkingstelling van een parkeerplaats zoals vastgelegd krachtens de ordonnantie van 06/07/2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Gewest;
 9. *Parkeerticket*: document dat door de parkeerautomaat wordt afgegeven overeenkomstig dit reglement. Het parkeerticket kan gratis zijn, voor een periode van 15 minuten, of te betalen zijn voor een periode die wordt bepaald door de gebruiker en/of het soort gereguleerde zone. Het “fysieke” parkeerticket kan worden vervangen door een virtuele vorm ervan (registratie van de nummerplaat van het voertuig via het toetsenbord van de parkeerautomaat, mobiele betaling per sms of door het College van burgemeester en schepenen erkende toepassingen);
 10. *Motorvoertuig*: ieder voertuig met een motor, bestemd om zich op eigen kracht voort te bewegen, met inbegrip van tweewielers;
 11. *Gereguleerde zone*: de zones zoals gedefinieerd in artikel 2 van de ordonnantie en artikel 3 van het besluit van de Brusselse Regering van 18/07/2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten.

TITEL II: GEREGLLEMENTEERDE ZONES

HOOFDSTUK 1: TYPES ZONE

Sectie 1: Zones uitgerust met apparaten als parkeerautomaten

Artikel 3

De parkeertijd wordt beperkt conform de gebruiksmodaliteiten vermeld op deze apparaten, namelijk:

Rode zone

Maximaal twee uur, van maandag tot zaterdag, van 9.00 tot 18.00 uur, uitgezonderd op wettelijke feestdagen.

Ongeacht de beschikkingen van artikel 4 hieronder wordt de retributie voor een bestuurder die voor een maximale parkeertijd van 2 uur in een rode zone opteert, vastgesteld op 0,90 EUR voor het eerste halfuur, op 2,60 EUR voor het tweede halfuur en op 5,30 EUR voor het tweede uur.

Oranje zone

Maximaal twee uur, van maandag tot zaterdag, van 9.00 tot 18.00 uur, uitgezonderd op wettelijke feestdagen.

Ongeacht de beschikkingen van artikel 4 hieronder wordt de retributie voor de bestuurder die in een oranje zone parkeert, vastgelegd op 0,90 EUR per halfuur, voor

het eerste uur, op 3,50 EUR voor het tweede uur.

Grijze zone

Maximaal 4 uur 30, van maandag tot zaterdag, van 9.00 tot 18.00 uur, uitgezonderd op wettelijke feestdagen.

Ongeacht de beschikkingen van artikel 4 hieronder, wordt de retributie voor de bestuurder die in een grijze zone parkeert, vastgelegd op 0,90 EUR voor het eerste halfuur, op 2,60 EUR voor het tweede halfuur, op 5,30 EUR voor het tweede, derde en vierde uur en op 2,60 EUR voor het laatste halfuur.

Groene zone

Voor een onbeperkte duur, van maandag tot vrijdag of zaterdag volgens het verkeersbord, van 9.00 tot 18.00 uur, uitgezonderd op wettelijke feestdagen.

Ongeacht de beschikkingen van artikel 4 hieronder wordt de retributie voor de bestuurder die in een groene zone parkeert, vastgelegd op 0,90 EUR per halfuur, voor het eerste uur, op 3,50 EUR voor het tweede uur en op 2,60 EUR voor ieder bijkomend uur.

Artikel 4

§1. In geval van niet-betaling van de parkeerretributie op uurbasis of veronachtzaming van de gratis parkeertijd of de parkeertijd waarvoor een retributie is betaald of bij gebrek aan een geldige vrijstellingskaart, wordt de persoon bedoeld in artikel 20 §1 geacht gekozen te hebben voor de betaling van een forfaitaire parkeerretributie ten bedrage van:

- 40 EUR voor 2 uur parkeren in de rode zone;
- 40 EUR voor 2 uur parkeren in de oranje zone;
- 45 EUR per parkeerperiode in de grijze zone;
- 35 EUR per parkeerperiode in de groene zone.

Daartoe worden de parkeerperiodes voor de grijze en groene zones vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur voor een maximale duur van 4 uur 30.

§2. In afwijking van paragraaf 1 worden de parkeerperiodes vastgesteld van 9.00 tot 12.00 uur en van 14.00 tot 18.00 uur voor het Sint-Lambertusplein, de Georges Henrilaan tussen het Meudonsquare en de Linthoutstraat en de Lola Bobescostraat (volgens de plannen in bijlage).

De bepalingen van secties 3, 4, 5 en 7 van onderhavig hoofdstuk blijven tussen 12.00 en 14.00 uur van toepassing op de bovengenoemde wegen.

§3. Met ingang van 01/05/2025 en vervolgens om de drie jaar worden de bedragen van de retributie op uurbasis en de forfaitaire retributie automatisch en van rechtswege gekoppeld aan de consumptieprijsindex. De nieuwe bedragen worden berekend volgens deze formule: bedragen vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. De nieuwe index is de consumptieprijsindex die gold tijdens de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De basisindex is de consumptieprijsindex die gold tijdens januari 2023.

Het tarief dat uit de in het vorige lid bedoelde berekening voortvloeit, wordt naar beneden afgerond op de dichtstbijzijnde euro voor een forfaitaire retributie en op het dichtstbijzijnde tiende van een euro voor een retributie op uurbasis voor elke

gereguleerde zone. De geïndexeerde bedragen mogen de in artikel 14 van de ordonnantie vastgestelde maximumbedragen niet overschrijden.

Artikel 5

De bestuurder die 15 minuten of minder wenst te parkeren kan aan een parkeerautomaat een gratis parkeerticket verkrijgen per parkeerperiode (van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur), volgens de richtlijnen vermeld op de apparaten en door het ingeven van de nummerplaat van het voertuig.

Dit parkeerticket voor zeer korte duur laat slechts toe te parkeren voor 15 minuten of minder. Elke bestuurder waarvoor het parkeerticket aantoont dat de toegelaten parkeertijd is overschreden, zal beschouwd worden gekozen te hebben voor het forfaitair retributiesysteem, zoals vermeld in artikel 4, behoudens hij een parkeerticket heeft geplaatst overeenkomstig artikel 2 voor het verstrijken van het gratis kwartier, met een bijkomende tijdslimiet van 5 minuten om een betalend parkeerticket te gaan halen aan de parkeerautomaat.

Het is verboden verschillende opeenvolgende parkeertickets voor het kort parkeren te gebruiken zonder zijn wagen te verplaatsen.

Artikel 6

Gebruik van de parkeerautomaat.

De in artikel 3 bedoelde retributie kan worden betaald door een bankkaart rechtstreeks in de parkeerautomaat te steken of via sms-technologie of door het College van burgemeester en schepenen erkende toepassingen volgens de instructies op de automaten.

Het ingeven van de nummerplaat en betaling volgens de instructies weergegeven op de automaten geeft recht op een ononderbroken parkeertijd van maximum 2 uur in een rode zone en in een oranje zone, van 4 uur 30 in een grijze zone en van 9 uur in een groene zone, zoals vermeld op de apparaten.

Artikel 7

De gebruiker zal de gevolgen dragen die kunnen voortvloeien uit het onregelmatig gebruik van of uit de beschadigingen aangebracht aan de automaten.

Artikel 8

Indien van toepassing moet het “fysieke” parkeerticket duidelijk en volledig zichtbaar achter de voorruit, met uitzondering van de zijruiten, van het voertuig worden geplaatst zodat de vermelde gegevens leesbaar zijn voor een waarnemer die zich voor het voertuig bevindt of voor een elektronisch controlesysteem.

Artikel 9

Indien de parkeerautomaat niet bruikbaar is, moet de parkeerschijf volgens het bij het ministerieel besluit van 14/05/2002 gevoegde model, duidelijk zichtbaar op de binnenkant van de voorruit geplaatst worden (artikel 27.1.1 van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer) zodanig dat de vermeldingen leesbaar zijn voor een waarnemer die zich voor de wagen bevindt.

Sectie 2: Zones gecontroleerd door de parkeerschijf - Blauwe zone

Artikel 10

De parkeertijd in de blauwe zone is beperkt tot maximaal 2 uur, behalve in wegen met specifieke borden die de maximaal toegestane tijd beperken tot 30 of 60 minuten, mits een parkeerschijf wordt gebruikt volgens het model gevoegd bij het ministerieel besluit van 14/05/2002 en zoals bepaald in het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer (koninklijk besluit van 01/12/1975), in het bijzonder artikel 27.1.2 houdende bijzondere voorwaarden voor het gebruik van de schijf buiten de werkdagen en de gebruikelijke tijdsperiode (van 9.00 tot 18.00 uur).

De bestuurder die kiest voor deze maximale parkeertijd, geniet van de kosteloosheid.

Artikel 11

Bij gebreke van gebruik van de reglementaire parkeerschijf of bij overschrijding van de maximaal toegelaten duur of misbruik van de reglementaire parkeerschijf, wordt de persoon bedoeld in artikel 20 §1 geacht gekozen te hebben voor de betaling van een retributie van 35 EUR per parkeerperiode.

Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur

Artikel 12

De door de gebruiker gewenste parkeertijd zal worden vastgesteld aan de hand van de aanwijzingen die hij heeft doen voorkomen op zijn parkeerschijf, duidelijk zichtbaar aangebracht aan de binnenkant van de voorruit van zijn wagen en gebruikt in overeenstemming met artikel 27.1.1 van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (koninklijk besluit van 01/12/1975) en het ministerieel besluit van 14/05/2002.

Sectie 3: Kiss-and-ride-zones

Een kiss-and-ride-zone is een parkeerzone bestemd voor het in- en uitstappen van personen

Artikel 13

De parkeertijd in de kiss-and-ride-zone is gratis gedurende de aangegeven tijd op het daartoe voorziene verkeersbord.

In het geval van het overschrijden van de toegestane parkeertijd, is een forfaitaire retributie van 100 EUR per parkeerperiode verschuldigd.

Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur voor een maximumduur van 4 uur 30.

Vrijstellingskaarten (bewonerskaarten, "bewonerskaarten" in de zin van de Wegcode, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten", parkeerkaarten voor personen met een handicap en kaarten voor "thuiszorgverleners"), parkeertickets of parkeerschijven zijn niet geldig in deze zones.

Sectie 4: Parkeerplaatsen "kort parkeren"

Artikel 14

De parkeertijd voor parkeerplaatsen “kort parkeren” is beperkt tot maximaal 30 minuten, maar deze duur kan korter zijn op basis van een beslissing van het College van burgemeester en schepenen, in overeenstemming met de aanduidingen op het verkeersbord en op de paal die op de betrokken parkeerplaats of -plaatsen is geplaatst.

De bestuurder die voor deze maximale parkeertijd kiest, heeft recht op gratis parkeren.

In het geval van het overschrijden van de toegestane parkeertijd, is een forfaitaire retributie van 100 EUR per parkeerperiode verschuldigd.

Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur voor een maximumduur van 4 uur 30.

Vrijstellingskaarten (bewonerskaarten, "bewonerskaarten" in de zin van de Wegcode, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten", parkeerkaarten voor personen met een handicap en kaarten voor "thuiszorgverleners"), parkeertickets of parkeerschijven zijn niet geldig in deze zones.

Wanneer de paal echter onbruikbaar is, zijn de bepalingen van sectie 1 (Zones uitgerust met apparaten als parkeerautomaten) of 2 (Zones gecontroleerd door de parkeerschijf - Blauwe zone) van onderhavig hoofdstuk van toepassing, volgens de gereguleerde zone waarin de parkeerplaats "kort parkeren" zich bevindt.

Sectie 5: Zones "elektrisch laden"

Artikel 15

Het is toegestaan en gratis een elektrisch voertuig te parkeren in de zone “elektrisch laden” op voorwaarde dat de gebruiker van dit voertuig is verbonden en dat hij de fysieke verbinding van zijn voertuig met de elektrische oplaadstand tot stand brengt.

Artikel 16

Een forfaitaire retributie van 50 EUR per parkeerperiode is verschuldigd door de gebruiker van een niet-elektrisch motorvoertuig of de gebruiker van een geparkeerd elektrisch voertuig zonder verbinding of fysieke aansluiting.

Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur voor een maximumduur van 4 uur 30.

Vrijstellingskaarten (bewonerskaarten, "bewonerskaarten" in de zin van de Wegcode, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten", parkeerkaarten voor personen met een handicap en kaarten voor "thuiszorgverleners"), parkeertickets of parkeerschijven zijn niet geldig in deze zones.

Wanneer het elektrisch oplaadpunt echter onbruikbaar is, zijn de bepalingen van sectie 1 (Zones uitgerust met apparaten als parkeerautomaten) of 2 (Zones gecontroleerd door de parkeerschijf - Blauwe zone) van onderhavig hoofdstuk van toepassing, volgens de gereguleerde zone waarin de parkeerplaats “elektrisch laden” zich bevindt.

Sectie 6: Bewonerszones, 7 dagen op 7 en 24 uur op 24

Artikel 17

Parkeren in "bewonerszones" is 24 uur op 24, 7 dagen op 7, zaterdag, zondag en feestdagen inbegrepen enkel toegestaan voor houders van de specifieke "bewonerskaart" afgeleverd door het gemeentebestuur.

Het bedrag van de retributie betreffende het parkeren op de openbare weg is vastgesteld op 50 EUR per halve dag, te weten van 0.00 tot 12.00 uur of van 12.00 tot 24.00 uur.

Vrijstellingskaarten zoals bewonerskaarten, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten", parkeertickets of blauwe schijven zijn in deze zones niet geldig.

Sectie 7: Leveringszones

Artikel 18

Een forfaitaire retributie van 100 EUR per parkeerperiode is verschuldigd bij het parkeren in een zone aangegeven door verkeersbord E9a, zoals gedefinieerd in artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 01/12/1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, aangevuld met onderbord "betalend behoudens levering" met precisering van de duur van de gereguleerde parkeertijd.

Hiertoe wordt de parkeerperiode vastgesteld van 9.00 tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur voor een maximumduur van 4 uur 30.

Het bedrag van de forfaitaire retributie van 100 EUR wordt aangegeven met behulp van een informatiebord.

Vrijstellingskaarten (bewonerskaarten, "bewonerskaarten" in de zin van de Wegcode, "dienst"-kaarten, kaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen", kaarten voor "beroepsactiviteiten", "bezoekerskaarten", parkeerkaarten voor personen met een handicap en kaarten voor "thuiszorgverleners"), parkeertickets of parkeerschijven zijn niet geldig in de leveringszone.

De duur van het gebruik van een parkeerplaats is niet beperkt in de leveringszone.

HOOFDSTUK II: PARKEERCONTROLE EN INVORDERINGSPROCEDURE

Artikel 19

Het voertuig moet de parkeerplaats verlaten hebben ten laatste bij het verstrijken van de toegestane parkeertijd.

De parkeercontrole kan, naar keuze van het gemeentebestuur, fysiek door beëdigde ambtenaren of elektronisch worden uitgevoerd. Deze twee controlemiddelen kunnen worden gecombineerd.

Artikel 20

§1. Overeenkomstig artikel 13, § 2 van de ordonnantie is, wanneer een parkeerplaats wordt bezet door een ingeschreven motorvoertuig, de retributie ten laste van de natuurlijke persoon of rechtspersoon op wiens naam het motorvoertuig is ingeschreven.

§2. In geval van niet-naleving van een van de bepalingen van dit reglement, wordt een verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie op de voorruit van het voertuig aangebracht door een controlerend agent van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe of per post verstuurd na een elektronische controle.

§3. De schuldenaar beschikt over een termijn van 12 dagen vanaf de datum van aanbrenging indien het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie op de voorruit is aangebracht. Deze termijn wordt verlengd tot 15 dagen vanaf de datum van verzending indien het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie per post aan de schuldenaar wordt toegezonden.

§4. Elk eventueel bezwaar moet worden ingediend binnen een termijn van 15 dagen vanaf de datum van aanbrenging van het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie op de voorruit of vanaf de datum van verzending van het verzoek tot betaling van de forfaitaire retributie per post. Het geschil moet worden ingediend hetzij per e-mail (controle-parking@woluwe1200.be), hetzij per post ter attentie van de dienst Gereguleerd parkeren (Paul Hymanslaan 2 - 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe).

§5. In geval van niet-betaling van de forfaitaire retributie binnen de betalingstermijn van het verzoek bedoeld in §2, wordt kosteloos een eerste herinnering verstuurd.

§6. In geval van niet-betaling van de forfaitaire retributie binnen een termijn van 15 dagen vanaf de datum van de eerste herinnering, wordt een tweede herinnering verstuurd die de retributie verhoogt met de betrokken verzendingskosten en een forfaitaire vergoeding van 15 EUR, onderworpen aan de indexering zoals bedoeld in artikel 16, § 8 van de ordonnantie. De schuldenaar krijgt een termijn van 15 kalenderdagen te rekenen vanaf de verzending van deze tweede herinnering om de retributie te betalen.

§7. Ingeval de verschuldigde bedragen onbetaald blijven na de tweede herinnering bedoeld in §6, gaat de gemeente over tot een minnelijke invordering, indien nodig gevolgd door een gerechtelijke invordering, of tot een invordering middels een dwangbevel, overeenkomstig de bepalingen van artikel 16 van de ordonnantie.

§8. Ingeval de gemeente overgaat tot een minnelijke invordering, wordt het bedrag van de verhoogde retributie bedoeld in §6 vermeerderd met een bijkomende forfaitaire vergoeding van 15 EUR, onderworpen aan de indexering zoals bedoeld in artikel 16, § 8 van de ordonnantie, teneinde alle kosten te dekken die verbonden zijn aan de invordering, met inbegrip van de herinneringskosten. Dit bedrag blijft verschuldigd in geval van een gerechtelijke invordering.

§9. Ingeval de gemeente overgaat tot invordering middels een dwangbevel, maakt zij gebruik van de procedure bedoeld in artikel 137bis van de nieuwe gemeentewet. In dit geval bedragen de administratieve kosten voor de ingebrekestelling de betrokken verzendingskosten en een bijkomende forfaitaire vergoeding van 15 EUR, onderworpen aan de indexering zoals bedoeld in artikel 16, § 8 van de ordonnantie. De krachtens de voorgaande paragrafen van dit artikel verschuldigde bedragen worden aan de administratieve kosten toegevoegd.

Het dwangbevel wordt bij deurwaardersexploot betekend met bevel tot betaling.

Tegen het exploot kan bij verzoekschrift of door dagvaarding verzet worden aangetekend binnen de maand van de betekening.

Onverminderd de in toepassing van dit artikel verschuldigde kosten, zijn de kosten,

rechten en uitgaven gemaakt in alle fasen van de invordering ten laste van de schuldenaar.

HOOFDSTUK III: ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 21

Het parkeren van een motorvoertuig op een plaats beheerd door parkeerautomaten of gecontroleerd door een parkeerschijf gebeurt op risico van de gebruiker of van degene onder wiens naam het voertuig is ingeschreven.

Het betalen van de retributie geeft recht op parkeren maar niet op een of ander toezicht. Het gemeentebestuur kan niet aansprakelijk gesteld worden voor schade aan of diefstal van het voertuig.

TITEL III: VRIJSTELLINGSKAARTENHOOFDSTUK

HOOFDSTUK I: VRIJSTELLINGSKAARTEN AFGELEVERD DOOR DE GEMEENTE

Sectie 1: Algemene bepalingen

Artikel 22

De geldigheidsduur van de vrijstellingskaarten is jaarlijks, met uitzondering van de vrijstellingskaarten voor "onderwijs- en educatieve beroepen".

Artikel 23

Er wordt geen vrijstellingskaart uitgereikt voor de voertuigen met een maximale toegelaten massa van meer dan 3,5 ton (code F1 van het kentekenbewijs).

Artikel 24

De vrijstellingskaart wordt slechts verkocht onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat alle eerder in het kader van de parkeercontrole gevorderde bedragen door de aanvrager zijn betaald.

Artikel 25

Wanneer de vrijstellingskaart verloopt, voert de begunstigde op eigen initiatief de nodige stappen uit om deze te vernieuwen.

In geval van vertraging bij de vernieuwing van een vrijstellingskaart is het voertuig niet langer gedekt door de kaart en is het dus onderworpen aan een retributie zoals bepaald in de artikelen 4 en 11.

Sectie 2: Vrijstellingskaart bewoners

Onderafdeling 1: Begunstigden

Artikel 26

Elke inwoner van Sint-Lambrechts-Woluwe die ingeschreven is of verblijft op het grondgebied van de gemeente, kan genieten van een bewonerskaart.

De aanvrager kan een kaart krijgen voor elk voertuig dat op zijn naam is geregistreerd, voor een voertuig dat aan een derde toebehoort of voor een voertuig dat op naam van een rechtspersoon is geregistreerd.

Onderafdeling 2: Ter verkrijging van de kaart over te leggen documenten

Artikel 27

De aanvrager moet de volgende documenten overleggen:

- de identiteitskaart van de aanvrager of een document dat zijn inschrijving in het bevolkingsregister bewijst, of een volmacht met de identiteitskaart van de aanvrager voor het geval de aanvrager niet persoonlijk verschijnt;
- het kentekenbewijs van het voertuig (deel “voertuig”);
- het bewijs dat het voertuig op zijn naam is ingeschreven of dat hij er permanent over beschikt.
- voor een voertuig dat eigendom is van een derde: een kopie van de verzekeringspolis waaruit blijkt dat de aanvrager de hoofdbestuurder van het voertuig is;
- voor een gehuurd/geleasd voertuig: een kopie van het lease/huurcontract waarin de naam van de bestuurder expliciet wordt vermeld;
- voor bedrijfswagens: een attest van het bedrijf waarin staat dat de aanvrager de belangrijkste bestuurder is;
- voor de persoon die geen hoofdverblijfplaats heeft: het bewijs van betaling van de taks op het gebruik van een woonplaats door een bewoner die niet in de bevolkingsregisters is ingeschreven;
- voor een auto die door particulieren wordt gedeeld: het kentekenbewijs alsmede het bewijs van betaling van het lidmaatschap van een platform dat gespecialiseerd is in autodelen tussen particulieren en de overeenkomst die de bij het delen van het voertuig betrokken partijen bindt.

Onderafdeling 3: Aantal kaarten per huishouden

Artikel 28

Het aantal bewonerskaarten wordt beperkt tot maximaal 2 kaarten per gezin. Onder gezin wordt verstaan: alle personen die samen onder hetzelfde dak wonen.

Onderafdeling 4: Prijs en geldigheidsduur van de kaart

Artikel 29

De geldigheidsduur van de bewonerskaart gaat in op de datum van afgifte. Indien de vergunning vóór 1 januari van het volgende jaar wordt afgegeven, is zij geldig tot het einde van het lopende jaar.

De bewonerskaart wordt verkregen door voor de eerste kaart 15 EUR te betalen en voor de tweede 120 EUR. Op het ogenblik van de betaling van de kaart door de in artikel 26 bedoelde bewoner worden de hierboven vermelde bedragen verminderd met respectievelijk 5 EUR en 70 EUR, wat overeenstemt met de toekenning van een premie voor hetzelfde bedrag.

Voor de inwoners die zich in de loop van het jaar in Sint-Lambrechts-Woluwe domiciliëren of voor inwoners die gedomicilieerd zijn op een weg die onder het toepassingsgebied van dit reglement valt, is het bedrag van de kaart als volgt:

15 EUR	Januari	15 EUR	120 EUR	Januari	120 EUR
	Februari	15 EUR		Februari	120 EUR
	Maart	15 EUR		Maart	120 EUR
	April	10 EUR		April	100 EUR
	Mei	9 EUR		Mei	90 EUR
	Juni	8 EUR		Juni	80 EUR
	Juli	7 EUR		Juli	70 EUR
	Augustus	6 EUR		Augustus	60 EUR
	September	5 EUR		September	50 EUR
	Oktober	4 EUR		Oktober	40 EUR
	November	3 EUR		November	30 EUR
	December	2 EUR		December	20 EUR

De in de bovenstaande tabel vermelde bedragen worden bij de betaling van de kaart door de in artikel 26 bedoelde inwoner verminderd met het bedrag van de in lid 2 van dit artikel bedoelde premie, naar rato van de betrokken periode.

In geval van verlies of vernietiging van de kaart dient de inwoner een duplicaat aan te vragen. Voor elk duplicaat wordt de betaling van 10 EUR gevraagd.

De houder van de kaart deelt elke wijziging, hetzij van adres, hetzij van voertuig of kentekenplaat mede aan het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe. Bij verandering van woon- of verblijfplaats, van voertuig of kentekenplaat moet de kaarthouder de kaart opsturen naar het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe.

Elke persoon die in de gemeente verblijft en een voertuig bezit dat in het buitenland is ingeschreven, moet het in België inschrijven, met uitzondering van de 5 gevallen opgesomd in artikel 3 van het koninklijk besluit van 20/07/2001. In het geval van een buitenlandse inschrijving die moet worden ingewisseld voor een Belgische inschrijving, kan de aanvrager gedurende een beperkte periode van 2 maanden genieten van een bewonerskaart.

Met ingang van 01/05/2025 en vervolgens om de drie jaar wordt de prijs van de vrijstellingskaarten automatisch en van rechtswege gekoppeld aan de consumptieprijsindex. De nieuwe prijs wordt berekend volgens deze formule: prijs vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de beginindex. De nieuwe index is de consumptieprijsindex die gold tijdens de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De basisindex is de consumptieprijsindex die gold tijdens januari 2023.

Het tarief dat uit de in het vorige lid bedoelde berekening voortvloeit, wordt naar beneden afgerond op de dichtstbijzijnde euro.

Onderafdeling 5: Kaart voor een vervangings- of huurvoertuig

Artikel 30

Iedere inwoner van de gemeente die reeds een bewonerskaart voor een voertuig heeft, kan een gratis tijdelijke kaart aanvragen voor het gebruik van een vervangwagen.

De geldigheidsduur van de kaart zal per geval worden vastgesteld, afhankelijk van de duur van de vervanging van het voertuig (gedocumenteerd) en mag de

geldigheidsduur van de oorspronkelijke kaart niet overschrijden.

Zolang de vervangkaart niet is afgegeven, kan geen enkele gebruiker aanspraak maken op de rechten die daaraan zijn verbonden.

Gebruikers van huurauto's (met uitzondering van deelauto's als bedoeld in artikel 43), die woonachtig of ingezet zijn in de gemeente, kunnen een tijdelijke parkeerkaart verkrijgen. Deze kaart kost 5 EUR en is geldig voor de duur van de huurperiode, die maximaal 1 maand mag bedragen.

Onderafdeling 6: Soorten zones waarin de kaart geldig is

Artikel 31

De bewonerskaart maakt het mogelijk gratis te parkeren in de blauwe zones op het grondgebied van Sint-Lambrechts-Woluwe zonder tijdsbeperking. De bewonerskaart moet zodanig worden aangebracht dat de gegevens ervan leesbaar zijn door een waarnemer die voor de wagen staat.

Bovendien, wanneer een inwoner of een ingezetene in een wijk verblijft, bedoeld in de beraadslaging van de Gemeenteraad die de lijst vaststelt van de wijken waarvan de inwoners een wijkbewonerskaart kunnen bekomen, mogen laatstgenoemden zich zonder tijdsbegrenzing parkeren in de groene en grijze zones van de wijk waar zij verblijven, met uitzondering van de rode en oranje zones. De wijk van de inwoner wordt vermeld op de bewonerskaart.

Sectie 3: "Bewonerskaart", 7 dagen op 7 en 24 uur op 24

Artikel 32

Enkel de inwoners van een "bewonerszone" kunnen een "bewonerskaart" krijgen. Met deze kaart kan men in de betrokken "bewonerszone" gratis parkeren. De "bewonerskaart" moet zo worden aangebracht dat de gegevens leesbaar zijn door een waarnemer die zich voor het voertuig bevindt.

De "bewonerskaart" kan verkregen worden via dezelfde procedure en tegen hetzelfde tarief als de bewonerskaart, zoals vastgesteld in sectie 2 en verleent dezelfde rechten. De wijk van de bewoner zal op de "bewonerskaart" worden vermeld.

Sectie 4: "Dienst"-vrijstellingskaart

Artikel 33

Gemeentelijke dienstvoertuigen krijgen een bijzondere gratis parkeerkaart "voor alle zones".

Dienstvoertuigen van het OCMW, van het sociaal verhuurkantoor (SVK) van de gemeente of van een van de openbare vastgoedmaatschappijen (OVM) die hun maatschappelijke zetel in Sint-Lambrechts-Woluwe hebben, krijgen een bijzondere gratis parkeerkaart "blauwe en groene zones". Deze kaart maakt het mogelijk gratis te parkeren in groene zones en onbeperkt te parkeren in blauwe zones. Deze kaart kan niet worden gebruikt in de rode zone, de oranje zone, de grijze zone of in de "bewonerszone" (zoals gedefinieerd in de Wegcode). De kaart moet zodanig geplaatst worden dat de vermeldingen leesbaar zijn voor een waarnemer die zich voor de wagen bevindt.

Voor prioritaire dienstvoertuigen is parkeren eveneens gratis.

Sectie 5: Vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen"

Onderafdeling 1: Begunstigden

Artikel 34

Een leerkracht of een personeelslid van een school of kinderdagverblijf die gebruik wenst te maken van gratis parkeren in de groene of grijze zone van de inrichting en onbeperkt parkeren in de blauwe zone, kan een vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen" verkrijgen.

Deze parkeerkaart kan afgeleverd worden aan iedere natuurlijke persoon die werkt in een school of kinderdagverblijf, die gevestigd is in een gemeentelijk gereguleerde parkeerzone.

De aanvrager kan een kaart krijgen voor een voertuig dat op zijn of haar naam is geregistreerd, voor een voertuig dat aan een derde toebehoort of voor een voertuig dat op naam van een rechtspersoon is geregistreerd.

De vrijstellingskaart heeft slechts betrekking op één kentekenplaat.

Onderafdeling 2: Ter verkrijging van de kaart over te leggen documenten

Artikel 35

De aanvrager moet de volgende documenten overleggen

- de identiteitskaart van de aanvrager;
- het kentekenbewijs van het voertuig (deel "voertuig");
- het getuigschrift van de werkgever waaruit blijkt dat de aanvrager voor het betrokken jaar op de school/kinderdagverblijf werkzaam is;
- het bewijs dat het voertuig op zijn naam is ingeschreven of dat hij er permanent over beschikt.
- voor een voertuig dat eigendom is van een derde: een kopie van de verzekeringspolis waaruit blijkt dat de aanvrager de hoofdbestuurder van het voertuig is;
- voor een gehuurd/geleasd voertuig: een kopie van het lease/huurcontract waarin de naam van de bestuurder expliciet wordt vermeld;
- voor bedrijfswagens: een attest van het bedrijf waarin staat dat de aanvrager de belangrijkste bestuurder is.

Onderafdeling 3: Prijs en geldigheidsduur van de kaart

Artikel 36

De vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen" kan worden verkregen tegen betaling van het ondeelbare bedrag van 120 EUR. De kaart is geldig van 15 augustus tot 15 juli van het volgende jaar.

Het is echter mogelijk om een maandelijkse kaart te verkrijgen tegen 15 EUR/maand.

In geval van verlies of vernietiging van de kaart dient de aanvrager een duplicaat aan te vragen. Voor elk duplicaat wordt de betaling van 10 EUR gevraagd.

Onderafdeling 4: Soorten zones waarin de kaart geldig is

Artikel 37

De vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen" staat toe te parkeren zonder tijdslimiet in de blauwe zones en, in voorkomend geval, in de groene of grijze zone waar de instelling gevestigd is. De parkeerkaart moet zodanig geplaatst worden dat alle inlichtingen vermeld op de kaart leesbaar zijn voor een waarnemer die voor het voertuig staat.

De vrijstellingskaart voor "onderwijs- en educatieve beroepen" mag in geen geval worden gebruikt in de rode zone, oranje zone, kiss-and-ride, "kort parkeren", "elektrisch laden", "bewoners" (in de zin van de Wegcode) en leveringszones.

Sectie 6: Vrijstellingskaart voor "beroepsactiviteiten"

Onderafdeling 1: Begunstigden

Artikel 38

Zelfstandigen, beoefenaars van vrije beroepen of een onderneming die willen genieten van gratis parkeren in de groene en grijze zone van de hoofd- of exploitatiezetel van de maatschappij en parkeren zonder tijdslimiet in de blauwe zone, kunnen mits betaling een vrijstellingskaart verkrijgen voor "beroepsactiviteiten".

Onder onderneming wordt verstaan: elke rechtspersoon, ongeacht diens statuut (openbare en privé-instellingen, vzw, nv, bv, instellingen die vallen onder de wet op het tijdelijke van de erediensten, ziekenhuizen, klinieken, poliklinieken, dispensaria en weldadigheidsinstellingen).

Deze vrijstellingskaart kan afgeleverd worden aan iedere zelfstandige, beoefenaar van een vrij beroep of onderneming waarvan de hoofd- of exploitatiezetel in een gereguleerde parkeerzone op het grondgebied van de gemeente is gevestigd.

De aanvrager kan een kaart krijgen voor een voertuig dat op zijn of haar naam is geregistreerd, voor een voertuig dat aan een derde toebehoort of voor een voertuig dat op naam van een rechtspersoon is geregistreerd.

De vrijstellingskaart heeft slechts betrekking op één kentekenplaat.

Onderafdeling 2: Ter verkrijging van de kaart over te leggen documenten

Artikel 39

De aanvrager moet de volgende documenten overleggen:

- de identiteitskaart van de aanvrager;
- het kentekenbewijs van het voertuig (deel "voertuig");
- een attest van de werkgever waarin wordt bevestigd dat de aanvrager een functie bekleedt binnen het bedrijf;
- de statuten van de vennootschap ter rechtvaardiging van haar activiteit op het gemeentelijk grondgebied;
- het bewijs dat het voertuig op zijn naam is ingeschreven of dat hij er permanent over beschikt.
- voor een voertuig dat eigendom is van een derde: een kopie van de verzekeringspolis waaruit blijkt dat de aanvrager de hoofdbestuurder van het voertuig is;
- voor een gehuurd/geleasd voertuig: een kopie van het lease/huurcontract waarin

- de naam van de bestuurder expliciet wordt vermeld;
- voor bedrijfswagens: een attest van het bedrijf waarin staat dat de aanvrager de belangrijkste bestuurder is.

Onderafdeling 3: Prijs en geldigheidsduur van de kaart

Artikel 40

De vrijstellingskaart voor "beroepsactiviteiten" kan worden verkregen tegen betaling van een bedrag van:

- 200 EUR/jaar voor elk van de eerste vijf kaarten;
- 300 EUR/jaar voor de zesde tot en met de twintigste kaart;
- 600 EUR/jaar van de eenentwintigste tot de dertigste kaart;
- 800 EUR/jaar voor elke bijkomende kaart.

Het abonnement kan het jaar daarop met hetzelfde bedrag verlengd worden op voorwaarde dat de ondernemingen die meer dan 50 werknemers tellen, een bedrijfsvervoerplan (BVP) naar het model ontwikkeld door Leefmilieu Brussel opstellen of updaten. Dit plan moet door de gemeente (voor bedrijven van 50 tot 199 werknemers) of door Leefmilieu Brussel (voor bedrijven vanaf 200 werknemers) goedgekeurd worden. Bij gebrek aan deze documenten zal het bedrag verdubbeld worden.

De onderneming organiseert zelf, volgens haar eigen interne regels, de verdeling van deze abonnementen onder haar personeel.

In geval van verlies of vernietiging van de kaart dient de aanvrager een duplicaat aan te vragen. Voor elk duplicaat wordt de betaling van 10 EUR gevraagd.

Onderafdeling 4: Soorten zones waarin de kaart geldig is

Artikel 41

De vrijstellingskaart voor "beroepsactiviteiten" staat toe te parkeren zonder tijdslimiet in de blauwe zones en, in voorkomend geval, in de groene of grijze zone waar de hoofd- of exploitatiezetel van de maatschappij gevestigd is. De parkeerkaart moet zodanig geplaatst worden dat alle inlichtingen vermeld op de kaart leesbaar zijn door een waarnemer die voor het voertuig staat.

De vrijstellingskaart voor "beroepsactiviteiten" mag in geen geval worden gebruikt in de rode zone, oranje zone, kiss-and-ride, "kort parkeren", "elektrisch laden", "bewoners" (in de zin van de Wegcode) en leveringszones.

Sectie 7: Vrijstellingskaart "bezoeker"

Artikel 42

De "bezoekerskaart" is virtueel en kan per sms worden geactiveerd door een unieke code in te voeren die door de dienst Gereguleerd parkeren wordt gegenereerd.

Deze kaart mag in de blauwe zone, groene zone en grijze zone worden gebruikt.

Bezoekers kunnen een "bezoekerskaart" verkrijgen tegen het tarief van 2,50 EUR.

Er kunnen per huishouden niet meer dan 100 kaarten per kalenderjaar worden verstrekt, waarbij elke kaart 4 uur 30 geldig is.

Deze "bezoekerskaart" wordt aan elke bewoner van de zone verstrekt als die ofwel zijn inschrijving in het bevolkingsregister ofwel de betaling van de taks op het gebruik van een woonplaats door een bewoner die niet in de bevolkingsregisters is ingeschreven kan aantonen.

Zij worden niet terugbetaald of ingewisseld tegen kaarten met een andere geldigheidsduur.

Bij verlies of vernietiging van de kaart zal er geen duplicaat van afgeleverd worden.

De vrijstellingskaart "bezoeker" mag in geen geval worden gebruikt in de rode zone, oranje zone, kiss-and-ride, "kort parkeren", "elektrisch laden", "bewoners" (in de zin van de Wegcode) en leveringszones.

HOOFDSTUK II: UITSLUITEND DOOR HET PARKEERAGENTSCHAP AFGEGEVEN VRIJSTELLINGSKAARTEN

Artikel 43

De vrijstellingskaarten "dringende medische zorgverlener", "medische thuiszorgverlener" en "deelauto" worden afgegeven door het Parkeeragentschap overeenkomstig de door het bevoegde bestuurlijke orgaan vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

HOOFDSTUK III: EUROPESE PARKEERKAART VOOR PERSONEN MET EEN HANDICAP

Artikel 44

Personen met beperkte mobiliteit die in het bezit zijn van een speciale kaart die door een officiële instantie is afgegeven overeenkomstig het ministerieel besluit van 29/07/1991, mogen hun voertuig gratis en zonder tijdsbeperking parkeren op de parkeerplaatsen met parkeerautomaten, in de blauwe zone en in de "bewonerszone" (in de zin van de Wegcode). Ze zijn echter verplicht om hun officiële kaart duidelijk zichtbaar achter de voorruit of aan de voorzijde van het voertuig te plaatsen zodat de vermelde gegevens (d.w.z. de geldigheidsdatum, het kaartnummer en het pictogram) leesbaar zijn door een waarnemer die zich voor de wagen bevindt of door een elektronisch controlesysteem en om hun voertuig te laten preregistreren.

Artikel 45

Personen met beperkte mobiliteit die in het bezit zijn van een speciale kaart die door een officiële instantie is afgegeven overeenkomstig het ministerieel besluit van 29/07/1991, mogen hun voertuig vooraf registreren bij de klantendienst van het gewestelijk Parkeeragentschap, parking.brussels (handicap@parking.brussels).

Nummerplaten met een parkeerrecht op basis van een parkeerkaart voor personen met een handicap zijn onderworpen aan een gegevensoverdracht met het Parkeeragentschap en de andere gemeenten van het Brussels Gewest.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Jacqueline Destrée-Laurent quitte la séance / verlaat de zitting.

CULTURE - CULTUUR

Culture - Cultuur

22.01.2024/A/0037 **P(ART)cours / Par(KUNST), biennale d'art contemporain 2024 - Subside 2024 - Dépense : 9.000 EUR - Octroi - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'en séance du 13/07/2023, le Collège des bourgmestre et échevins a marqué son accord sur la participation de la commune à la cinquième édition de P(ART)cours / Par(KUNST), biennale d'art contemporain et sur l'inscription à l'article 76304/332-02 du budget 2024 d'un montant de 9.000 EUR en faveur du Centre culturel et de Congrès de Woluwe-Saint-Pierre, organisateur de la biennale ;

Considérant qu'une convention de partenariat a été approuvée par le Conseil communal en séance du 25/09/2023 ;

Vu l'article 4.4 de ladite convention qui prévoit que la participation financière des communes partenaires devra être liquidée au plus tard pour le 01/04/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/01/2024 ;

DECIDE d'approuver l'attribution d'un subside ponctuel de 9.000 EUR, inscrit à l'article 76304/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2024, sous réserve de l'approbation du budget 2024 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle, en faveur du Centre culturel et de Congrès de Woluwe-Saint-Pierre, organisateur de la biennale, dont le siège social est établi avenue Charles Thielemans 93 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, inscrit à la BCE sous le n° 0412.532.585 et valablement représenté par Mme Gerda POSTELMANS, présidente et Mme Isabelle VAN WEDDINGEN, administratrice-déléguée.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

29 votants : 29 votes positifs.

P(ART)cours / Par(KUNST), biënnale voor hedendaagse kunst 2024 - Subsidie 2024 - Uitgave: 9.000 EUR - Toekenning - Goedkeuring

DE RAAD,

Overwegende dat het College van burgemeester en schepenen tijdens zijn vergadering van 13/07/2023 heeft ingestemd met de deelname van de gemeente aan de vijfde editie van P(ART)cours / Par(KUNST), biënnale van de hedendaagse kunst en met de inschrijving op artikel 76304/332-02 van de begroting 2024 van een bedrag van 9.000 EUR ten gunste van het Cultureel en Congrescentrum van Sint-Pieters-Woluwe, organisator van de biënnale;

Overwegende dat de Gemeenteraad tijdens zijn vergadering van 25/09/2023 een partnerschapsovereenkomst heeft goedgekeurd;

Gelet op artikel 4.4 van deze overeenkomst, dat bepaalt dat de financiële deelname van de partnergemeenten uiterlijk op 01/04/2024 uitgekeerd moet worden;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/01/2024;

BESLIST de toekenning goed te keuren van een eenmalige subsidie van 9.000 EUR, ingeschreven op artikel 76304/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2024, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2024 door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid, ten gunste van het Cultureel en Congrescentrum van Sint-Pieters-Woluwe, organisator van de biënnale, met maatschappelijke zetel te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, Charles Thielemanslaan 93, ingeschreven bij de KBO onder nummer 0412.532.585 en rechtsgeldig vertegenwoordigd door mw. Gerda POSTELMANS, voorzitter en mw. Isabelle VAN WEDDINGEN, gedelegeerd bestuurder.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

SPORTS / JEUNESSE - SPORT / JEUGD

Sports - Sport

22.01.2024/A/0038 **Stade Fallon - Fourniture de matériel technique - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : KLIUM NV - Dépense : 2.771 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Fallonstadion - Levering van technisch materieel - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: KLIUM nv - Uitgave: 2.771 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is technisch materieel aan te schaffen ten behoeve van het Fallonstadion, te weten zaag- en boormaterieel alsook een kleine compressor;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 14/12/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het noodzakelijk is technisch materieel aan te schaffen ten behoeve van het Fallonstadion;

Overwegende dat er drie op dit gebied gespecialiseerde leveranciers zijn geraadpleegd, namelijk:

- CIPAC sa, E. Mommaertsiaan 11 te 1140 Evere: 3.062,76 EUR btw incl.,
- KLIUM nv, Ekkelgaarden 26 te 3500 Hasselt: 2.771,00 EUR btw incl.,
- LECOT sa, Brits Tweedelegerlaan 67 te 1190 Vorst: 3.404,13 EUR btw incl.;

Overwegende dat de offerte van de firma KLIUM nv de goedkoopste is voor perfect vergelijkbaar materieel;

Overwegende dat het aangewezen is om de offerte van deze firma te verkiezen;

Overwegende dat de kredieten voor de aankoop van dit type materieel beschikbaar zijn in artikel 76410/744-98 van de buitengewone begroting van het begrotingsjaar 2023;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17/06/2016 betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid op artikel 92 § 1;

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende het plaatsen van overheidsopdrachten in de traditionele sectoren en de latere wijzigingen ervan, met name artikel 124 (de goed te keuren uitgaven bereiken de drempel van 30.000 EUR btw excl. niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot vaststelling van de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten en de latere wijzigingen ervan;

BESLIST:

- technisch materieel aan te kopen bij de firma KLIUM nv, Ekkelgaarden 26 te 3500 Hasselt, tegen een kostprijs van 2.771 EUR btw incl. volgens haar prijsofferte, met toepassing van artikel 92 § 1 van de wet van 17/06/2016 en artikel 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017 inzake overheidsopdrachten;
- de uitgave van 2.771 EUR btw incl. te boeken en 3.000 EUR btw incl. aan te wenden op artikel 76410/744-98/15216 van de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2023;
- deze uitgaven te dekken door een onttrekking aan het buitengewoon reservefonds.

Deze beslissing zal ter inlichting aan de gemeenteraad worden toegezonden tijdens de volgende vergadering."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

22.01.2024/A/0039 **Clubs sportifs - Subsidies 2023 - Comptes, bilan et rapport d'activités - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'il s'indique, en application des dispositions légales précitées, que les clubs sportifs produisent les documents repris à l'article 5 ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2022 et le rapport d'activité de gestion et de situation financière pour l'exercice 2021-2022 des clubs sportifs suivants : Arts Martiaux Royal Judo Poseidon, Bruxelles-Est Volley, Ecole d'Escalade de la Woluwe, Europa Gym, Evolution verticale, Racing White Woluwe, Royal Linthout B.C., Royal White Star A.C., Sporta Brussels Woluwe, TC Mounier, Tremp 4 You, United Basket Woluwe, Woluwe Football Academy, Wolu Tennis Academy Club ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'il s'indique , en application des dispositions légales précitées, que ces clubs sportifs produisent les documents repris à l'article 5 ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2022 et le rapport d'activité de gestion et de situation financière pour l'exercice 2021-2022 des clubs sportifs précités ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale :

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2022, des comptes 2021-2022 et du rapport d'activité de gestion financière des clubs suivants : Arts Martiaux Royal Judo Poseidon, Bruxelles-Est Volley, Ecole d'Escalade de la Woluwe, Europa Gym, Evolution verticale, Racing White Woluwe, Royal Linthout B.C., Royal White Star A.C., Sporta Brussels Woluwe, TC Mounier, Tremp 4 You, United Basket Woluwe, Woluwe Football Academy, Wolu Tennis Academy Club ;
- de confirmer l'octroi des subventions inscrites au budget 2023 à l'article 76401/332-02, en faveur des clubs sportifs suivants :

Arts Martiaux Royal Judo Poseidon	2.107,29 EUR
Bruxelles-Est Volley	1.439,07 EUR
Ecole d'Escalade de la Woluwe	1.720,55 EUR
Europa gym	2.627,58 EUR
Evolution verticale	1.775,70 EUR
Racing White Woluwe	3.519,27 EUR
Royal Linthout B.C.	1.564,94 EUR
Royal White Star A.C.	2.373,67 EUR
TC Mounier	2.806,21 EUR
Sporta Brussels Volley	1.378,17 EUR
Tremp 4 you	1.917,40 EUR
United Basket Woluwe	2.190,73 EUR
Woluwe Football Academy	1.326,14 EUR
Wolu Tennis Academy Club	2.874,54 EUR

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Sportclubs - Subsidie 2023 - Rekeningen, balans en activiteitenverslag - Informatie.

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0040 **Clubs sportifs - Subsidies de fonctionnement - Exercice 2023 - Dépense : 38.300 EUR - Information.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 07/09/2020 adoptant le nouveau règlement en matière de reconnaissance et d'octroi de subsides pour les clubs sportifs ;

Considérant qu'un crédit de 40.000 EUR est prévu à l'article 76401/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2023 au titre de subsides pour la promotion sociale du sport ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 14/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu la délibération du Conseil communal du 07/09/2020 adoptant le nouveau règlement en matière de reconnaissance et d'octroi de subsides pour les clubs sportifs ;

Considérant qu'un crédit de 40.000 EUR est prévu à l'article 76401/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2023 au titre de subsides pour la promotion sociale du sport ;

Considérant que 4 subsides exceptionnels ont déjà été liquidés pour un montant global de 1.700 EUR, à savoir :

- 500 EUR au Royal White Star Athlétic Club, le 09/03/2023,
- 500 EUR au Racing White Woluwe, le 25/05/2023,
- 500 EUR au Royal Linthout BC, le 29/06/2023 et
- 200 EUR a/s Laura GIELIS, le 06/07/2023 ;

Considérant que cette information sera communiquée au Conseil communal en même temps que la présente délibération octroyant le solde du subside ;

Considérant, par conséquent, qu'il reste un solde de 38.300 EUR à répartir entre les différents clubs demandeurs ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE d'octroyer, comme suit, le solde du subside pour l'année 2023 aux clubs sportifs repris ci-dessous :

Arts martiaux Poseidon	2.107,29 EUR
Brussels Lacrosse	193,00 EUR
Bruxelles Est Volley Club	1.439,07 EUR
CEPC	222,98 EUR
Chief Woluwe	853,56 EUR
Cyclo Woluwe Saint-Lambert	647,36 EUR
Ecole d'escalade de la Woluwe	1.720,55 EUR
Europa gym	2.627,58 EUR
Europa Kuristo	431,58 EUR
Evolution verticale	1.775,70 EUR
FC Rapid Tamtam	297,31 EUR
Femina White Star	1.168,61 EUR
Gojo Ryu Karaté Do	362,04 EUR
Inaction Woluwe	112,69 EUR
Kibubu Rugby Club	1.088,05 EUR
Les Patrons	187,02 EUR
Qwan Ki DO - Ecole du Dragon Rouge	901,51 EUR
Racing White Woluwe	3.519,27 EUR
Rem Aiki Dojo	981,84 EUR
Royal Linthout B.C.	1.564,94 EUR
Royal White Star A.C.	2.373,67 EUR
Royal Wolu Plongée Club	477,13 EUR
Royal Wolu Tennis Club	544,27 EUR
Souris Danse	209,79 EUR
Sporta Brussels Volley	1.378,17 EUR
T.C. Mounier	2.806,21 EUR
Tremp 4 you	1.917,40 EUR
United Basket Woluwe	2.190,73 EUR
Wolu Tennis Académie Club	2.874,54 EUR
Woluwé Football Academy	1.326,14 EUR

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Sportclubs - Werkingssubsidies - Dienstjaar 2023 - Uitgave: 38.300 EUR - Informatie.

De Raad neemt kennis.

RECETTE - GEMEENTEKAS

Tutelle sur le CPAS - Voogdij over het OCMW

22.01.2024/A/0041 **Wolu-Facilities - Budget 2024 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 88, 111 et 118 à 135 de la loi du 08/07/1976 organique des centres publics d'action sociale, telle que modifiée ;

Vu le budget pour l'exercice 2024 de Wolu-Facilities, association régie par le chapitre XII de la loi du 08/07/1976, arrêté le 26/10/2023 par son Assemblée générale ;

Considérant que ce budget est présenté en équilibre global tous services confondus, sans intervention de la commune ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/01/2024 ;

DECIDE d'approuver le budget pour l'exercice 2024 de Wolu-Facilities, association régie par le chapitre XII de la loi du 08/07/1976, qui s'établit comme suit :

Budget d'exploitation :	6.825.155 EUR en recettes
	6.749.455 EUR en dépenses
Budget d'investissements :	100.425 EUR en recettes
	176.125 EUR en dépenses

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses ordonnances, arrêtés et circulaires modifiantes et complémentaires.

29 votants : 29 votes positifs.

Wolu-Facilities - Begroting 2024 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 88, 111 en 118 tot 135 van de organieke wet van 08/07/1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2024 van Wolu-Facilities, vereniging onderworpen aan hoofdstuk XII van de wet van 08/07/1976, vastgesteld door haar Algemene vergadering op 26/10/2023;

Overwegende dat deze begroting in globaal evenwicht wordt voorgesteld al de diensten samen, zonder tegemoetkoming van de gemeente;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/01/2024;

BESLIST de begroting voor het dienstjaar 2024 van Wolu-Facilities, vereniging onderworpen aan hoofdstuk XII van de wet van 08/07/1976, goed te keuren, die als volgt sluit:

Exploitantiebegroting:	6.825.155 EUR in ontvangsten
	6.749.455 EUR in uitgaven
Investeringsbegroting:	100.425 EUR in ontvangsten
	176.125 EUR in uitgaven

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Recette - Gemeentekas

22.01.2024/A/0042 **Caisse communale - Procès-verbal de vérification du 4e trimestre 2023 - Prise de connaissance.**

LE CONSEIL,

Vu le procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal du 4^e trimestre 2023 établi le 27/12/2023 par le receveur communal ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 11/01/2024 ;

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal pour le 4^e trimestre 2023.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentekas - Proces-verbaal van verificatie van het 4e trimester 2023 - Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger van het 4e trimester 2023 opgesteld op 27/12/2023 door de ontvanger;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 11/01/2024;

NEEMT KENNIS van het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger voor het 4e trimester 2023.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

INFORMATIQUE - INFORMATICA

Informatique - Informatica

22.01.2024/A/0043 **Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 - Acquisition de 2 switches reconditionnés - Centrale d'achat de Paradigm - Désignation du fournisseur : UPFRONT - Dépense : 3.710,66 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de faire l'acquisition de 2 switches reconditionnés pour l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 afin de réactualiser son réseau dont le matériel à vieilli ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 21/12/2023 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de faire l'acquisition de 2 switches reconditionnés pour l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 afin de réactualiser son réseau dont le matériel à vieilli ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'article 2-6° de la loi du 17/06/2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47 § 2 de la loi du 17/06/2016 prévoit qu'un pouvoir

adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation d'un marché public ;

Considérant que depuis le 03/07/2015, Paradigm (ex-CIRB) attribue ses marchés en centrale d'achat ;

Considérant que Paradigm permet aux pouvoirs locaux d'adhérer à cette centrale d'achat par le biais d'un eCatalogue, notamment pour la fourniture de matériel électronique ;

Vu la décision du Conseil communal du 20/12/2021 approuvant l'adhésion à la centrale d'achat du CIRB ;

Vu la décision du CIRB du 22/11/2020 attribuant à la firme UPFRONT SPRL, rue de la Technique 15 à 1400 Nivelles, le marché pour la fourniture de switches (lot 5) ;

Vu l'analyse des besoins réalisée par le responsable du service Nouvelles technologies ;

Considérant que le matériel proposé dans le catalogue de Paradigm répond parfaitement aux besoins de l'administration ;

Considérant que l'estimation de la dépense est de 3.710,66 EUR TVAC, à inscrire à l'article 74160/742-53 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat de 2 switches reconditionnés pour l'Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 via la centrale d'achat de Paradigm (ex-CIRB), auprès de l'adjudicataire UPFRONT SPRL, rue de la Technique 15 à 1400 Nivelles, désigné par le CIRB le 22/11/2020 ;
- d'approuver la dépense de 3.710,66 EUR TVAC, inscrite à l'article 74160/742-53/16284 du budget extraordinaire de l'exercice 2023.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" - Aankoop van 2 refurbished switches - Aankoopcentrale Paradigm - Aanduiding van de leverancier: UPFRONT - Uitgave: 3.710,66 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

22.01.2024/A/0044 **Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 - Acquisition de 6 antennes Ubiquiti - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : EET BELGIUM - Dépense : 1.336,67 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

"Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" - Aankoop van 6 Ubiquiti antennes - Opdracht van beperke waarde - Aanduiding van de leverancier: EET BELGIUM - Uitgave: 1.336,67 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig is om 6 Ubiquiti antennes voor de "Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" aan te schaffen om defecte antennes en antennes die door hun leeftijd niet meer aan de prestatie- en veiligheidsnormen voldoen, te vervangen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 21/12/2023;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig is om 6 Ubiquiti antennes voor de "Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" aan te schaffen om defecte antennes en antennes die door hun leeftijd niet meer aan de prestatie- en veiligheidsnormen voldoen, te vervangen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Overwegende dat 4 firma's zijn geraadpleegd:

- EET BELGIUM, Koeweidestraat 46 te 1785 Merchtem: totale prijs = 1.336,67 EUR incl. btw,
- COOLBLUE, Boomsesteenweg 670 te 2610 Antwerpen: heeft niet voldoende voorraad om aan onze vraag te voldoen,
- DECTDIRECT.NL, GLOBAL WIRE bv, Nijverheidsweg 5H te 2821AT Stolwijk (Nederland): totale prijs = 1.354,60 EUR incl. btw,
- LDLC, rue des Erables 2 te 69760 Limonest (Frankrijk): totale prijs = 1.790,38 EUR incl. btw;

Overwegende dat de firma EET BELGIUM, Koeweidestraat 46 te 1785 Merchtem, de economisch meest voordelige offerte ingediend heeft;

Overwegende dat de door de firma EET BELGIUM voorgestelde prijs 1.336,67 EUR incl. btw bedraagt;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat voorgesteld wordt een bedrag van 1.336,67 EUR incl. btw vast te leggen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 74160/742-53 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de opdracht van beperkte waarde voor de aankoop van 6 Ubiquiti antennes bij de firma EET BELGIUM, Koeweidestraat 46 te 1785 Merchtem, goed te keuren, voor een bedrag van 1.336,67 EUR incl. btw, in toepassing van artikelen 92 van de wet van 17/06/2016 en 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017, van het koninklijk besluit van 14/01/2013 en van artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
- de totale uitgave van 1.336,67 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 74160/742-53/16285 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

Georges De Smul entre en séance / treedt in zitting.

Sonia Begyn entre en séance / treedt in zitting.

Charles Six entre en séance / treedt in zitting.

Michaël Loriaux entre en séance / treedt in zitting.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, PLANIFICATION ET PERSPECTIVES - DUURZAME ONTWIKKELING, PLANNING EN VOORUITZICHTEN

Développement durable et environnement - Duurzame ontwikkeling en leefmilieu

22.01.2024/A/0045 **Plan Climat de la commune de Woluwe-Saint-Lambert - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la déclaration de politique générale 2018-2024 dans laquelle le Collège des bourgmestre et échevins s'engage à contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique et ses effets, et plus particulièrement à élaborer un bilan carbone, à réduire la consommation énergétique des bâtiments communaux, à mettre en place un programme de « sobriété numérique », à déminéraliser l'espace public et les cours de récréation et à créer des potagers ou des vergers didactiques dans les écoles ;

Vu la motion adoptée le 18/02/2019 par le Conseil communal de Woluwe-Saint-Lambert, demandant aux différents niveaux de pouvoir au sein de l'Etat belge de lutter

contre le réchauffement climatique, rappelant les risques irréversibles qu'encourt notre planète à défaut d'actions rapides et demandant notamment d'encourager les initiatives pédagogiques concernant la lutte contre le réchauffement climatique ;

Vu la motion adoptée le 18/11/2019 par le Conseil communal de Woluwe-Saint-Lambert, visant à confirmer l'état d'urgence climatique à Woluwe-Saint-Lambert et en Région bruxelloise et se fixant comme objectif, entre autres, l'atteinte de la neutralité carbone d'ici à 2050 et de diminuer d'ici à 2030 de 40 % la production de gaz à effet de serre de la commune par rapport à 2005 ;

Vu l'adoption par le Gouvernement régional bruxellois, le 27/04/2023, du Plan Air-Climat-Energie dans lequel les objectifs fixés pour la Région bruxelloise sont revus à la hausse afin de réduire de 47 % par rapport à 2005 les émissions de CO₂ ;

Considérant le rôle essentiel que les collectivités locales ont à jouer dans la lutte contre le dérèglement climatique étant donné l'impact concret et immédiat de leurs politiques sur les territoires qu'elles gèrent ;

Considérant que Woluwe-Saint-Lambert fait partie des communes pionnières en ce qui concerne les investissements visant à effectuer des économies d'énergie dans les bâtiments communaux suite à son adhésion, dès 2008, au Plan Local d'Action pour la Gestion Energétique (PLAGE), alors que celui-ci n'est devenu obligatoire pour les communes bruxelloises qu'en 2019 et qu'à ce titre, elle a été distinguée par Bruxelles Environnement ;

Considérant les mesures prises en faveur du développement durable par le Collège des bourgmestre et échevins suite à l'adoption le 12/07/2012 du Plan d'actions Agenda 21 local ;

Considérant l'adoption, le 07/08/2020, par le Collège des bourgmestre et échevins, après concertation avec les habitants, d'une charte du développement durable fixant les 24 priorités environnementales de la commune et dont les trois axes principaux sont la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'atmosphère, la préservation de la biodiversité et des ressources naturelles, et une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables ;

Considérant les actions mises en œuvre par la commune de Woluwe-Saint-Lambert pour encourager les initiatives pédagogiques concernant la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique dans les établissements scolaires communaux, comme en témoigne par exemple le label « Eco-Schools » (écoles durables) décerné par Bruxelles Environnement à toutes les écoles communales francophones en septembre 2023 ;

Considérant, en conséquence, le lancement du processus d'élaboration du Plan d'Action Climat communal en 2022 pour Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant que Woluwe-Saint-Lambert s'est inscrite dans la démarche régionale de soutien aux communes pour l'élaboration du Plan d'Action Climat ;

Considérant la quantification par des bureaux d'étude spécialisés (cf. annexes 6 et 7) :

- des émissions carbone du territoire communal, hors scope 3, pour les années 2005 (247 kt CO₂eq) et 2018 (177 kt CO₂eq, soit une diminution de 28 % par rapport à 2005) ainsi que les scénarios de réduction des émissions pour atteindre la neutralité carbone ;
- des émissions carbone directes de l'administration communale, hors scope 3, pour les années 2005 (3,3 kt CO₂eq) et 2018 (1,8 kt CO₂eq, soit une diminution

de 43 % par rapport à 2005) ;

- des émissions carbone directes et indirectes de l'administration communale, scope 3 inclus, pour l'année 2021 (9,6 kt CO₂eq) et les scénarios de réduction des émissions pour atteindre la neutralité carbone ;

Considérant que la commune a fait un effort supplémentaire en intégrant le scope 3 dans son bilan d'émissions carbone, alors que ce n'est pas une exigence de la Région ;

Considérant la démarche participative Climathon, menée en mars 2023 en collaboration avec l'UCL et les hautes écoles situées sur le campus Alma (ECAM, De Vinci, EPHEC) et un bureau d'étude spécialisé en écologie urbaine, visant à associer les étudiants de l'université et de ces hautes écoles pour identifier des mesures d'adaptation sur le territoire du campus et de la commune ;

Considérant la fin de l'étape d'élaboration en concertation avec tous les services communaux, la priorisation des propositions d'actions et l'élaboration de l'outil de suivi du Plan Climat ;

Considérant que le Plan d'Action Climat de la commune de Woluwe-Saint-Lambert en résultant est structuré en 5 annexes ci-jointes et comprend au final 3 volets (« Atténuation - Administration », « Atténuation - Territoire » et « Adaptation »), 12 secteurs, 37 objectifs stratégiques, 107 objectifs opérationnels et 348 actions à mettre en œuvre pour viser les objectifs climatiques communaux ;

Considérant que le Plan d'Action Climat n'est pas un processus figé, étant donné qu'il fera l'objet d'évaluations, qu'il évoluera dans le temps et sera complété par des actions additionnelles tout au long de sa durée de vie ;

Considérant que ce document rassemble les prochains jalons de la trajectoire à suivre pour atteindre la neutralité carbone en 2050 ;

DECIDE :

1. De s'engager à de nouveaux objectifs ambitieux :
 - réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 47 % d'ici à 2030 par rapport à l'année de référence 2005 (atténuation du changement climatique) et atteindre la neutralité carbone en 2050, tant au niveau de l'administration qu'au niveau du territoire ;
 - renforcer la résilience de son territoire face aux effets du changement climatique afin d'améliorer la qualité de vie de ses citoyens (adaptation au changement climatique) ;
2. D'adopter le Plan d'Action Climat de la commune de Woluwe-Saint-Lambert.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Klimaatplan van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de algemene beleidsverklaring 2018-2024 waarin het College van burgemeester en schepenen zich ertoe verbindt bij te dragen tot de strijd tegen de

opwarming van de aarde en de gevolgen ervan, en meer bepaald een koolstofbalans op te stellen, het energieverbruik van de gemeentebouwen te verminderen, een programma van “digitale soberheid” uit te voeren, de openbare ruimte en speelplaatsen te demineraliseren en educatieve moestuinen of boomgaarden in de scholen aan te leggen;

Gelet op de motie die is aangenomen op 18/02/2019 door de Gemeenteraad van Sint-Lambrechts-Woluwe, waarin de verschillende machtsniveaus binnen de Belgische Staat worden opgeroepen om de opwarming van de aarde te bestrijden, waarin wordt herinnerd aan de onomkeerbare risico's voor onze planeet als er niet snel actie wordt ondernomen en waarin met name wordt opgeroepen om pedagogische initiatieven met betrekking tot de strijd tegen de opwarming van de aarde aan te moedigen;

Gelet op de motie die is aangenomen op 18/11/2019 door de Gemeenteraad van Sint-Lambrechts-Woluwe, die de klimaatnoodtoestand in Sint-Lambrechts-Woluwe en het Brussels Gewest wil bevestigen en zich onder meer tot doel stelt om tegen 2050 koolstofneutraliteit te bereiken en de broeikasgasproductie van de gemeente tegen 2030 met 40 % te verminderen ten opzichte van 2005;

Gelet op de goedkeuring door de Brusselse Gewestregering op 27/04/2023 van het Lucht-Klimaat-Energieplan waarin de doelstellingen voor het Brussels Gewest naar boven toe worden bijgesteld om de CO₂-uitstoot met 47 % te verminderen ten opzichte van 2005;

Overwegende de essentiële rol die de lokale overheden moeten spelen in de strijd tegen de klimaatverandering, gelet op de concrete en onmiddellijke impact van hun beleid op de gebieden die ze beheren;

Overwegende dat Sint-Lambrechts-Woluwe één van de gemeenten is die na de toetreding tot het Plan voor Lokale Actie voor het Gebruik van Energie (PLAGE) in 2008 pionier is geworden op het gebied van energiebesparende investeringen in gemeentebouwen, terwijl dit plan pas in 2019 verplicht werd voor de Brusselse gemeenten, en dat ze als zodanig werd onderscheiden door Leefmilieu Brussel;

Overwegende de maatregelen die het College van burgemeester en schepenen heeft genomen ten gunste van duurzame ontwikkeling na de goedkeuring van het Lokale Agenda 21-actieplan op 12/07/2012;

Overwegende de goedkeuring op 07/08/2020 door het College van burgemeester en schepenen, na raadpleging van de inwoners, van een handvest voor duurzame ontwikkeling waarin de 24 milieuprioriteiten van de gemeente zijn vastgelegd, met als drie hoofdlijnen de strijd tegen de klimaatverandering en de bescherming van de atmosfeer, het behoud van de biodiversiteit en de natuurlijke hulpbronnen, en een ontwikkelingsdynamiek die gebaseerd is op verantwoorde productie- en consumptiepatronen;

Overwegende de acties die de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe heeft ondernomen om pedagogische initiatieven inzake milieubescherming en de strijd tegen de opwarming van de aarde in de gemeentescholen aan te moedigen, zoals blijkt uit het label “Eco-Schools” (duurzame scholen) dat in september 2023 door Leefmilieu Brussel aan alle Franstalige gemeentescholen werd toegekend;

Overwegende dat in 2022 bijgevolg de uitwerking van een gemeentelijk Klimaatactieplan voor Sint-Lambrechts-Woluwe werd gelanceerd;

Overwegende dat Sint-Lambrechts-Woluwe zich heeft aangesloten bij het gewestelijk

initiatief om gemeenten te ondersteunen bij het opstellen van hun Klimaatactieplan;

Overwegende de kwantificering door gespecialiseerde studie bureaus (cf. bijlagen 6 en 7) van:

- de koolstofemissies op het grondgebied van de gemeente, zonder scope 3, voor de jaren 2005 (247 kt CO₂eq) en 2018 (177 kt CO₂eq, d.w.z. een vermindering van 28 % in vergelijking met 2005) en de emissiereductiescenario's om koolstofneutraliteit te bereiken;
- de directe koolstofemissies van het gemeentebestuur, zonder scope 3, voor de jaren 2005 (3,3 kt CO₂eq) en 2018 (1,8 kt CO₂eq, d.w.z. een vermindering van 43 % in vergelijking met 2005);
- de directe en indirecte koolstofemissies van het gemeentebestuur, scope 3 inbegrepen, voor het jaar 2021 (9,6 kt CO₂eq) en de emissiereductiescenario's om koolstofneutraliteit te bereiken;

Overwegende dat de gemeente een extra inspanning geleverd heeft door de scope 3 emissies op te nemen in haar koolstofemissiebalans, ook al is dit geen vereiste van het Gewest;

Overwegende het participatieve initiatief Climathon, dat werd uitgevoerd in maart 2023 in samenwerking met de UCLouvain en de hogescholen gelegen op campus Alma (ECAM, De Vinci, EPHEC) en een studie bureau gespecialiseerd in stedelijke ecologie en dat studenten van deze universiteit en hogescholen wil betrekken bij de identificatie van adaptatiemaatregelen op het grondgebied van de campus en de gemeente;

Overwegende het einde van de ontwerpfase in overleg met alle gemeentediensten, de prioritering van de voorgestelde acties en de ontwikkeling van het monitoringinstrument voor het Klimaatactieplan;

Overwegende dat het resulterende Klimaatactieplan van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe gestructureerd is in de 5 bijlagen die hierbij zijn gevoegd en uiteindelijk 3 luiken ("Mitigatie - Gemeentebestuur", "Mitigatie - Grondgebied" en "Adaptatie"), 12 sectoren, 37 strategische doelstellingen, 107 operationele doelstellingen en 348 acties omvat die moeten worden uitgevoerd om de gemeentelijke klimaatdoelstellingen te bereiken;

Overwegende dat het Klimaatactieplan geen statisch proces is, aangezien het zal worden geëvalueerd, in de loop van de tijd zal evolueren en zal worden aangevuld met extra acties tijdens de looptijd ervan;

Overwegende dat dit document daarom de volgende mijlpalen bevat op het traject dat nodig is om in 2050 koolstofneutraliteit te bereiken;

BESLIST:

1. Zich te verbinden tot ambitieuze nieuwe doelstellingen:
 - zijn broeikasgasemissies tegen 2030 met 47 % te verminderen ten opzichte van het referentiejaar 2005 (mitigatie van de klimaatverandering) en in 2050 koolstofneutraliteit te bereiken, zowel op het niveau van het gemeentebestuur als op het niveau van het grondgebied;
 - zijn grondgebied beter bestand te maken tegen de gevolgen van de klimaatverandering om de levenskwaliteit van zijn burgers te verbeteren (adaptatie aan de klimaatverandering);

2. Het Klimaatactieplan van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe aan te nemen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

22.01.2024/A/0046 **Subside du Gouvernement de la Région bruxelloise pour le renforcement et la mise en œuvre du Plan Climat de la commune de Woluwe-Saint-Lambert - Convention avec Bruxelles Environnement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'accord du 07/12/2023 du Gouvernement de la Région bruxelloise octroyant à la commune de Woluwe-Saint-Lambert une subvention de 130.000 EUR pour le renforcement et la mise en œuvre du Plan Climat de la commune de Woluwe-Saint-Lambert ;

Considérant qu'il s'indique de conclure une convention entre la commune et Bruxelles Environnement ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 28/12/2023 ;

DECIDE d'approuver la convention entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et Bruxelles Environnement reprise en annexe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

33 votants : 33 votes positifs.

Subsidie van de Brusselse Regering voor de versterking en de uitvoering van het Klimaatplan van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe - Overeenkomst met Leefmilieu Brussel - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het akkoord van 07/12/2023 van de Brusselse Regering tot toekenning van een subsidie van 130.000 EUR aan de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe voor de versterking en de uitvoering van het Klimaatplan van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe;

Overwegende dat er een overeenkomst moet worden gesloten tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 28/12/2023;

BESLIST de bijgevoegde overeenkomst tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en Leefmilieu Brussel goed te keuren

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Philippe Jaquemyns quitte la séance / verlaat de zitting.

Amélie Pans quitte la séance / verlaat de zitting.

Kurt Deswert quitte la séance / verlaat de zitting.

SECRETARIAT - SECRETARIAAT

Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)

22.01.2024/A/0047 « **La paix, ça s'apprend !** » (Mme GOOSSENS)

Mme GOOSSENS interpelle le Collège comme suit sur le thème « La paix, ça s'apprend ! » :

« Personne, je pense, ne reste indifférent face à la situation dramatique des dernières semaines au Proche-Orient. Les enfants aussi en entendent parler, en discutent parfois en famille et se posent beaucoup de questions. Mais qu'en est-il dans nos écoles communales ? Ce genre de sujet n'est pas facile à aborder pour les enseignants, mais il me paraît essentiel de pouvoir essayer de répondre aux questions, aux craintes des enfants et de pouvoir réagir si ce sujet s'invite dans les cours de récréation. Amnesty International a publié un document destiné aux écoles secondaires pour aider les enseignants à évoquer le conflit israélo-palestinien en classe, dans le cadre d'un cours d'histoire ou de citoyenneté, par exemple. Il peut être adapté pour les plus grandes classes des écoles primaires. J'ai intitulé cette interpellation « La paix, ça s'apprend ! » en référence à ce livre coécrit par Thomas d'ANSEMBOURG et David VAN REYBROUCK peu après les attentats de Bruxelles en 2016. Il se base sur les techniques de la communication non violente et donne des pistes concrètes pour entraîner les enfants à vivre en paix, à s'exprimer, à s'écouter, à développer de l'empathie, de la bienveillance, à régler leurs disputes avec des mots... Comme l'a dit Nelson MANDELA, « *L'éducation est l'arme la plus puissante que l'on puisse utiliser pour changer le monde.* » Je suis persuadée que beaucoup d'enseignants sont conscients de l'importance d'organiser des conseils de classe ou d'autres cercles de parole. Mais je me demande si ces pratiques sont encouragées dans toutes nos écoles communales francophones et néerlandophones.

Voici mes questions pour le Collège :

- Est-ce que des sujets d'actualité sont abordés régulièrement dans les classes primaires de nos écoles communales ? Si oui, à partir de quelle année ?
- Est-ce que des conseils de classe ou d'autres cercles de parole sont organisés régulièrement dans nos écoles maternelles et primaires ? Si oui, à partir de quelle année ?
- Est-ce que certains enseignants ont eu l'occasion de se former aux techniques de la communication non violente ? »

M. MAINGAIN donne la réponse suivante :

« L'actualité que nous connaissons interpelle certainement les enfants de nos écoles. C'est en effet ce que nous relaient nos équipes pédagogiques. Mais faut-il attendre que l'actualité soit si dure pour éveiller leur esprit critique ? Certainement pas ! Il faut aménager du temps de parole mais il faut aussi leur dire que cela ne doit pas porter atteinte à leurs apprentissages de base. Les valeurs travaillées dans l'ensemble de nos écoles sont :

- la tolérance envers les autres,
- le développement global de la personnalité,
- la cohérence et la continuité des apprentissages.

Est-ce que des sujets d'actualité sont abordés régulièrement dans les classes primaires de nos écoles communales ? Oui. Chaque année, plusieurs de nos écoles participent à l'opération « Ouvrir mon quotidien ». La presse écrite est un auxiliaire d'apprentissage privilégié pour des compétences comme la lecture, l'écriture, la recherche de documentation, le débat d'idées, l'argumentation, la citoyenneté, etc. L'association LAPRESSE.be permet aux classes de 6^e primaire et désormais aux écoles secondaires inscrites de recevoir gratuitement une série de journaux de la presse belge francophone grâce à cette opération. Des formations continues à l'usage de la presse écrite en classe, ainsi que des outils pédagogiques en ligne sont également disponibles. Dans plusieurs de nos écoles, des classes sont abonnées au Journal des Enfants pour traiter l'actualité d'une manière plus adaptée à leur âge. Le JDE aide les enfants de 9 à 13 ans à comprendre l'actualité. Dans le cadre du cours de citoyenneté, tout au long du tronc commun, l'actualité est abordée pour travailler les rubriques qui structurent les savoir-faire de la partie consacrée à la citoyenneté : construire une pensée autonome et critique ; se connaître soi-même et s'ouvrir à l'autre ; construire la citoyenneté dans l'égalité en dignité et en droit et s'engager dans la vie sociale et l'espace démocratique. L'actualité est aussi abordée dans les classes par le biais d'une sensibilisation au bon usage du numérique et des outils informatiques avec une utilisation réfléchie des écrans et les dangers d'Internet, vaste sujet s'il en est : partage de données, utilisation des réseaux sociaux, consultation des sites populaires, vérification des informations, hygiène numérique, etc.

Si oui, à partir de quelle année ? Le tronc commun insiste sur l'importance de la formation en sciences humaines dès le plus jeune âge. Les sujets d'actualité sont donc abordés dès la 1^{re} maternelle, mais en tenant compte des attendus et des capacités correspondant à l'âge de l'enfant. Les visées d'apprentissage liées à la citoyenneté sont à installer de manière transversale. Elles se déclinent donc via différents types d'accompagnement pédagogique. Ces visées sont assez novatrices et constituent un pan important des apprentissages du tronc commun. Elles contribuent à la construction progressive d'un citoyen lucide, acteur et autonome.

Est-ce que des conseils de classe ou d'autres cercles de parole sont organisés régulièrement dans nos écoles maternelles et primaires ? Oui. Des conseils et des cercles de paroles sont organisés régulièrement dans toutes nos écoles. Ils sont organisés par les titulaires des classes, les professeurs de citoyenneté, les professeurs des cours philosophiques et les directions, suivant l'organisation de nos écoles. Une méthodologie est appliquée. Plus spécifiquement, dans le cadre de la filière Freinet mise en place à l'école Georges Désir, les classes s'organisent de façon coopérative. Les entretiens du matin et les nombreux temps d'échange collectifs permettent l'élaboration des règles de vie commune, la régulation des conflits, la mise en place de projets, le partage autour des travaux réalisés. Ces activités de communication développent l'écoute, les compétences orales et la construction de l'esprit critique. Une boîte à idées est souvent déposée dans la classe pour favoriser le dialogue, méthode qui va s'étendre dans plusieurs écoles.

Si oui, à partir de quelle année ? Comme pour les sujets d'actualité, ils sont aussi mis en place dès la 1^{re} maternelle en tenant compte des attendus correspondant à l'âge de l'enfant.

Est-ce que certains enseignants ont eu l'occasion de se former aux techniques de la communication non violente ? Oui. Les enseignants ont accès à 10 demi-jours par année scolaire au niveau réseau ou interréseaux sur la base d'une charge à temps plein pour leurs besoins personnalisés. Ces demi-jours peuvent être capitalisés sur 6 années scolaires consécutives. Plusieurs enseignants ont déjà suivi des formations en lien avec les techniques de communication non violente sur une base volontaire. En plus de ces formations subventionnées par la Communauté française et la Communauté flamande, la commune met à disposition deux collaboratrices de la cellule d'animation pour travailler sur ces techniques dans les classes et former les enseignants et les directions qui le demandent. Une animatrice socio-culturelle propose de l'aide à la gestion de conflits entre élèves (malheureusement, son intervention est de plus en plus demandée), de l'aide à la mise en place de conseils de classe et d'école avec suivi, des ateliers d'improvisation et de jeu théâtral, des ateliers philosophiques, des ateliers d'écriture et des formations diverses pour les adultes en lien avec les ateliers proposés. La conseillère bien-être propose des ateliers « météo intérieure » pour identifier et reconnaître ses émotions, des ateliers « bien-être », des ateliers d'automassages, des ateliers de gestion des comportements, la création de jeux autonomes et d'outils « bien-être », la mise en place d'espaces « bien-être » et « retour au calme » dans les classes, des séances de méditation de pleine conscience pour les adultes et des formations diverses pour les enseignants en lien avec les ateliers proposés. Dans deux écoles, des groupes de parole sont aussi organisés par ces deux conseillères et les psychologues scolaires de la cellule de guidance communale sur le temps de midi. Le but de ces groupes de parole est de susciter la rencontre et l'échange entre des enfants de classes et d'âges différents autour de problématiques communes afin de favoriser l'empathie et le soutien entre enfants d'une même école. Tous les nouveaux enseignants de nos écoles communales francophones profitent d'un accompagnement (Parcours Starter) personnalisé à la cellule de pilotage. Un des moments proposés est « Le conseil de classe, les postures et la voix ». Lors de cette journée de formation, les enseignants apprennent les erreurs à ne pas commettre pour mettre en place un conseil de classe et l'importance de son fonctionnement. Il y a aussi des échanges de situations vécues et des jeux de rôles.

En guise de conclusion : Nos écoles communales accueillent un grand nombre d'élèves de nationalités et d'origines très variées. La mise en œuvre de toutes les activités proposées permet de montrer la richesse des pratiques déjà mises en place depuis plusieurs années dans la domaine de la citoyenneté. Le Collège considère que les équipes des écoles doivent faire preuve d'une vigilance constante pour faire face à la prévention et la prise en charge des discriminations, la lutte contre les violences et toutes les formes de harcèlement. Lors des réunions des directions d'école, nous rappelons cette priorité. Nos écoles enseignent et intègrent la compréhension des droits, des devoirs, des responsabilités de chacun envers l'autre et celles de la société envers les enfants. Tout ce travail permet à l'enfant d'entrer en contact avec les idéaux de respect envers lui-même et envers les autres, envers la société et le monde contemporain. Il offre une structure de valeurs sur laquelle s'appuient les différents acteurs pour prendre des décisions et accompagner le comportement des enfants. Nos écoles sont un lieu d'apprentissage à la démocratie. Elles encouragent et soutiennent un enseignement non redondant, proposant des dispositifs pédagogiques provoquant questionnement, regard critique, exercice du débat, de la contradiction, de la coopération, de la participation individuelle et collective... Une conscience démocratique ne peut s'acquérir que par l'expérience démocratique mise en œuvre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'école. »

"Vrede, dat kan je leren!" (Mw. GOOSSENS)

Mw. GOOSSENS interpelleert het College als volgt uit over het thema "Vrede, dat kan je leren!":

"Ik denk dat niemand onverschillig staat tegenover de dramatische situatie in het Midden-Oosten van de afgelopen weken. Ook kinderen horen erover, bespreken het soms met hun familie en stellen veel vragen. Maar hoe zit het op onze gemeentescholen? Dit soort onderwerpen is niet gemakkelijk voor leerkrachten om aan te pakken, maar ik denk dat het essentieel is om te proberen de vragen en angsten van kinderen te beantwoorden en om te kunnen reageren als het onderwerp op het schoolplein ter sprake komt. Amnesty International heeft een document gepubliceerd voor middelbare scholen om leerkrachten te helpen het Israëliisch-Palestijnse conflict in de klas aan de orde te stellen, bijvoorbeeld als onderdeel van een geschiedenisles of een les burgerschap. Het kan worden aangepast voor grotere klassen in het basisonderwijs. Ik heb deze interpellatie "Vrede, dat kan je leren!" genoemd, als verwijzing naar het boek dat Thomas d'ANSEMBOURG en David VAN REYBROUCK samen schreven kort na de aanslagen in Brussel in 2016. Het is gebaseerd op de technieken van geweldloze communicatie en geeft concrete manieren om kinderen te leren in vrede te leven, zich uit te drukken, naar elkaar te luisteren, empathie en vriendelijkheid te ontwikkelen, hun geschillen met woorden op te lossen. Zoals Nelson MANDELA zei: *"Onderwijs is het krachtigste wapen dat we kunnen gebruiken om de wereld te veranderen"*. Ik ben er zeker van dat veel leerkrachten zich bewust zijn van het belang van het organiseren van klassenraden of andere gesprekskringen. Maar ik vraag me af of deze praktijken aangemoedigd worden in al onze Franstalige en Nederlandstalige gemeentescholen.

Dit zijn mijn vragen aan het College:

- Worden actuele onderwerpen regelmatig besproken in de lagere klassen van onze gemeentescholen? Zo ja, vanaf welk jaar?
- Worden er regelmatig klassenraden of andere discussiegroepen georganiseerd in onze kleuter- en lagere scholen? Zo ja, vanaf welk jaar?
- Zijn er leerkrachten die de gelegenheid hebben gehad om opleiding te volgen in de technieken van geweldloze communicatie?"

Dhr. MAINGAIN geeft het volgende antwoord:

"De huidige gebeurtenissen die we meemaken vormen zeker een uitdaging voor de kinderen in onze scholen. Dat is wat ons onderwijzend personeel ons vertelt. Maar moeten we wachten tot de huidige gebeurtenissen zo hard zijn voordat we hun kritische geesten wakker schudden? Zeker niet! We moeten ze de tijd geven om te praten, maar we moeten ze ook vertellen dat dit geen invloed mag hebben op hun basisonderwijs. De waarden die op al onze scholen worden onderwezen zijn:

- tolerantie voor anderen,
- algemene persoonlijkheidsontwikkeling,
- samenhang en continuïteit in het leren.

Worden actuele onderwerpen regelmatig besproken in de lagere klassen van onze gemeentescholen? Ja. Elk jaar nemen verschillende van onze scholen deel aan de actie "Mijn dagblad openen". De geschreven pers is een uitstekend leermiddel voor vaardigheden als lezen, schrijven, documentonderzoek, debatteren over ideeën, argumenteren en burgerschap. Dankzij de vereniging LAPRESSE.be kunnen klassen van het 6e leerjaar en nu ook van het secundair onderwijs gratis een reeks kranten van de Belgische Franstalige pers ontvangen dankzij deze actie. Er zijn ook permanente

opleidingen voor het gebruik van de geschreven pers in de klas en online leermiddelen beschikbaar. In verschillende van onze scholen hebben klassen zich geabonneerd op het "Journal des Enfants" om actuele zaken op een meer leeftijdsgerichte manier te behandelen. Het JDE helpt kinderen van 9 tot 13 jaar om de actualiteit te begrijpen. Als onderdeel van de burgerschapscursus wordt de actualiteit in de hele gemeenschappelijke kern behandeld om te werken aan de rubrieken die de vaardigheden structureren in het deel dat gewijd is aan burgerschap: zelfstandig en kritisch denken; jezelf kennen en openstellen voor anderen; burgerschap gebaseerd op gelijkheid in waardigheid en rechten en betrokken raken bij het sociale leven en de democratische arena. In de klas wordt ook aandacht besteed aan de actualiteit door kinderen bewust te maken van het juiste gebruik van digitale technologie en IT-hulpmiddelen, met een doordacht gebruik van schermen en de gevaren van het internet, een uitgebreid onderwerp als er ooit een was: het delen van gegevens, het gebruik van sociale netwerken, het raadplegen van populaire sites, het verifiëren van informatie, digitale hygiëne, enz.

Zo ja, vanaf welk jaar? Het kerncurriculum benadrukt het belang van onderwijs in de humane wetenschappen vanaf jonge leeftijd. Actuele onderwerpen worden daarom behandeld vanaf de eerste kleuterklas, maar met inachtneming van de verwachtingen en capaciteiten die passen bij de leeftijd van het kind. De leerdoelen met betrekking tot burgerschap moeten over de hele linie worden geïmplementeerd. Ze kunnen daarom worden geïmplementeerd door middel van verschillende soorten pedagogische ondersteuning. Deze doelen zijn vrij vernieuwend en vormen een belangrijk onderdeel van het kerncurriculum. Ze dragen bij tot de geleidelijke ontwikkeling van een heldere, actieve en autonome burger.

Worden er regelmatig klassenraden of andere discussiegroepen georganiseerd in onze kleuter- en lagere scholen? Ja. Klassenraden en praatgroepen worden regelmatig georganiseerd in al onze scholen. Ze worden georganiseerd door klassenleerkrachten, burgerschapsleerkrachten, filosofie leraren en directies, afhankelijk van hoe onze scholen georganiseerd zijn. Er wordt een methodologie toegepast. In het kader van het Freinet-programma dat op de school "Georges Désir" is opgezet, worden de klassen op een coöperatieve manier georganiseerd. Ochtendvergaderingen en talrijke groepsdiscussies helpen om de regels voor het samenleven vast te leggen, conflicten te regelen, projecten op te zetten en gedane arbeid te delen. Deze communicatieactiviteiten helpen bij het ontwikkelen van luister- en spreekvaardigheid en kritisch denken. Er wordt vaak een ideeënbusje in de klas geplaatst om de dialoog aan te moedigen, een methode die op verschillende scholen zal worden uitgebreid.

Zo ja, vanaf welk jaar? Net als de actualiteitsthema's worden deze ook geïntroduceerd vanaf de eerste kleuterklas, rekening houdend met de verwachtingen die overeenkomen met de leeftijd van het kind.

Zijn er leerkrachten die de gelegenheid hebben gehad om opleiding te volgen in de technieken van geweldloze communicatie? Ja. Leerkrachten hebben toegang tot 10 halve dagen per schooljaar op netwerk- of internetwerkniveau op fulltime basis voor hun individuele behoeften. Deze halve dagen zijn cumuleerbaar over 6 opeenvolgende schooljaren. Verschillende leerkrachten hebben al op vrijwillige basis opleidingen gevolgd in geweldloze communicatietechnieken. Naast deze opleiding, die gesubsidieerd wordt door de Franse en Vlaamse Gemeenschap, stelt de lokale overheid twee medewerkers van de cel animatie ter beschikking om deze technieken in de klas toe te passen en om leerkrachten en directeurs op aanvraag op te leiden. De sociaal-cultureel consulent biedt hulp bij het omgaan met conflicten tussen leerlingen (helaas wordt er steeds meer een beroep gedaan op haar diensten), hulp bij het opzetten van klassen- en schoolraden met follow-up, workshops improvisatie en drama, workshops filosofie, schrijfworkshops en verschillende trainingen voor volwassenen die gekoppeld zijn aan de aangeboden workshops. De welzijnsconsulent biedt workshops "innerlijk weer" aan om emoties te identificeren en te herkennen,

workshops "welzijn", workshops zelfmassage, workshops gedragsmanagement, de creatie van autonome spelletjes en "welzijnstools", het inrichten van ruimtes "welzijn" en "tot rust komen" in klaslokalen, sessies mindfulness-meditatie voor volwassenen en verschillende opleidingen voor leerkrachten gekoppeld aan de aangeboden workshops. In twee scholen worden 's middags ook gespreksgroepen georganiseerd door deze twee consultants en de schoolpsychologen van de gemeentelijke begeleidingscel. Het doel van deze gespreksgroepen is om kinderen van verschillende klassen en leeftijden aan te moedigen elkaar te ontmoeten en te praten over gemeenschappelijke problemen, om zo empathie en steun tussen kinderen van dezelfde school te bevorderen. Alle nieuwe leerkrachten in onze Franstalige gemeentescholen krijgen persoonlijke begeleiding ("Parcours Starter") van de stuurgroep. Een van de aangeboden sessies is "Klassenraad, houdingen en stem". Tijdens deze opleidingsdag leren leerkrachten welke fouten ze niet mogen maken bij het opzetten van een klassenraad en hoe belangrijk de werking ervan is. Er worden ook levensechte situaties uitgewisseld en rollenspellen gespeeld.

Concluderend: Onze gemeentescholen bieden plaats aan een groot aantal leerlingen met zeer uiteenlopende nationaliteiten en achtergronden. De implementatie van alle voorgestelde activiteiten toont de rijkdom aan praktijken die al enkele jaren bestaan op het gebied van burgerschap. Het College is van mening dat schoolteams voortdurend waakzaam moeten zijn bij het voorkomen van en omgaan met discriminatie, geweld en alle vormen van intimidatie. We herhalen deze prioriteit tijdens de vergaderingen van de schooldirecties. Onze scholen onderwijzen en integreren een begrip van de rechten, plichten en verantwoordelijkheden van elk individu ten opzichte van de ander en die van de samenleving ten opzichte van kinderen. Al dit werk stelt kinderen in staat om in contact te komen met de idealen van respect voor zichzelf en voor anderen, voor de samenleving en voor de hedendaagse wereld. Het biedt een structuur van waarden waarop de verschillende spelers hun beslissingen kunnen baseren en het gedrag van de kinderen kunnen sturen. Onze scholen zijn een plaats om over democratie te leren. Ze bevorderen en ondersteunen niet-duplicatief onderwijs, met lesmethoden die vraagstelling, kritisch denken, debat, tegenspraak, samenwerking, individuele en collectieve participatie, enz. stimuleren. Democratisch bewustzijn kan alleen worden verworven door democratische ervaring binnen en buiten de school."

Philippe Jaquemyns entre en séance / treedt in zitting.

Amélie Pans entre en séance / treedt in zitting.

Kurt Deswert entre en séance / treedt in zitting.

22.01.2024/A/0048 **Dans le cadre du Plan grand froid bruxellois, quelles mesures sont prévues à Woluwe-Saint-Lambert. (Mme BORDES)**

Mme BORDES CASTELLS interpelle le Collège comme suit concernant les mesures qui sont prévues à Woluwe-Saint-Lambert dans le cadre du Plan grand froid bruxellois :

« Dans le cadre du Plan grand froid bruxellois, quelles mesures sont prévues à Woluwe-Saint-Lambert ? Le Plan grand froid a été déclenché par la Région avec l'arrivée de la vague de froid actuelle. La possibilité de prolongement est aussi prévue puisque l'hiver ne fait que commencer. La Région a demandé l'aide des communes vu les besoins grandissants et nous savons que la situation est complexe face aux autres problèmes rencontrés par les personnes sans-abri : santé, drogue... Durant la pandémie de Covid, la Région avait sollicité les communes pour identifier des lieux pour héberger les personnes sans-abri. La commune y avait répondu positivement à

l'époque en proposant plusieurs lieux d'hébergement. J'en conclus qu'il serait possible de faire de même aujourd'hui. Il y a des besoins puisqu'on peut rencontrer des personnes sans-abri qui dorment à la station de métro Gribaumont et aux alentours de Meudon. Selon le site communal, un abri encadré par des éducateurs de rue est prévu en journée afin que les sans-abri puissent se réchauffer et prendre des boissons chaudes, mais que font-ils la nuit ? Peuvent-ils trouver un lieu accueillant dans notre commune pour ne pas passer la nuit au froid ? Encore faut-il connaître les consignes données aux éducateurs de rue et à la police lorsqu'ils rencontrent ou sont informés de la présence d'un sans-abri en fin journée.

Je poserai au Collège les questions suivantes :

1. Quelles sont les possibilités qui sont envisagées dans notre commune ?
2. Quelles consignes sont données aux éducateurs de rue pour aider les sans-abri ?
3. La police de la zone Montgomery est-elle au courant de ces solutions ? Quelles sont les consignes données aux patrouilles pour informer et orienter les personnes sans-abri ? »

M. MAINGAIN répond que c'est le service Prévention qui est en première ligne pour accompagner les personnes sans-abri et que c'est un travail qui se fait tout au long de l'année. Il précise que l'on n'a pas un taux de réussite à 100 % mais qu'il y a un travail qui est mené de semaine en semaine, voire de jour en jour. Il décrit de manière plus détaillée le dispositif mis en place :

« Le dispositif mis en place avec les éducateurs de rue ne tente pas d'exercer une aide dite « contrainte » mais vise plutôt à respecter l'autonomie et la volonté de ces personnes, avec des résultats aléatoires, ne nous le cachons pas. Ainsi, toute aide est avant tout le résultat d'un dialogue entre les bénéficiaires et les travailleurs. La première forme d'aide consiste à créer un lien de confiance durable basé sur un dialogue ouvert qui respecte la parole des personnes sans-abri. Le deuxième type d'aide consiste à tracer avec ces personnes un suivi administratif afin de rouvrir l'ensemble des droits nécessaires, notamment l'intervention du CPAS mais aussi d'autres services. Souvent, ces personnes n'ont même plus de pièce d'identité. Actuellement, outre des personnes issues de la communauté rom qui ne sont demandeuses que d'aide matérielle, les éducateurs de rue ont connaissance de 9 personnes sans-abri ou mal logées sur le territoire communal. Elles sont accompagnées par les éducateurs de rue et activement soutenues dans leurs démarches. Afin d'aider au mieux ces personnes en période hivernale, un plan grand froid a été développé en concertation avec les services de la Prévention, du CPAS et le service social communal. Le plan grand froid s'articule en trois axes :

1. Le travail de veille et de contact sur l'espace public via les éducateurs de rue du service de la Prévention :
 - zonages sur le territoire communal (gardiens de la paix et éducateurs de rue) ;
 - passages réguliers aux différents endroits connus pour être des lieux d'occupation et distribution de vêtements et de repas chauds (en collaboration avec l'ASBL Soleil d'Hiver et le CPAS) ;
 - un accompagnement en vue de trouver des solutions d'hébergement temporaire s'il y a une volonté manifestée par les personnes concernées. Je remercie le CPAS qui met des logements de transit à disposition, notamment pour des personnes sans-abri ;
 - communication aux partenaires des lieux de passage pour les maraudes en soirée (nous n'avons pas nous-mêmes de service de maraudes en soirée) ;
 - accompagnement psycho-médico-social grâce à l'Antenne Nicole

- Dereppe à Andromède où nous avons du personnel (notamment des psychologues) ;
2. L'organisation d'un lieu d'hébergement en journée à cette Antenne, coordonné par le service Prévention (éducateurs de rue) ;
 3. Coordination avec le CPAS avec pour objectif de simplifier et d'accélérer les procédures administratives pour les personnes accompagnées par les éducateurs de rue et d'assurer un suivi social pour un relogement pérenne via la cellule logements du CPAS.

La police est-elle au courant ? Oui, bien entendu. Un échange d'informations entre les services de police et le service de la Prévention a bien été effectué. En outre, concernant les structures d'accueil et d'hébergement d'urgence, les services de police sont informés du fait qu'au niveau régional, le Samusocial gère un numéro d'urgence ouvert 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. La police va à la rencontre des personnes et si une situation d'urgence se présente, elle fait appel au service de garde du Samusocial. Il n'est pas simple d'amener ces personnes vers un logement plus pérenne et même parfois vers un logement temporaire car :

1. Elles refusent de se séparer de leurs animaux de compagnie ;
2. Elles craignent la violence dans les centres d'hébergement. »

Il aborde ce qui se passe à l'hôtel Monty, en précisant qu'il s'agit d'une situation différente. Il explique qu'il a été averti samedi soir que cet hôtel accueillait une trentaine de femmes sans-abri avec des enfants dont certains en bas âge et une femme enceinte. Il n'a pas voulu prendre d'arrêté d'expulsion car ce sont des personnes qui souhaitent se protéger et protéger leurs enfants. Il annonce que la commune va les accompagner dans leurs démarches, notamment avec Fedasil et qu'il n'est en aucun cas question de les menacer.

Mme BORDES CASTELLS demande s'il n'y a que des personnes sans-abri qui sont accueillies dans les chauffoirs.

M. MAINGAIN répond que les chauffoirs permettent aussi d'accueillir d'autres personnes (par exemple, des personnes âgées qui souffrent de solitude ou n'ont pas les moyens de chauffer correctement leur logement), notamment au Centre Malou Seniors.

Mme BORDES CASTELLS demande si les personnes qui bénéficient d'un hébergement temporaire ont la possibilité de rester.

M. MAINGAIN répond qu'après un hébergement dans un logement de transit du CPAS, on tente de les loger de manière plus pérenne à l'Habitation Moderne.

Als onderdeel van het Koudeplan van Brussel, welke maatregelen zijn gepland in Sint-Lambrechts-Woluwe. (Mw. BORDES)

Mw. BORDES CASTELLS interpelleert het College als volgt over de geplande maatregelen in Sint-Lambrechts-Woluwe in het kader van het Koudeplan van Brussel: "Welke maatregelen zijn gepland in Sint-Lambrechts-Woluwe in het kader van het Brussels Koudeplan? Het Gewest heeft het Koudeplan in werking gesteld met de komst van de huidige koudegolf. De mogelijkheid van een verlenging is ook voorzien, aangezien de winter nog maar net begonnen is. Het Gewest heeft de gemeentelijke overheden om hulp gevraagd, gezien de groeiende behoeften, en we weten dat de situatie complex is, gezien de andere problemen waarmee daklozen te maken hebben:

gezondheid, drugs, enz. Tijdens de Covid-pandemie heeft het Gewest de gemeentelijke overheden gevraagd om plaatsen aan te wijzen waar daklozen kunnen worden gehuisvest. De gemeente heeft toen positief gereageerd en verschillende opvangplaatsen voorgesteld. Ik concludeer dat het vandaag mogelijk zou zijn om hetzelfde te doen. Er is behoefte aan, want er slapen daklozen in het metrostation Gribaumont en in de omgeving van Meudon. Volgens de website van de gemeente is er overdag een opvangcentrum dat wordt bemand door straathoekwerkers, zodat daklozen zich kunnen opwarmen en warme dranken kunnen krijgen, maar wat doen ze 's nachts? Kunnen ze in onze gemeente een gastvrije plek vinden zodat ze de nacht niet in de kou doorbrengen? We moeten ook weten welke instructies de straathoekwerkers en de politie krijgen wanneer ze een dakloze tegenkomen of op de hoogte worden gebracht van de aanwezigheid van een dakloze aan het einde van de dag.

Ik zou het College de volgende vragen willen stellen:

1. Welke mogelijkheden worden in onze gemeente overwogen?
2. Welke instructies krijgen straathoekwerkers om daklozen te helpen?
3. Is de politie in de zone Montgomery op de hoogte van deze oplossingen? Welke instructies worden aan de patrouilles gegeven om de daklozen te informeren en de weg te wijzen?"

"Dhr. MAINGAIN antwoordt dat het de dienst Preventie is die in de frontlinie staat bij het helpen van daklozen en dat dit werk het hele jaar door wordt uitgevoerd. Hij wijst erop dat we geen 100% succespercentage hebben, maar dat het werk van week tot week en zelfs van dag tot dag wordt uitgevoerd. Hij beschrijft het systeem in meer detail:

"Het systeem dat is opgezet met de straathoekwerkers probeert geen zogenaamde "gedwongen" hulp te bieden, maar is er eerder op gericht om de autonomie en de wil van deze mensen te respecteren, met willekeurige resultaten, laten we eerlijk zijn. Alle hulp is dus eerst en vooral het resultaat van een dialoog tussen de begunstigen en de werkers. De eerste vorm van begeleiding bestaat uit het creëren van een duurzame vertrouwensband op basis van een open dialoog die de stem van de daklozen respecteert. De tweede vorm van bijstand bestaat erin om samen met deze mensen een administratieve opvolging uit te werken om alle nodige rechten te heropenen, in het bijzonder de betrokkenheid van het OCMW maar ook van andere diensten. Vaak hebben deze mensen zelfs geen identiteitsbewijs meer. Momenteel kennen de straathoekwerkers, naast mensen uit de Roma-gemeenschap die enkel op zoek zijn naar materiële hulp, 9 daklozen of mensen die slecht gehuisvest zijn in de gemeente. Zij worden begeleid door de straathoekwerkers en actief ondersteund bij hun inspanningen. Om deze mensen tijdens de wintermaanden zo goed mogelijk bij te staan, werd een koudeplan ontwikkeld in samenwerking met de dienst Preventie, het OCMW en de gemeentelijke sociale diensten. Het koudeplan bestaat uit drie delen:

1. Opvolging en straathoekwerk in de openbare ruimte door straathoekwerkers van de dienst Preventie:
 - zonerings in de gemeente (gemeenschapswachten en straathoekwerkers);
 - regelmatige bezoeken aan verschillende plaatsen die gekend zijn als plaatsen van bezetting en uitdelen van kledij en warme maaltijden (in samenwerking met de vzw "Soleil d'Hiver" en het OCMW);
 - steun bij het vinden van tijdelijke huisvesting als de betrokkenen daartoe bereid zijn. Ik wil het OCMW bedanken voor het ter beschikking stellen van transitaccommodatie, in het bijzonder voor daklozen;
 - de partners informeren over de plaatsen waar avondrondes voor daklozen langskomen (zelf hebben we geen avondrondes);

- psycho-medico-sociale steun verlenen via de Nicole Dereppe-antenne in Andromeda, waar we personeel hebben (waaronder psychologen);
- 2. Organisatie van een dagopvang in deze antenne, gecoördineerd door de dienst Preventie (straathoekwerkers);
- 3. Coördinatie met het OCMW, met als doel het vereenvoudigen en versnellen van de administratieve procedures voor de mensen die ondersteund worden door de straathoekwerkers, en het verzekeren van sociale steun voor permanente herhuisvesting via de huisvestingseenheid van het OCMW.

Is de politie hiervan op de hoogte? Ja, natuurlijk. Er wordt informatie uitgewisseld tussen de politie en de dienst Preventie. Wat de noodopvang en huisvesting betreft, is de politie er bovendien van op de hoogte dat Samusocial op regionaal niveau een noodnummer beheert dat 24 uur per dag en 7 dagen per week bereikbaar is. De politie gaat erop uit om mensen te ontmoeten en als er zich een noodgeval voordoet, schakelen ze de hulpdienst Samusocial in. Het is niet gemakkelijk om deze mensen in meer permanente of zelfs tijdelijke huisvesting te krijgen, omdat:

1. Ze weigeren hun huisdieren af te staan;
2. Ze bang zijn voor geweld in de opvanghuizen."

Hij spreekt over wat er zich voordoet in het hotel Monty en wijst erop dat het om een andere situatie gaat. Hij legt uit dat hij zaterdagavond te horen heeft gekregen dat dit hotel onderdak biedt aan ongeveer dertig dakloze vrouwen met kinderen, van wie sommigen heel jong, en een zwangere vrouw. Hij heeft geen uitzettingsbevel willen uitvaardigen omdat deze mensen zichzelf en hun kinderen willen beschermen. Hij kondigt aan dat de gemeente hen zal steunen in hun inspanningen, met name bij Fedasil, en dat er geen sprake is van hen te bedreigen.

Mw. BORDES CASTELLS vraagt of in de stookruimten alleen daklozen worden opgevangen.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de stookruimten ook worden gebruikt om andere mensen te huisvesten (bijvoorbeeld ouderen die eenzaam zijn of het zich niet kunnen veroorloven hun huis naar behoren te verwarmen), met name in het centrum Malou voor senioren.

Mw. BORDES CASTELLS vraagt of mensen in de tijdelijke huisvesting kunnen blijven.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat ze, nadat ze waren ondergebracht in transitaccommodatie van het OCMW, er een poging wordt ondernomen om hen op een meer permanente basis te huisvesten in de Moderne Woning.

22.01.2024/A/0049 **Utilisation de dispositifs pyrotechniques sur le territoire de Woluwe-Saint-Lambert lors de la Saint-Sylvestre. (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit au sujet de l'utilisation de dispositifs pyrotechniques sur le territoire de Woluwe-Saint-Lambert lors de la Saint-Sylvestre :

« La soirée de nouvel-an est une occasion de rassemblement, de célébration et de joie pour la population. Cette fête est aussi, pour des personnes de plus en plus nombreuses chaque année, l'occasion de transgresser les interdictions et les règles de sécurité en se

mettant en danger mais aussi en mettant en danger les personnes et les biens. Je ne crois pas me tromper si je dis que nous sommes nombreux à avoir été témoins d'incidents. Je pourrais aussi mentionner le stress causé aux animaux domestiques et à la faune sauvage ainsi que les effets de pollution. Selon les quartiers, les troubles ont été graves ou mineurs. Lors de cette soirée, j'ai été personnellement témoin d'une intervention de la police qui a confisqué le seau plein de fusées qu'une personne, accompagnée de mineurs, s'apprêtait à déclencher. Cela se passait avenue Georges Henri. Simultanément à cette intervention, d'autres personnes s'activaient à lancer des fusées depuis le square Verheyleweghen à une dizaine de mètres des policiers. Pourtant, elles n'ont pas été inquiétées. Une fois les véhicules d'intervention repartis, la personne en question est ressortie de son domicile avec un lot de pétards qu'elle s'est mise à lancer au milieu des véhicules ! D'autres véhicules de police sont passés mais sans plus intervenir. Visiblement, les patrouilles d'intervention étaient débordées ! Sur le territoire bruxellois, la presse a dressé un bilan sévère avec 206 arrestations (contre 160 il y a 1 an), 6 blessés dont un adolescent souffrant d'une lésion oculaire, 1 enfant de sept ans blessé à la main, 2 personnes blessées au visage, un gardien de la paix blessé tandis qu'un homme a perdu la main, arrachée par l'explosion d'un pétard. Je ne doute pas que cette liste soit largement incomplète... Les pompiers ont effectué 663 interventions : 32 véhicules en feu, 59 feux de poubelles/conteneurs ou broussailles, 14 vélos électriques ou trottinettes et 7 scooters ou mobylettes incendiés. Le porte-parole du SIAMU s'est même félicité que (je cite) : « *Nos hommes et nos femmes sont sortis, physiquement, indemnes de cette nuit agitée mais sur le plan mental, c'est une autre histoire car qui peut comprendre la situation, ubuesque, que des secouristes ne peuvent pas travailler en toute sérénité et sécurité ?* » Même si à Woluwe-Saint-Lambert, la part dans ce bilan reste contenue, je souhaite poser les questions suivantes au Collège :

1. Qu'avez-vous mis en place pour prévenir ces débordements ? Un avis publié seulement le 28 décembre sur le site web communal est-il efficace et suffisant ? Que pensez-vous de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale publié le 11 décembre pour interdire la possession et le transport de feux d'artifice ? Quel est le sens de ces interdictions alors que les amateurs se sont procuré pétards, mortiers et fusées bien avant cela ?
2. Pensez-vous que les citoyens soient suffisamment avertis par des interdictions tardives et largement ignorées comme j'ai pu m'en rendre compte ? Quelle pédagogie a-t-on mis en place pour tenter de convaincre du bien-fondé des interdictions prises ?
3. Si ces débordements sont le fait d'une minorité peu réceptive aux messages d'avertissement, pourquoi la police ne prend-elle pas des mesures d'identification à des fins de prévention, de convocation et de sanctions ultérieures ? Combien de SAC (sanctions administratives communales) ont été appliquées ?
4. La police était visiblement débordée ce soir-là. Quelles mesures préventives et répressives seront prises l'an prochain pour reprendre le contrôle sur une situation qui s'aggrave d'année en année ? »

M. MAINGAIN répond qu'en effet, nous connaissons à chaque période de fêtes de fin d'année des comportements perturbants, dont certains parfois inacceptables, mais qu'à Woluwe-Saint-Lambert, cela a été, de l'avis même du chef de corps, fort bien contrôlé et maintenu. Il précise qu'il y avait sur le terrain ce soir-là 3 officiers, 4 aspirants commissaires, 7 inspecteurs principaux et 44 inspecteurs, soit 58 membres du personnel de police, sans compter le service de soutien au dispatching. Il ajoute qu'il y a eu une collaboration entre les services de la zone de police et le service de la Gestion de l'espace public ainsi que la SISP L'Habitation moderne pour retirer de

l'espace public, notamment à Andromède, tous les objets pouvant servir de projectile (trottinettes, conteneurs et autres objets inflammables) et qu'une sensibilisation a été menée sur le terrain durant les semaines qui ont précédé la soirée du réveillon par les gardiens de la paix et les éducateurs de rue qui n'ont pas manqué d'interpeller et de conscientiser les jeunes sur l'interdiction et les risques liés à l'utilisation des engins pyrotechniques. Il confirme que dans une autre commune, un jeune a perdu une main. Il préconise d'interdire non seulement la possession et l'usage mais aussi la vente d'engins pyrotechniques. Il annonce que la Conférence des bourgmestres va se pencher sur ce thème. Il affirme que la coordination entre les services de secours et les services de police a été parfaite et conteste l'allégation selon laquelle les services de police auraient été débordés. Lors d'une visite au dispatching de la police, il a été impressionné par l'efficacité des caméras de surveillance (prise de vue de 4 visions simultanées, netteté des images même de nuit...). Il signale que des troubles ont été détectés et que dès l'arrivée de la police, une quinzaine de jeunes ont détalé mais qu'aujourd'hui, les images enregistrées sont exploitées. Il fait remarquer que dans 51 % des dossiers, les images aident à faire progresser l'enquête et que l'investissement en matière de caméras constitue donc un très bon soutien. Il affirme qu'il y aura des identifications et soit des poursuites, soit des sanctions administratives. Il rappelle que c'est grâce aux caméras que l'auteur de l'incendie de la brigade canine a été identifié et arrêté.

M. VAN der AUWERA fait remarquer que la personne qu'il a observée ignorait totalement que c'était interdit. Il constate qu'il y a une méconnaissance de l'interdiction et du nombre de blessés, qu'il y a des personnes qui ne pensent pas mal faire et se livrent à ces pratiques, peut-être par effet d'entraînement. Il estime qu'il y a un travail d'information à effectuer.

M. MAINGAIN répond que la première mise en ligne remonte au 18 décembre et qu'ensuite, on a remonté l'information, raison pour laquelle c'est la date du 28 décembre qui apparaît. Il précise qu'il y a eu +/- 500 consultations.

M. LIENART ajoute que cela a aussi été dit à la télévision, dans les journaux...

M. MAINGAIN signale qu'il y a également eu un affichage par le service Prévention. Il n'est pas opposé à ce que l'on intensifie encore l'information.

Gebruik van pyrotechnische apparaten op het grondgebied van Sint-Lambrechts-Woluwe op oudejaarsavond. (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over het gebruik van pyrotechnische apparaten op het grondgebied van Sint-Lambrechts-Woluwe op oudejaarsavond:

"Oudejaarsavond is een moment voor mensen om samen te komen, feest te vieren en te genieten. Maar voor een toenemend aantal mensen elk jaar is het ook een gelegenheid om de regels en veiligheidsvoorschriften te overtreden, niet alleen door zichzelf in gevaar te brengen, maar ook door mensen en eigendommen in gevaar te brengen. Ik denk niet dat ik ongelijk heb als ik zeg dat velen van ons incidenten hebben meegemaakt. Ik zou ook de stress kunnen noemen die huisdieren en wilde dieren ondervinden, evenals de effecten van vervuiling. Afhankelijk van het gebied waren de verstoringen ernstig of minder ernstig. Tijdens de avond was ik er persoonlijk getuige van dat de politie een emmer vol vuurwerk in beslag nam dat een persoon, vergezeld door minderjarigen, op het punt stond af te steken. Dit gebeurde op de Georges Henrilaan. Op hetzelfde moment lanceerden andere mensen vuurwerk

vanaf het Verheyleweghenplein, ongeveer tien meter van de politie vandaan. Ze werden echter ongemoeid gelaten. Toen de hulpdiensten waren vertrokken, kwam de persoon in kwestie uit zijn huis met een partij vuurwerk dat hij midden tussen de voertuigen begon te gooien! Andere politievoertuigen kwamen voorbij, maar grepen niet in. De interventiepatrouilles waren duidelijk overweldigd! In het Brusselse gewest maakte de pers een harde balans op met 206 arrestaties (tegenover 160 een jaar geleden), 6 gewonden waaronder een tiener met oogletsel, 1 kind van 7 jaar met een handwond, 2 mensen met verwondingen aan het gezicht, een gemeenschapswachter die gewond raakte en een man die zijn hand verloor toen een rotje ontplofte. Ik twijfel er niet aan dat deze lijst grotendeels onvolledig is... De brandweer reageerde op 663 incidenten: 32 voertuigen in brand, 59 vuilnisbakken/containers of kreupelhoutbranden, 14 elektrische fietsen of steps en 7 scooters of bromfietsen die in brand werden gestoken. De woordvoerder van de DBDMH was zelfs verheugd over het feit dat (en ik citeer): *"Onze mannen en vrouwen zijn fysiek ongedeerd uit deze turbulente nacht gekomen, maar mentaal is het een ander verhaal, want wie kan de ongelooflijke situatie begrijpen waarin eerstehulpverleners niet in alle rust en veiligheid kunnen werken?"* Ook al blijft het aandeel van Sint-Lambrechts-Woluwe in deze tol binnen de perken, toch zou ik het College de volgende vragen willen stellen:

1. Wat heeft u gedaan om deze excessen te voorkomen? Is een aankondiging die enkel op 28 december op de gemeentelijke website wordt gepubliceerd doeltreffend en voldoende? Wat vindt u van het besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 11 december om het bezit en het vervoer van vuurwerk te verbieden? Wat is het nut van dit verbod als amateurs al lang voordien vuurwerk kochten?
2. Denkt u dat de burgers voldoende worden gewaarschuwd door deze late verboden, die grotendeels worden genegeerd, zoals ik zelf heb kunnen vaststellen? Wat voor voorlichting is er gegeven om mensen ervan te overtuigen dat de verboden gerechtvaardigd zijn?
3. Als deze excessen het werk zijn van een minderheid die niet erg ontvankelijk is voor waarschuwingen, waarom onderneemt de politie dan geen stappen om de overtreders te identificeren zodat ze kunnen worden voorkomen, opgeroepen en vervolgens gestraft? Hoeveel GAS-boetes (gemeentelijke administratieve sancties) zijn er toegepast?
4. De politie was duidelijk overweldigd die avond. Welke preventieve en bestraffende maatregelen zullen volgend jaar worden genomen om de situatie, die elk jaar erger wordt, weer onder controle te krijgen?"

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat we tijdens de feestdagen elke keer opnieuw inderdaad te maken hebben met verstorend gedrag, dat soms onaanvaardbaar is, maar dat dit in Sint-Lambrechts-Woluwe naar de mening van de korpschef zelf zeer goed gecontroleerd en gehandhaafd wordt. Hij wijst erop dat er die avond 3 agenten, 4 aspirant-commissarissen, 7 hoofdinspecteurs en 44 inspecteurs ter plaatse waren, wat een totaal van 58 politiemedewerkers is, exclusief de ondersteunende dienst van de dispatching. Hij voegt eraan toe dat er is samengewerkt tussen de diensten van de politiezone en de dienst Beheer Openbare Ruimte, evenals de SISP De Moderne Woning, om uit de openbare ruimte, met name in Andromeda, alle voorwerpen te verwijderen die als projectiel konden worden gebruikt (steps, containers en andere ontvlambare voorwerpen) en dat in de weken voorafgaand aan oudejaarsavond gemeenschapswachten en straathoekwerkers jongeren bewust hebben gemaakt van het verbod en de risico's die gepaard gaan met het gebruik van vuurwerk. Hij bevestigt dat in een andere gemeente een jongere een hand verloor. Hij beveelt aan om niet alleen het bezit en gebruik, maar ook de verkoop van vuurwerk te verbieden. Hij kondigt aan dat de Conferentie van burgemeesters de zaak zal onderzoeken. Hij verklaart dat de

coördinatie tussen de hulpdiensten en de politie perfect is geweest en betwist de bewering dat de politie overrompeld zou zijn geweest. Tijdens een bezoek aan de dispatching van de politie was hij onder de indruk van de efficiëntie van de bewakingscamera's (4 gelijktijdige beelden, scherpe beelden, zelfs 's nachts, enz.) Hij wijst erop dat er een ordeverstoring werd gedetecteerd en dat ongeveer vijftien jongeren er vandoor gingen zodra de politie arriveerde, maar dat de opgenomen beelden nu worden gebruikt. Hij wijst erop dat in 51% van de gevallen de beelden helpen om het onderzoek vooruit te helpen en dat de investering in camera's dus een zeer goede steun is. Hij beweert dat er identificaties zullen zijn en ofwel vervolging ofwel administratieve sancties. Hij wijst erop dat de persoon die de hondenbrigade in brand heeft gestoken dankzij de camera's is geïdentificeerd en gearresteerd.

Dhr. VAN der AUWERA wijst erop dat de persoon die hij heeft geobserveerd zich totaal niet bewust was van het verbod. Hij merkt op dat men zich niet bewust is van het verbod en van het aantal gewonden en dat er mensen zijn die denken dat ze niets verkeerd doen en zich aan deze praktijken overgeven, wellicht vanwege een domino-effect. Hij vindt dat er behoefte is aan informatie.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat de informatie voor het eerst online is gezet op 18 december en daarna naar boven is gebracht, vandaar de datum 28 december. Hij voegt hieraan toe dat er ongeveer 500 raadplegingen zijn geweest.

Dhr. LIENART voegt eraan toe dat dit ook op televisie en in de kranten enz. is vermeld.

Dhr. MAINGAIN wijst erop dat de dienst Preventie ook affiches heeft opgehangen. Hij is niet gekant tegen het verder intensifiëren van de informatie.

Questions d'actualité (Section 4 - art. 7 - sous-section 4) - Vragen over de actualiteit (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 4)

22.01.2024/A/0050 **Question d'actualité urgente : à propos du déneigement. (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA pose la question d'actualité suivante à propos du déneigement :

« Notre commune a été touchée par d'importantes chutes de neige et à la date du 16 janvier, le Collège a tenu à rappeler par la voie du site communal les obligations qui s'imposent à tous : « *En cas de chute de neige ou de formation de verglas, les trottoirs doivent être déblayés ou rendus non glissants, sur toute leur largeur pour les trottoirs de moins de 1,50 mètre de large et sur une largeur de minimum 1,50 mètre sur les trottoirs plus larges. L'objectif est d'y faciliter la circulation des piétons.* »

Je m'interroge sur le manque d'exemplarité de notre commune :

- 1) Rue de l'Activité et rue Dries, l'Habitation Moderne n'a pas cru bon de dégager le trottoir le long de ses bâtiments ;
- 2) Chaussée de Roodebeek, à la hauteur du n° 258, le CPAS n'a pas cru bon de dégager le trottoir et l'arrêt de bus en face du Guichet Social ;
- 3) Sur le pourtour de la maison communale, seul le trottoir immédiatement adjacent et sur la longueur du bâtiment a été dégagé. Ni le pourtour de l'espace vert situé sur la

place du Tomberg à l'arrière de la maison communale, ni la continuation du trottoir longeant le parking du Collège, ni le trottoir sur l'avenue Paul Hymans n'ont été dégagés.

En outre, chacun a pu constater que dans notre commune, moins de 20 % des habitants et des commerçants avaient pris l'initiative de sécuriser le passage devant leur habitation ou leur commerce en dégagant la neige accumulée. Ne faudrait-il pas que les gardiens de la paix se voient investis de la mission de rappeler à leurs obligations les personnes responsables ? Ils pourraient remettre un document rappelant les obligations en main propre ou dans la boîte aux lettres en cas d'absence. Je vous remercie pour les dispositions que vous prendrez lors du prochain épisode neigeux. »

M. MAINGAIN répond que :

1. On rappellera aux divers services concernés l'obligation de déneiger.
2. Une brochure très complète sur l'entretien de l'espace public avec une rubrique consacrée au déneigement a été distribuée fin 2023 et une information à ce sujet est parue dans le Wolu Info.
3. Il y a eu une distribution de feuillets dans les boîtes aux lettres par les gardiens de la paix.
4. Il y a des personnes qui, pour des raisons multiples, ne peuvent pas dégager leur trottoir. Dans les immeubles à logements multiples, il n'est pas toujours simple de convaincre les plus vaillants de déblayer les trottoirs.
5. Il faut mécaniser. L'idée est d'avoir des lames sur des petits véhicules électriques qui pourraient déneiger les trottoirs dans les quartiers les plus fréquentés.

Vraag van dringende actualiteit: over sneeuwruimen. (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA stelt de volgende actualiteitsvraag over sneeuwruimen:

"Onze gemeente is getroffen door hevige sneeuwval en op 16 januari heeft het College op de gemeentelijke website een herinnering geplaatst aan de verplichtingen die voor iedereen gelden: *"In het geval van sneeuw of ijsvorming moeten de voetpaden geveegd of gladvrij gemaakt worden, over de hele breedte van de voetpaden van minder dan 1,50 meter breed en over een breedte van minimum 1,50 meter voor de bredere voetpaden. Het doel is het voetgangersverkeer te vergemakkelijken."*

Ik verbaas me over het gebrek aan voorbeeldigheid van onze gemeente:

- 1) In de Werkzaamheidstraat en de Driesstraat vond De Moderne Woning het niet nodig om het trottoir langs haar gebouwen vrij te maken;
- 2) Op de Roodebeeksteenweg, ter hoogte van nr. 258, heeft het OCMW het trottoir en de bushalte tegenover het Sociaal Loket niet vrijgemaakt;
- 3) Rond het gemeentehuis werd alleen het trottoir naast en over de lengte van het gebouw vrijgemaakt. Noch de omtrek van de groene ruimte op het Tombergplein aan de achterkant van het gemeentehuis, noch de voortzetting van het trottoir langs de parking van het College, noch het trottoir aan de Paul Hymanslaan werd vrijgemaakt. Bovendien hebben we allemaal gemerkt dat in onze gemeente minder dan 20% van de bewoners en winkeliers het initiatief heeft genomen om de weg voor hun huis of winkel veilig te maken door de opgehoopte sneeuw te ruimen. Moeten gemeenschapswachten niet de taak krijgen om de verantwoordelijken aan hun verplichtingen te herinneren? Ze zouden persoonlijk, of via de brievenbus als de mensen afwezig zijn, een document kunnen afgeven om hen aan hun verplichtingen te herinneren .

Ik dank u voor de maatregelen die u bij de volgende sneeuwbuï zult nemen".

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat:

1. De verschillende betrokken diensten zullen worden herinnerd aan de verplichting om sneeuw te ruimen.
2. Eind 2023 werd een zeer uitgebreide brochure over het onderhoud van de openbare ruimte verspreid, met een deel dat gewijd is aan sneeuwruimen, en er verscheen informatie over dit onderwerp in Wolu Info.
3. Folders werden door gemeenschapswachten in brievenbussen verspreid.
4. Sommige mensen zijn om verschillende redenen niet in staat om hun stoep sneeuwvrij te maken. In gebouwen met meerdere eenheden is het niet altijd gemakkelijk om de fitsten te overtuigen om de stoepen schoon te maken.
5. We moeten mechaniseren. Het idee is om kleine elektrische voertuigen te voorzien van bladen die sneeuw kunnen ruimen van trottoirs in de meest bezochte wijken.

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Patrick Lambert

Julie Van Goidsenhoven-Bolle